
ESS – Extension de la sécurité sociale

Rapport sur l'atelier

**«Cartographie des statistiques et indicateurs
internationaux existants sur la protection sociale pouvant
contribuer au suivi de l'extension de la protection sociale
par les socles de protection sociale»**

Genève, Suisse, 13 – 15 mars 2013

Compilé par

Florence Bonnet
et
Lou Tessier

ESS – Document N°38

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, GENÈVE

Copyright © Organisation internationale du Travail 2013
Première édition 2013

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Les bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Données de catalogage avant publication du BIT

Bonnet, Florence and Tessier, Lou

Rapport sur l'atelier "Cartographie des statistiques et indicateurs internationaux existants sur la protection sociale pouvant contribuer au suivi de l'extension de la protection sociale par les socles de protection sociale", Genève, Suisse, 13 – 15 mars 2013 / Florence Bonnet, Lou Tessier; Bureau international du Travail, Département de la protection sociale.- Genève: BIT, 2013
ix, 85 p.

Document ESS; ISSN 1020-9581; 1020-959X (web) No. 38

Bureau international du Travail; Département de la protection sociale; Cartographie des statistiques et indicateurs internationaux existants sur la protection sociale pouvant contribuer au suivi de l'extension de la protection sociale par les socles de protection sociale (2013, Suisse)

protection sociale / cotisations / revenu garanti / collecte des données / mesure / méthodologie

02.03.1

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. Il est aussi possible de se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org.

Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Imprimé en Suisse

Avant-propos

Ce document est le produit de l'atelier «Cartographie des statistiques et indicateurs existants sur la protection sociale internationale pouvant contribuer au suivi de l'extension de la protection sociale par les socles de protection sociale (SPS)», organisé par le Bureau international du Travail (BIT) à Genève du 13 au 15 mars 2013.

Cet atelier a été organisé dans le cadre de la collaboration inter-agences entamée en 2009 avec le lancement de l'Initiative pour un socle de protection sociale. Depuis le début de ce travail de collaboration, un certain nombre de questions relatives à la coordination entre les agences a été soulevé. La disponibilité et la qualité des données, statistiques et indicateurs sur la protection sociale ont très vite été identifiées comme un point central pour le suivi de l'extension de la protection sociale à la fois au niveau national et au niveau mondial. Plus particulièrement, l'importance des données et des indicateurs de couverture, de dépenses et de financement de la protection sociale a été soulignée au cours de la réunion du Conseil de coopération inter-agences pour la protection sociale (*Social Protection Inter-Agency Cooperation Board – SPIAC-B*) qui a eu lieu à New York le 11 février 2013. L'un des objectifs clés de la collaboration en cours entre les organisations concernées est l'harmonisation des données internationales sur la protection sociale afin de promouvoir la disponibilité et la qualité de ces données, et de combiner les efforts pour développer une représentation cohérente des statistiques sur les systèmes de protection sociale. L'atelier organisé par le BIT à Genève les 13, 14 et 15 mars 2013 avait pour but de donner matière aux discussions futures du SPIAC-B sur les statistiques en protection sociale. Il a également apporté des contributions pertinentes qui pourraient contribuer à la mise en œuvre de la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012.

Cet atelier avait pour objectif d'établir une discussion entre les responsables des statistiques en protection sociale de différentes organisations actives dans ce domaine. Il ciblait les données, statistiques et indicateurs de la protection sociale existants ou à produire afin d'évaluer et d'assurer le suivi de l'extension de la protection sociale et la contribution de celle-ci à la sécurité élémentaire de revenu tout au long de la vie.

Deux produits ont été élaborés au cours de cet atelier: une cartographie des données et indicateurs sur la protection sociale (et plus particulièrement, sur la contribution de celle-ci à la garantie d'une sécurité élémentaire de revenu tout au long de la vie) comparables au niveau international, ainsi qu'une réflexion sur les lacunes actuelles et les actions conjointes possibles.

Nous espérons que la cartographie présentée dans ce document sera utile et alimentera les discussions sur le suivi des socles de protection sociale. Nous espérons également que le travail entamé au cours de ce premier atelier se poursuivra avec la création d'un groupe de travail inter-agences permanent sur les statistiques en protection sociale.

Alejandro Bonilla García
Directeur par intérim du Département de la protection sociale
Organisation internationale du Travail

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos.....	iii
Remerciements.....	vii
Liste des acronymes	ix
1. Introduction.....	1
Structure de l’atelier.....	5
2. Session A: Cartographie des indicateurs et données indépendants d’une tranche d’âge	8
3. Session B: Cartographie des données et indicateurs liés à la contribution de la protection sociale à la sécurité de revenu des enfants	25
4. Session C: Cartographie des données et indicateurs liés à la contribution de la protection sociale à la sécurité de revenu des personnes en âge de travailler	38
5. Session D: Cartographie des données et indicateurs liés à la contribution de la protection sociale à la sécurité de revenu des personnes âgées	54
6. Session E: Identification des défis –problèmes, lacunes et recoupements.....	68
7. Conclusion	73
Ressources	74
Annexes (en anglais)	75

Table des figures

Encadré 1. Coopération reposant sur des complémentarités: la collaboration Eurostat-OIT-OCDE	4
Encadré 2. Méthode de cartographie	6
Encadré 3. Données et indicateurs de protection sociale : de la formulation des objectifs à la mise en évidence des enjeux principaux sous-jacents	71

Remerciements

Les auteures souhaitent remercier tous les participants à l'atelier pour leur contribution à celui-ci ainsi qu'à la cartographie présentée dans cette publication.

Simone Cecchini	ECLAC
Ceren Gurkan	FAO
Silvio Daidone	FAO
Carlo Cafiero	FAO
Victoire Cleren	GIP SPSI
Charles Knox-Vydmanov	HelpAge
Florence Bonnet	OIT
Krzysztof Hagemeyer	OIT
Lou Tessier	OIT
Christoph Ernst	OIT
Fabio Veras	IPC-Brasilia
Shea McClanahan	AISS
Magid Fathallah	AISS
Filhon Guillaume	AISS
Maxime Ladaique	OCDE
Chiho Suzuki	UNICEF
Niels Balzer	PAM
Ruslan Yemtsov	Banque mondiale
Maddalena Honorati	Banque mondiale
Victoria Strokova	Banque mondiale

Les personnes suivantes ont aussi apporté leur précieuse collaboration à la cartographie:

Christine Coin	Eurostat
Sri Wening Handayani	Banque asiatique de développement

Les auteures souhaitent également remercier Christine Bockstal et Krzysztof Hagemeyer pour leur appui et leurs conseils. Elles sont reconnaissantes de l'aide apportée par Jonathan Evershed et souhaitent remercier tous ceux qui ont contribué à cette publication, notamment Claire Michelon et Joëlle Racine pour la version française.

Cependant, les auteures sont les seules responsables du contenu de ce document ainsi que de toutes opinions, omissions ou erreurs contenues dans celui-ci.

Le présent document, ainsi que l'atelier, ont été réalisés par l'OIT et rendus possibles grâce au soutien financier du ministère français du Travail.

Liste des acronymes

BAD	Banque asiatique de développement
AISS	Association internationale de la sécurité sociale
ASPIRE	Atlas de protection sociale – indicateurs de résilience et d’équité (Banque Mondiale) <i>The Atlas of Social Protection - Indicators of Resilience and Equity</i>
BIT	Bureau international du Travail
CIT	Conférence internationale du Travail
ECA	pays d’Europe et d’Asie Centrale
ECLAC	Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes <i>(Economic Commission for Latin America and the Caribbean)</i>
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture <i>(Food and Agriculture Organisation)</i>
FMI	Fonds monétaire international
IPC-Brasilia	Centre international de politiques pour une croissance inclusive <i>(International Policy Centre for Inclusive Growth)</i>
LSMS	Etude de la mesure des niveaux de vie (Banque mondiale, ASPIRE) <i>(Living Standards Measurement Study)</i>
MENA	pays du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord <i>(Middle East and North Africa)</i>
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
PAM	Programme alimentaire mondial
SCN	Système de comptabilité nationale
SESPROS	Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale,
SPIAC-B	Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale <i>(Social Protection Inter-Agency Cooperation Board)</i>
SPL	Travail et protection sociale (Banque mondiale, ASPIRE) <i>(Social Protection and Labor)</i>
SPS	socle de protection sociale
SSA	Administration de la sécurité sociale des Etats-Unis <i>(United States Social Security Administration)</i>
SSI	Enquête sur la Sécurité sociale <i>(Social Security Inquiry)</i>
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’enfance <i>(United Nations Children's Fund)</i>

1. Introduction

L'intérêt pour la protection sociale connaît un nouvel élan au niveau mondial. L'émergence du concept de socle de protection sociale (SPS) à la suite de la crise mondiale a contribué à la reconnaissance mondiale de la protection sociale comme un outil central de réduction et de prévention de la pauvreté et des inégalités. De nombreux pays, développés ou en développement, ont connu une croissance considérable dans l'établissement de régimes de protection sociale au cours des dernières décennies. Un certain nombre d'organisations internationales et régionales se sont engagées dans l'extension de la protection sociale. Il en résulte un besoin croissant de coordination de ces actions au niveau international. Pour cela, l'Initiative pour un SPS a été lancée comme l'une des neuf initiatives conjointes des Nations Unies contre la crise en 2009. La reconnaissance de ce concept par le G20 et l'adoption par la Conférence internationale du Travail (CIT) de la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, ont également souligné le besoin d'efforts conjoints pour faire de la protection sociale une réalité pour tous. La création du Conseil de coopération inter-agences pour la protection sociale (*Social Protection Inter-Agency Cooperation Board – SPIAC-B*) entre dans le cadre de cette demande croissante de collaboration et d'une approche conjointe entre les organisations concernées.

Les statistiques, ainsi que d'autres indicateurs et de suivi, ont été rapidement identifiées comme un domaine capital de la collaboration entre les institutions travaillant dans la protection sociale. Les données sur la couverture, le niveau des prestations, les dépenses et le financement de la protection sociale sont primordiales pour l'évaluation et le suivi de l'état de la protection sociale au niveau des pays. L'identification des lacunes et la définition des politiques d'extension de la couverture ou d'amélioration de l'efficacité des systèmes nationaux de protection sociale requièrent des données fiables. Ainsi, l'importance de données sur la protection sociale complètes, à jour, comparables et accessibles est reconnue de façon croissante. Il en va de même pour le constat de l'absence actuelle de leur disponibilité. Aussi, une initiative pour l'harmonisation des statistiques internationales de protection sociale a été proposée. Ses objectifs sont les suivants: améliorer la qualité des données et des statistiques; augmenter l'efficacité institutionnelle; et éviter les duplications inutiles. Plus largement, son but ultime est de développer un aperçu statistique cohérent des prestations de protection sociale, actuellement et pour l'avenir, dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement.

A l'heure actuelle, plusieurs institutions œuvrant dans le domaine de la protection sociale collectent des informations et des données qualitatives et quantitatives, et développent des indicateurs qui ne sont pas nécessairement facilement comparables d'une institution à l'autre. En effet, il n'existe pas de méthodologie cohérente ou systématique partagée par la communauté d'experts pour la collecte de données et d'informations concernant les prestations, la couverture, le coût et les effets des régimes de protection sociale. Cette lacune en termes de méthodologie cohérente et systématique de collecte des données a des conséquences concrètes et regrettables au niveau national comme au niveau mondial.

Au niveau national, la protection sociale est gérée par une multitude d'acteurs. Aussi, les informations et les données sont fragmentées, la disponibilité et la qualité de ces données varient d'un pays à l'autre, de même que d'un régime ou d'un programme à l'autre au sein d'un même pays. En l'absence de mécanismes de coordination, de nombreux pays sont confrontés à des difficultés d'évaluation des lacunes et besoins actuels en matière de protection sociale, ainsi que des changements au fil du temps. La coordination nécessite une méthodologie et des principes partagés concernant les données à collecter (comment les classifier et les sélectionner, etc.). Sans accès à un ensemble minimum de données sur la protection sociale au cours d'une période assez longue, les

pays ne peuvent pas inventorier ni identifier les lacunes afin de définir des options politiques appropriées pour la protection sociale. Il leur est encore plus difficile d'assurer le suivi des changements, des progrès et de l'efficacité des prestations de protection sociale au fil du temps, ainsi que la capacité des systèmes de protection sociale à répondre aux objectifs politiques nationaux et aux besoins des populations.

Les problèmes soulevés au niveau national se répercutent au niveau international. Quand les données ne sont pas collectées et agrégées avec une méthodologie claire et cohérente au niveau national, le processus international de collecte de données comparables s'en trouve plus difficile et parfois même impossible. Une méthodologie cohérente et facilement comparable d'analyse des régimes de protection sociale entre pays fait malheureusement défaut au niveau mondial. De plus, les efforts réalisés par la communauté internationale pour rassembler ces données n'ont pas toujours été cohérents et ont, dans certains cas, eu pour conséquence une duplication des efforts et des actions sans impact.

Aussi, la nécessité d'une harmonisation progressive des données sur la protection sociale est évidente. Ce processus d'harmonisation est associé au développement de standards communs pour les points suivants: quelles données collecter, comment classifier les données et les informations, et comment catégoriser les programmes et les prestations afin d'assurer la comparabilité des données et la possibilité de les utiliser à de multiples fins.

Les organisations internationales, mais avant tout les pays, devraient prendre en compte les principes et lignes directrices concernant les statistiques et indicateurs de la protection sociale résultant du processus d'harmonisation. De nombreux pays ont besoin d'un appui international pour améliorer leur capacité à collecter et produire ces données. A moyen et à long terme, une application étendue de normes statistiques communes par et dans les pays, ainsi qu'une meilleure disponibilité des données dans le domaine de la protection sociale (comparables et adaptables à plusieurs objectifs différents) et enfin l'utilisation de ces données pour guider et informer les politiques au niveau national seraient nécessaires.

Le besoin d'un inventaire complet des données et indicateurs existants en matière de protection sociale est apparu comme une première étape indispensable dans ce processus. Cela était l'objectif principal de l'atelier organisé à Genève les 13, 14 et 15 mars 2013. Reposant sur l'approche en terme de cycle de vie de la recommandation n° 202¹, cet atelier s'est concentré sur la contribution de la protection sociale à la sécurité de revenu pour les enfants, les personnes en âge de travailler et les personnes âgées². La recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, demande explicitement le suivi des systèmes de protection sociale au niveau national comme au niveau international ce qui représente, comme précisé ci-dessus, un défi considérable.

Conscients de ce défi, les représentants des différentes organisations réunis au cours de l'atelier ont discuté de solutions au niveau national comme au niveau international. Il a été suggéré qu'un groupe de travail inter-agence permanent sur les statistiques et indicateurs en protection sociale soit mis en place. Composé de représentants des

¹ Recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, paragraphe 4 (b), (c) et (d), disponible en ligne sur:
<http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/RessShowRessource.do?ressourceId=31110>.

² La contribution de la protection sociale à la garantie de l'accès aux soins de santé essentiels, telle que spécifié par la recommandation n° 202 de l'OIT, paragraphe 5, est traitée par un processus séparé en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

principaux partenaires au développement travaillant dans le domaine de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des données de protection sociale en vue d'une comparaison internationale, ce groupe devrait élaborer une approche intégrée et collaborative du suivi de l'extension de la protection sociale au niveau national comme au niveau mondial. Reposant sur l'expertise et les ressources existantes des organisations, ainsi que des expériences positives en matière de collaboration (voir Encadré 1), ce groupe de travail devrait s'engager à atteindre ce premier objectif d'harmonisation des données internationales sur la protection sociale et de développement de normes et de lignes directrices communes en vue de leur mise en œuvre.

Encadré 1 Coopération reposant sur des complémentarités: la collaboration Eurostat-BIT-OCDE

Au fil du temps, Eurostat, le BIT et l'OCDE ont établi des liens entre leurs bases de données sur la protection sociale (Eurostat SESPROS, OCDE SOCX et l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale¹), ce qui a permis d'éviter une duplication dans les activités de collecte des données grâce à un effort d'harmonisation des classifications respectives de données. Le résultat de cette collaboration fructueuse est que les trois organisations ont récemment commencé à travailler avec la Banque asiatique de développement (BAD) sur des questions similaires. Cet encadré résume rapidement les principales étapes de ce processus de collaboration.



Années 1970

Le Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (SESPROS), relié au Système de comptabilité nationale (SCN), est un cadre commun développé à la fin des années 1970 par Eurostat et les États membres de l'Union européenne (UE) afin de permettre une comparaison cohérente entre les pays européens. Avec SESPROS, Eurostat définit huit branches de la protection sociale: maladie/soins de santé; invalidité; vieillesse; décès; famille/enfants; chômage; logement; et exclusion sociale non classée ailleurs. Les unités de référence sont les régimes et ensuite les prestations versées par ces régimes. L'Enquête du BIT sur la sécurité sociale (SSI – *Social security inquiry*) suit la même approche et les mêmes critères pour définir les régimes et les prestations.

Années 1990

La base de données OCDE SOCX a été élaborée dans les années 1990 comme un outil de suivi des tendances des dépenses sociales agrégées et d'analyse des changements dans leur composition. Elle contient des données sur les 34 pays de l'OCDE pour la période 1980-2009 ainsi que des estimations pour la période 2010-2012. Les principaux domaines des politiques sociales sont les suivants: vieillesse; décès; prestations liées à l'incapacité; santé; famille; politiques actives de l'emploi; chômage; logement; autres domaines de politiques sociales. La principale source de données pour les 21 pays de l'Union européenne est SESPROS (à l'exception des données sur la santé et sur les politiques actives de l'emploi qui proviennent de deux autres bases de données de l'OCDE). Le processus d'importation des données SESPROS (Eurostat) dans SOCX est bien en place et la coopération est étendue aux données autres que les dépenses.

Années 2000

La méthodologie de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale a été élaborée comme un outil complet de collecte et de suivi des données. L'OIT a adopté une définition opérationnelle élargie de la protection sociale qui comprend 11 branches ou politiques: maladie et santé; invalidité; vieillesse; décès; maternité; famille/enfants; chômage; accidents du travail et maladies professionnelles; logement; politiques actives de l'emploi et protection générale contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette définition, entièrement en accord avec la convention n° 102 de l'OIT², est pertinente pour l'analyse de l'évolution des programmes de sécurité sociale et est compatible avec les méthodologies et cadres statistiques existants (principalement SESPROS et SOCX). Les données d'Eurostat ainsi que celles de l'OCDE peuvent être importées dans la structure de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale, et les données de la SSI peuvent être exportées automatiquement dans la structure de l'OCDE. Depuis sa création, la SSI a importé des données sur les dépenses de protection sociale des pays de l'OCDE, évitant ainsi les duplications de collectes de données dans ce domaine.

2005-2013

Plus récemment, l'OCDE, le BIT et la BAD ont collaboré à l'amélioration de la comptabilité et de la comparabilité entre les données collectées par la BAD dans la plupart des pays asiatiques (dans le cadre de la base de données de l'indice de protection sociale), et celles des bases de données du BIT et de l'OCDE. A présent, certaines des données de la BAD sont intégrées à l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et sont utilisées par l'OCDE pour une comparaison élargie des dépenses de protection sociale.

Une potentielle future collaboration avec d'autres organisations inclurait l'harmonisation et la standardisation des données sur la protection sociale (catégorisation/qualification) et le développement d'outils de collecte de données (entre autres) afin d'améliorer la comparabilité, la comptabilité et la qualité des données.

Comment cette collaboration a été rendue possible techniquement?

- L'unité de référence est la prestation des trois collecteurs de données. Combiné avec des critères acceptés de définition des prestations, cela permet à chaque organisation, en fonction de son propre mandat, d'utiliser les données collectées par les autres et de les présenter à sa façon. Les différentes institutions n'ont pas convenu d'une définition commune de la protection sociale. L'unité commune de référence (la prestations) leur permet d'identifier les éléments entrant dans le cadre de leur mandat respectif.
- La qualification, définition de cette «unité de référence», partant des branches de la sécurité sociale, du type de prestations (en espèces ou en nature, périodique ou non, etc.), du caractère public ou privé, obligatoire ou volontaire, etc. Ces critères doivent être génériques, mais également suffisamment détaillés pour pouvoir prendre en compte l'hétérogénéité des situations et des développements à venir dans la façon dont la protection sociale est et sera apportée aux pays en développement comme aux pays développés.
- Les classifications par branches (probablement le critère le plus crucial) sont plus ou moins détaillées en fonction de l'organisation. La classification de l'OIT semble être la plus désagrégée. La spécificité du mandat de l'OIT pour la sécurité sociale, de même que son évolution historique, nécessitent que la sécurité sociale concernant les «accidents du travail et maladies professionnelles» et la «maternité» soient traités de façon séparée. Cependant, dans l'approche de la Commission européenne et de l'OCDE, ces points sont intégrés à d'autres branches (par exemple, les compléments de revenu pour la maternité font partie de la fonction famille/enfants). Malgré cette différence, la combinaison des critères utilisés pour définir les prestations (périodiques ou non, en espèces ou en nature, nom ou catégorie des prestations) permet le passage entre une fonction agrégée et deux ou trois fonctions spécifiques.
- Cette approche prend en compte les classifications existantes et favorise la comptabilité et la flexibilité.

¹ Pour identifier les ressources, se reporter à la section «Ressources» à la fin du document. Des manuels sont disponibles en ligne à l'adresse suivante:

Manuels SESPROS:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/product_details/publication?p_product_code=KS-RA-11-014 (en anglais).

Manuel OCDE SOCX:

http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/is-the-european-welfare-state-really-more-expensive_5kg2d2d4pbf0-en (en anglais).

Manuel SSI: <http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/RessShowRessource.do?ressourceId=6730>

² Voir la convention (n° 102) sur la sécurité sociale (norme minimum), 1952, disponible en ligne sur: http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:312247,fr:NO.

Structure de l'atelier

L'atelier lui-même a été divisé en cinq grandes sessions, quatre étant consacrées à la cartographie des données et indicateurs sur la protection sociale, et une dernière session sur l'identification des lacunes, des difficultés et des domaines de collaboration possibles. La première session avait pour objet la cartographie des données et indicateurs généraux (non rattachés à une tranche d'âge), alors que les trois autres ont permis de réaliser le même exercice dans la perspective du cycle de vie en ciblant la protection sociale destinée à des groupes d'âges spécifiques, à savoir : les enfants, les personnes en âge de travailler et enfin les personnes âgées.

Pour chaque cartographie, le même type de données était pris en compte: les données et informations qualitatives, les dépenses (et les recettes, si disponibles), la couverture, le niveau de prestations, les effets, et enfin l'impact. Pour chaque type de données, toutes les données collectées et les indicateurs relatifs disponibles ont été répertoriés par organisation responsables de leur compilation (voir Encadré 2).

Les chapitres suivants présentent la matrice de cartographie de chaque session qui est le premier inventaire systématique des données et indicateurs internationaux sur la protection sociale, permettant ainsi l'identification des lacunes, des recoupements et des domaines de collaboration possibles.

Encadré 2 Méthode de cartographie

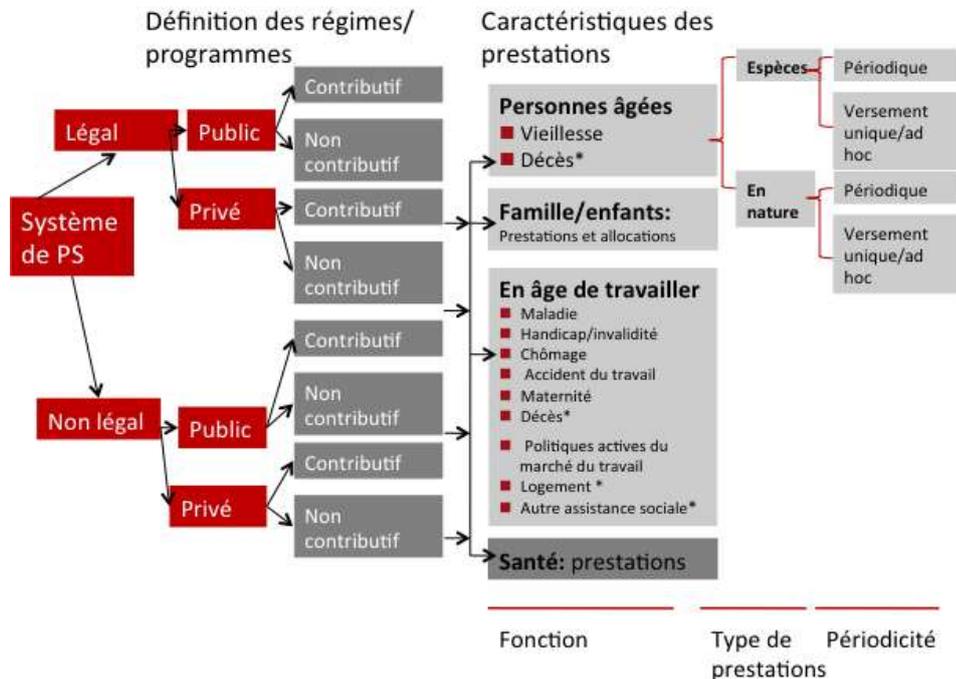
Figure 1 – Exemple de la structure de cartographie

Numérateur des données	Définition/classification	Sources (3)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
2. Recettes protection sociale	<p>Pour chaque régime, les recettes sont classées en quatre catégories indiquant le type de source de revenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cotisations Sociales des employeurs et des personnes protégées; - Cotisations du gouvernement général; - Transferts d'autres régimes; - Autres recettes. <p>Les recettes totales au niveau national correspondent à la somme des recettes de tous les régimes</p> <p>Désagrégation Cotisations Sociales (employeurs et personnes protégées), cotisations du gouvernement, transferts d'autres régimes et autres recettes conformes à la méthodologie Eurostat ESPROS</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la Sécurité Sociale [http://www.social-protection.org/gimi/gess/ResFileDownload.do?ressourceId=6622]</p>	<p>Données administratives</p> <p>Processus de collecte des données</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des régimes nationaux de sécurité sociale; - Eurostat ESPROS pour les pays européens 	<p>PIB</p> <p>Recettes totales</p>	<p>Pas de score d'indicateur disponible, mais en cours de développement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cotisations des employeurs et des employés, financement du gouvernement en pourcentage du PIB; - Cotisations des employeurs et des employés, financement du gouvernement en pourcentage des recettes totales 	<p>Données disponibles pour 200-2012</p> <p>L'outil est disponible pour la collecte des données, mais pas encore pour le nombre de pays hors de l'Europe</p>	OIT	<p>Enquête du BIT sur la sécurité sociale</p>

Le détail du contenu de chaque cellule est le suivant:

- **Numérateur de données:** identifie les données collectées.
- **Définition/classification:** fournit une définition de ce qui est mesuré. Décrit le contenu des données, leur classification et leur désagrégation (par exemple, sexe, personne défavorisée/non défavorisée, caractéristiques des programmes et des prestations – contributif ou non contributif, conditionnel ou non conditionnel); la méthodologie utilisée et la disponibilité de lignes directrices. Par exemple, le BIT, qui collecte des données à la fois au niveau des régimes et des prestations, a identifié l'arbre suivant de classification des données (des détails sur la catégorisation des régimes et des prestations peuvent être trouvés en Annexe 1 de la version originale, en anglais):

Figure 2 – Arbre de l'OIT pour la classification des données



Source: Département de la protection sociale du BIT, 2013.

- **Sources:** répertorie les sources de données (par exemple, données administratives, enquêtes auprès des ménages ou autres sources, sources nationales originales et internationales existantes) et inclut des informations sur le processus de collecte des données (processus institutionnalisé ou ad hoc/durabilité, périodicité), évaluation de la régularité et de la qualité (limitations, possibilités d'amélioration).
- **Déterminateur de données:** répertorie les déterminateurs disponibles. Par exemple, le total des dépenses de protection sociale exprimé en pourcentage du PIB ou du total des recettes.
- **Indicateurs:** répertorie tous les indicateurs disponibles créés à partir des données fournies et de leur objectif de

mesure.

- **Disponibilité des données:** détaille la disponibilité des données (années et nombre de pays couverts).
- **Organisation responsable:** indique l'organisation actuellement responsable de la collecte ou de la compilation des données.
- **Liens:** identifie la source des informations fournies et les ressources statistiques pertinentes.

2. Session A: Cartographie des indicateurs et données indépendants d'une tranche d'âge

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Informations qualitatives	<i>Vue d'ensemble du système de protection sociale</i> - Inventaire et caractéristiques des programmes et prestations existants dans le pays [voir aussi les informations AISS ci-dessous]; - Structures institutionnelles, y compris les programmes publics, privés et mixtes; obligatoires et volontaires; programmes universels et ciblés.	Inventaire des régimes et programmes nationaux (régimes nationaux de protection sociale comme source d'origine). Et, si disponible, reposant sur des données provenant de sources internationales existantes comme: - Base de données qualitatives Eurostat CIRCA; - Base de données de l'indice de protection sociale de la Banque asiatique de développement.	Informations qualitatives.	Inventaire et description des régimes et prestations dans la base de données de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale Informations qualitatives.	Disponible pour près de 100 pays (pour certains, vue partielle du système de protection sociale).	OIT	Enquête du BIT sur la sécurité sociale: Inventaire et description des régimes et des prestations dans la section «Informations sur les régimes» http://www.ilo.org/dyn/ilossi/ssimai.n.home	
	Inventaire et vue d'ensemble des régimes existants prenant en compte les régimes statutaires ou non, ainsi que les structures institutionnelles.	1. SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde; Descriptions des régimes; 2. Base de données des réformes SSA; 3. Base de données sur les pensions complémentaires et privées; 4. Vue d'ensemble du BIT sur la sécurité sociale des pays (GESS).	Informations qualitatives.	Informations qualitatives.	En cours de développement.	AISS	http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles	
	Nombre de branches de la sécurité sociale couvertes par une disposition statutaire (pour 8 des 9 branches de la sécurité sociale mentionnées par la Convention n° 102, hors soins de santé). De nombreux pays en développement n'ont pas légalement de système complet de protection sociale couvrant les neuf branches, comme mentionné ci-dessus. Nombre de pays ont uniquement un système couvrant les prestations à long terme (vieillesse, invalidité-décès) et les accidents du travail.	Reposent sur SSA/AISS: programmes de sécurité sociale dans le monde; Descriptions des régimes (voir ci-dessus). Codage systématique des informations qualitatives (base de données sur les «mécanismes et programmes de sécurité sociale»).	Nombre total de branches de la sécurité sociale comme mentionné par la convention n° 102 (à l'exception de la santé) [9-1 = 8 branches de la sécurité sociale].	A titre d'exemple, l'indicateur de l'exhaustivité du système de protection sociale au niveau national (d'un point de vue statutaire).	Disponible pour 181 pays. Résultats publiés dans le <i>World Social Security Report (WSSR)</i> .	OIT	http://www.social-protection.org/gimi/gess/ResFileDownload.do?ressourceId=25261	
	Systèmes de protection sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes: études décrivant et analysant les composantes de la protection sociale dans les pays de la région (protection sociale contributive et non contributive; accès aux services sociaux; etc.)	Inventaire des régimes et programmes nationaux dans les pays.	Informations qualitatives.	Informations qualitatives.	21 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.	ECLAC	http://dds.cepal.org/socialprotection/social-protection-systems/	
	Structure démographique, et notamment part des personnes âgées: autre facteur pouvant avoir un effet direct sur les besoins en protection sociale: vieillesse et en particulier santé (et donc sur les dépenses), ainsi que sur l'indicateur mondial des dépenses publiques.	Division de la population des Nations Unies. <i>World Population Prospects: The 2010 Revision</i> (New York). Egalement disponible à partir de la base de données des indicateurs du développement dans le monde.	Population totale.	Exemples d'indicateurs: part de la population âgée de 0 à 15 ans, de 15 à 64 ans ou de 65 ans et plus en pourcentage de la population totale.	Disponible pour la plupart des pays.	ONU	http://esa.un.org/wpp/	

Session A Intergénérationnel								
	Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	La structure du marché du travail, et notamment la taille de l'économie formelle et informelle, ont un effet direct sur la couverture de l'assurance sociale et par d'autres régimes.	Bureau international du Travail, à partir des enquêtes nationales sur la population active. Egalement disponible auprès d'autres organisations internationales ou régionales.	Dépend de l'indicateur.	Indicateurs tels que: - Proportion de la population active et de l'emploi sur la population d'âge actif totale, taux de chômage ; - situation dans la profession ; - Proportion d'emplois dans le secteur formel/informel ; - Emploi informel en pourcentage de l'emploi total ; - Proportion des emplois dans le secteur agricole.	n.d.	OIT	Département des statistiques de l'OIT http://www.ilo.org/stat/lang--fr/index.htm	
1 Dépenses en protection sociale								
Dépenses publiques en protection sociale	Comprennent toutes les dépenses sociales publiques (principaux régimes publics, contributifs et non contributifs, versant des prestations conditionnelles ou non). Uniquement les dépenses du gouvernement central pour la plupart des pays. Désagrégation Peuvent être désagrégées en - assurance sociale/assistance sociale ; - Retraites; santé; chômage; politiques actives de l'emploi; famille/enfants; autre assurance sociale; autre assistance sociale. Lignes directrices <i>The Revised Social Protection Index: Methodology and Handbook</i> , ADB 2012 http://www.adb.org/sites/default/files/spi-handbook.pdf	Données administratives des ministères des Finances.	PIB Indice de protection sociale.	Dépenses publiques de protection sociale en pourcentage du PIB. Dépenses du gouvernement pour la sécurité sociale et les services sociaux en pourcentage du PIB.	2005, 2008-2010 Pays asiatiques.	BAD	Index de la protection sociale de la BAD http://spi.adb.org/spidmz/index.jsp	
Dépenses gouvernementales en matière de: - Sécurité sociale et services sociaux - Santé	Les données proviennent du gouvernement central, sauf pour la République populaire de Chine, la Géorgie, le Japon, la République kirghize et le Tadjikistan (données du gouvernement consolidé ou du gouvernement général). Désagrégation - Sécurité sociale et services sociaux ; - Santé. Lignes directrices n.d.	n.d.	PIB	Dépenses du gouvernement pour la sécurité sociale en pourcentage du PIB. Dépenses du gouvernement pour la santé en pourcentage du PIB.	33 à 35 pays en fonction de l'indicateur de 1990 à 2011.	BAD	Indicateurs clés pour l'Asie et le Pacifique 2013: Partie III – Tendances régionales et tableaux: Gouvernement et gouvernance (http://www.adb.org/sites/default/files/ki/2013/xls/RT07.xlsx)	
Dépenses sociales publiques	Les dépenses sociales publiques comprennent les dépenses de sécurité et assistance sociale, de santé, d'éducation et de logement (y compris les régimes publics contributifs et non contributifs). Désagrégation Santé, éducation, sécurité sociale et assistance sociale, logement. Lignes directrices Considérant qu'un certain nombre de pays n'a adopté que récemment le système de classification du Manuel de statistiques de	Données administratives des ministères des finances.	PIB habitants secteur dépenses du gouvernement	Dépenses publiques de sécurité sociale (y compris la santé) en pourcentage du PIB. Dépenses sociales publiques en pourcentage du PIB. Dépenses sociales publiques en pourcentage des dépenses publiques totales par secteur. Dépenses sociales publiques par habitant et par secteur.	1990-2010, pays d'Amérique latine et des Caraïbes (21 pays).	ECLAC	CEPALSTAT: http://websie.eclac.cl/infest/ajax/cepalstat.asp?carpeta=estadisticas ; Indicateurs des dépenses sociales: http://dds.cepal.org/gasto/indicadores/	

Session A Intergénérationnel							
	Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	finances publiques 2001 du FMI, qui est harmonisé avec le SCN de 1993, ces données ne sont pas toujours compatibles avec les sous-fonctions ou les sous-groupes, ou les deux.						
Dépenses en protection sociale	<p>Les dépenses annuelles en protection sociale représentent la somme des dépenses (y compris les dépenses des prestations et les coûts administratifs) de tous les régimes de sécurité sociale et de protection sociale existants.</p> <p>La protection sociale désigne toutes les interventions d'organismes publics ou privés destinés à soulager les ménages et les particuliers de la charge d'un ensemble défini de risques ou de besoins, à condition qu'il n'y ait ni contrepartie, ni arrangement individuel en cause.</p> <p>La liste des risques et des besoins pouvant relever de la protection sociale est, par convention, la suivante: maladie/soins de santé, invalidité, vieillesse, décès, famille/enfants, chômage, logement et exclusion sociale non classée ailleurs.</p> <p>Désagrégation - Prestations en nature/en espèces ; - Périodique ; versement unique; en nature ; - sous ou sans condition de ressources ; - Fonction/type de programme ; - Détail des dépenses totales/dépenses de prestations (coûts administratifs/autres coûts).</p> <p>Lignes directrices Manuel SESPROS [Manuel SESPROS - Le Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (édition 2012) // http://www.socialsecurityextension.org/gimi/ge ss/RessFileDownload.do?ressourcelid=31988]</p>	<p>La plupart des pays ont rapporté leurs données administratives et les données des registres comme étant leur principale source de données.</p> <p>Les données SESPROS sont collectées annuellement, principalement à partir de sources administratives, avec pour unité statistique le régime de protection sociale, qui est défini par un ensemble distinct de règles et appuyé par un ou plusieurs organes institutionnels, et qui gère les prestations de protection sociale et leur financement.</p> <p>Processus de collecte des données Bien établi (et ancré dans la régulation et les directives Eurostat): contact régulier avec un correspondant national dans chaque pays de l'UE (membre du groupe de travail SESPROS).</p> <p>La Régulation-cadre fixe la date à laquelle la Commission doit avoir diffusé les données SESPROS sur les dépenses et les recettes.</p>	<p>PIB, Population totale.</p>	<p>Les données sur les dépenses sont disponibles: - En pourcentage du PIB; - En monnaie nationale (y compris en Euro converti à partir des anciennes monnaies nationales avec le taux fixé pour toutes les années); - En ECU/Euro; - En Euro par habitant; - En standards de pouvoir d'achat (SPA); - En SPA par habitant; - En prix courants et en prix constants; - En prix courants et en prix constants par habitant; - En pourcentage des prestations totales et en pourcentage des dépenses totales.</p>	<p>SESPROS collecte des données annuelles (correspondant aux années civiles) des 27 Etats membres de l'UE, de l'Islande, Norvège, Suisse, Croatie et République de Serbie. Les totaux des données quantitatives sont calculés pour EU-27, EU-25, EU-15, EA-17, EA-16, EA-15, EA-13, EA-12 et l'Espace économique européen: EEE (hors Liechtenstein). Ces totaux sont la somme des valeurs pour les dimensions liées (pas d'estimation incluse).</p> <p>SESPROS en ligne affiche les données de 1990 à 2010.</p>	Eurostat	<p>Les données SESPROS sont accessibles par la section dédiée «Protection sociale» [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/social_protection/introduction] du site d'Eurostat. Prochainement, les informations qualitatives seront également disponibles sur ce site.</p>
Prestations nettes	<p>La protection sociale désigne toutes les interventions d'organismes publics ou privés destinés à soulager les ménages et les particuliers de la charge d'un ensemble défini de risques ou de besoins, à condition qu'il n'y ait ni contrepartie, ni arrangement individuel en cause.</p> <p>La liste des risques et des besoins pouvant relever de la protection sociale est, par convention, la suivante: maladie/soins de santé, invalidité, vieillesse, décès, famille/enfants, chômage, logement et exclusion sociale non classée ailleurs.</p>	<p>La plupart des pays ont rapporté leurs données administratives et les données des registres comme étant leur principale source de données.</p> <p>Les données SESPROS sont collectées annuellement, principalement à partir de sources administratives, avec pour unité statistique le régime de protection sociale, qui est défini par un ensemble distinct de règles et appuyé par un ou plusieurs organes institutionnels, et qui gère les prestations de protection sociale et leur financement.</p>	<p>PIB, Population totale.</p>	<p>Les données sur les dépenses sont disponibles: - En pourcentage du PIB; - En monnaie nationale (y compris en Euro converti à partir des anciennes monnaies nationales avec le taux fixé pour toutes les années); - En ECU/Euro; - En Euro par habitant; - En standards de pouvoir d'achat (SPA); - En SPA par habitant; - En prix courants et en prix constants; - En prix courants et en prix constants par habitant;</p>	<p>SESPROS collecte des données annuelles (correspondant aux années calendaires) des 27 Etats membres de l'UE, de l'Islande, Norvège, Suisse, Croatie et République de Serbie. Les totaux des données quantitatives sont calculés pour EU-27, EU-25, EU-15, EA-17, EA-16, EA-15, EA-13, EA-12 et l'Espace</p>	Eurostat	<p>Les données SESPROS sont accessibles par la section dédiée «Protection sociale» [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/social_protection/introduction] du site d'Eurostat. Prochainement, les informations qualitatives seront également disponibles sur ce site.</p>

Session A Intergénérationnel							
	Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	<p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestations en nature/en espèces ; - Périodique ; versement unique; en nature ; - sous ou sans condition de ressources ; - Fonction/type de programme ; - Détail des dépenses totales/dépenses de prestations (coûts administratifs/autres coûts). <p>Lignes directrices Manuel SESPROS [Manuel SESPROS - Le Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (édition 2012) // http://www.socialsecurityextension.org/gimi/ge/ss/RessFileDownload.do?ressourcelid=31988]</p>	<p>Processus de collecte des données</p> <p>Bien établi (et ancré dans la régulation et les directives Eurostat): contact régulier avec un correspondant national dans chaque pays de l'UE (membre du groupe de travail SESPROS)</p> <p>La Régulation-cadre fixe la date à laquelle la Commission doit avoir diffusé les données SESPROS sur les dépenses et les recettes.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - En pourcentage des prestations totales et en pourcentage des dépenses totales (valable seulement pour les dépenses); - En pourcentage des recettes totales (valable seulement pour les recettes). 	<p>économique européen: EEE (hors Liechtenstein). Ces totaux sont la somme des valeurs pour les dimensions liées (pas d'estimation incluse).</p> <p>SESPROS en ligne affiche les données de 1990 à 2010.</p>		
Dépenses publiques en protection sociale	<p>Les dépenses publiques annuelles en sécurité sociale sont la somme des dépenses (incluant les dépenses en prestations et les coûts administratifs) de tous les régimes publics de sécurité sociale/protection sociale existants.</p> <p>Inclut tous les types de prestations</p> <ul style="list-style-type: none"> - des régimes contributifs et non contributifs ; - en espèces (périodiques ou forfaitaires) ou en nature (sous ou sans condition de ressources). 	Données administratives des programmes de protection sociale.	PIB, Dépenses totales du gouvernement.	Dépenses publiques de sécurité sociale (y compris la santé) en pourcentage du PIB. Dépenses publiques de sécurité sociale (y compris la santé) en pourcentage des dépenses totales du gouvernement.	Le fichier consolidé sera disponible dans le WSSR pour les années 1990; 1995; 2000; 2005; 2007; 2009; 2010/2011 pour 170 pays.	OIT	<p>1. <i>Fichier Excel consolidé de données</i></p> <p>2. Base de données de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale [pas consolidé pour tous les pays] http://www.ilo.org/dyn/ilossi/ssimai.n.home?p_lang=fr</p>
	<p>Désagrégation</p> <p>Contributif/non contributif; prestations périodiques en espèces; prestations à versement unique en espèces et prestations en nature; prestations conditionnelles et non conditionnelles (réf. à la définition principale des régimes et des prestations).</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale [http://www.socialsecurityextension.org/gimi/ge/ss/RessShowRessource.do?ressourcelid=6730] et les lignes directrices en ligne. Méthodologie compatible avec Eurostat SESPROS et OCDE SOCX. Passerelles créées.</p>	<p>Processus de collecte des données [à pérenniser]</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En ligne sur les sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), des offices nationaux de statistiques (annuaires annuels); 2. Consultant national coordonnant la collecte des données auprès des institutions de sécurité sociale et des programmes ; 3. Projet commun BAD/ OIT/ OCDE pour les pays asiatiques ; 4. Eurostat SESPROS ; 5. Base de données OCDE SOCX ; 6. ECLAC; 7. FMI. 					
Dépenses publiques de protection sociale et de santé	<p>Comprend toutes les dépenses (tous les régimes publics, contributifs et non contributifs) en protection sociale et de santé (y compris les régimes d'assurance-maladie).</p>	Données administratives collectées par les ministères nationaux des finances.	PIB	Dépenses publiques en protection sociale et de santé en pourcentage du PIB.	Séries annuelles ; La plupart des pays (mais pas pour les dépenses consolidées).	FMI	http://www2.imfstatistics.org/GFS/
	<p>Désagrégation</p> <p>- Classification économique: distinction des régimes de sécurité sociale, d'assistance sociale, et des régimes d'assurance sociale employeur/en espèces ou en nature et désagrégation par source de financement (contribution employeurs/employés) pour les recettes publiques de protection sociale; distinction du niveau de dépenses gouvernementales (gouvernement central;</p>	<p>Processus de collecte des données</p> <p>Par le biais des ministères nationaux des finances, régulier, bien en place.</p>					

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
		gouvernement des Etats; gouvernement local, sécurité sociale); - Classification fonctionnelle: distinction entre la santé et la protection sociale. Selon le manuel, même classification des branches de la protection sociale qu'Eurostat + R&D et protection sociale non classée ailleurs), mais pas disponible dans la pratique. Lignes directrices Manuel de statistiques de finances publiques 2001 http://www.imf.org/external/pubs/ft/gfs/manua1/fra/pdf/all.pdf						
Dépenses sociales	Les dépenses sociales annuelles sont la somme des dépenses (prestations et coûts administratifs) de tous les régimes existants de protection sociale/sécurité sociale. Inclut tous les types de prestations (publiques et privées): - des régimes contributifs et non contributifs ; - en espèces (périodique ou versement unique) ou en nature (sous ou sans condition de ressources).	Données administratives des programmes de protection sociale.	Processus de collecte des données Données d'Eurostat SESPROS pour les pays de l'UE et correspondants nationaux de l'OCDE pour les pays hors UE.	Pourcentage du PIB/ Pourcentage du RNB/ Pourcentage du RNN/ par tête, en prix courants ou constants.	Dépenses totales, publiques, privées (obligatoires; volontaires) pour la vieillesse en pourcentage du PIB/RNB/RNN/ par tête, en prix courants ou constants (prestations en nature et en espèces).	1980-2012, pays de l'OCDE.	OCDE	http://www.oecd.org/fr/social/soc/basededonneessurlesdepensesociales.htm http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=8a834311-bf2e-49f0-8918-adbbdd982b21&themetreeid=21
	Désagrégation - Public, obligatoire privé ; obligatoire public et privé ; et volontaire privé ; - Prestations en nature/en espèces ; - Branches et domaines de la sécurité sociale par type de programme (37 types possibles classés ainsi: vieillesse, décès, invalidité, famille, politiques actives de l'emploi, chômage, logement et autres domaines de politiques sociales). Lignes directrices Manuel OCDE SOCX (compatible avec le manuel SESPROS).							
Dépenses totales	Dépenses de prestations pour les fonctions suivantes: - Politiques actives et passives de l'emploi ; - Assistance sociale ; - Assurance sociale. Couvrent idéalement: - Prestations en espèces et en nature ; - Régimes contributifs et non contributifs, régimes ciblés et universels.	Sources administratives primaires et secondaires.	Processus de collecte de données n.d.	PIB	Dépenses totales en programmes de l'emploi et de protection sociale en pourcentage du PIB, par programme : - Politiques actives et passives de l'emploi ; - Programmes d'assistance sociale ; - Assurance sociale.	Dépenses d'assurance sociale disponibles pour 146 pays; assistance sociale et marché du travail pour 65 pays (23 pays d'Europe et d'Asie centrale (ECA), 20 d'Afrique, 10 d'Amérique latine et des Caraïbes (LAC), 12 du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA).	Banque mondiale	Données sur les dépenses d'assurance sociale disponibles en ligne (onglet «vieillesse»); prévision de mettre en ligne les dépenses d'assistance sociale pour les pays ECA.
	Désagrégation Par programme de l'emploi et de protection sociale (voir la classification des programmes d'ASPIRE) pour certains pays. Lignes directrices Efforts en cours de compilation, de mise à jour et							

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
		d'harmonisation des données. Indisponible en ligne.						
Dépenses de prestations	<p>Montant annuel dépensé pour les prestations du programme (en millions de dollars PPA) pour tous les programmes de protection sociale (en fonction de la disponibilité des informations concernant les programmes de protection sociale existants dans les enquêtes ménages). Couvre les programmes d'assurance et d'assistance sociale, les transferts privés et les politiques actives de l'emploi.</p> <p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les programmes publics de transferts sont regroupés en trois catégories principales: assurance sociale, politiques actives de l'emploi et assistance sociale, et en onze sous-catégories ; - L'assistance sociale inclut i) les programmes de transferts en espèces; les pensions sociales et autres transferts en espèces (allocations familiales et d'invalidité), transferts en espèces conditionnels; ii) prestations en nature: programmes de cantines scolaires et de travaux publics; iii) autres programmes d'assistance sociale ; - Les programmes du marché du travail couvrent l'assurance sociale de chômage et les politiques actives de l'emploi. - L'assurance sociale inclut les pensions contributives de retraite; les pensions de retraite et de décès; la sécurité sociale et l'assurance-maladie; les prestations d'invalidité. <p>Lignes directrices</p> <p>Certaines informations concernant la composition des groupes pour les programmes couverts par les enquêtes nationales sont disponibles en ligne [site internet d'ASPIRE].</p>	<p>Ensembles de microdonnées. Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c].</p> <p>Processus de collecte des données</p> <p>Répertoire de fichiers de microdonnées (étude de mesure des niveaux de vie (LSMS) + données sur les enquêtes nationales auprès des ménages).</p>	n.d.	Dépenses annuelles du programme (hors coûts administratifs).	52 pays maximum (en fonction des catégories de programmes) ; Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html	

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
2 Recettes								
Recettes de protection sociale	<p>Inclut toutes les cotisations aux régimes de sécurité sociale (gouvernement, personnes protégées, employeurs).</p> <p>Désagrégation - Cotisations sociales, cotisations sociales de l'employeur/cotisations sociales effectives de l'employeur/cotisations sociales imputées de l'employeur, cotisations sociales versées par les personnes protégées/cotisations sociales versées par les employés/cotisations sociales versées par les indépendants/ cotisations sociales versées par les retraités et les autres personnes protégées, cotisations du gouvernement général/ autres recettes.</p> <p>Lignes directrices Manuel SESPROS [Manuel SESPROS - Le Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (édition 2012) // http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/RessFileDownload.do?ressourceld=31988]</p>	Données administratives des programmes de protection sociale versant des prestations.	PIB	Les données sur les recettes sont disponibles: - En pourcentage du PIB; - En monnaie nationale (y compris en Euro converti à partir des anciennes monnaies nationales avec le taux fixé pour toutes les années); - En ECU/Euro; - En Euro par habitant; - En standards de pouvoir d'achat (SPA); - En SPA par habitant; - En prix courants et en prix constants; - En prix courants et en prix constants par habitant; - En pourcentage des recettes totales.	1990-2010, pays européens.	Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/social_protection/introduction	
Recettes totales de protection sociale	<p>Pour chaque régime, les recettes sont classées en quatre catégories indiquant le type/la source de revenu: - Cotisations sociales: des employeurs et des personnes protégées ; - Cotisations du gouvernement général; - Transferts d'autres régimes; - Autres recettes. Les recettes totales au niveau national correspondent à la somme des recettes de tous les régimes.</p> <p>Désagrégation Cotisations sociales (employeurs et personnes protégées), cotisations du gouvernement, transferts d'autres régimes et autres recettes conformes à la méthodologie Eurostat SESPROS.</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale [http://search.ilo.org/gimi/gess/RessShowResource.do?ressourceld=6730]</p>	Données administratives.	PIB, Recettes totales.	Pas encore d'indicateur disponible, mais en cours de développement: - Cotisation des employeurs et des employés, financement du gouvernement en pourcentage du PIB ; - Cotisation des employeurs et des employés, financement du gouvernement en pourcentage des recettes totales.	Données potentiellement disponibles pour 2000-2012. L'outil est disponible pour la collecte des données, mais pas encore pour de nombreux de pays hors de l'Europe.	OIT	Enquête du BIT sur la sécurité sociale.	

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
3 Indicateurs de couverture								
3.1 Dispositions statutaires: vue d'ensemble du système de sécurité sociale								
Nombre de branches couvertes par au moins un programme	L'estimation de l'étendue de la couverture légale est généralement mesurée par le nombre de branches de la sécurité sociale pour lesquelles, selon la législation existante, une population ou un groupe spécifique sont couverts. La liste des neuf branches couvertes par la convention n° 102 de l'OIT peut être utilisée comme comparateur.	Sources d'origine: informations juridiques, programmes de sécurité sociale/ SSA/ AISS dans le monde, Natlex, législation nationale - SSPTW (programmes de sécurité sociale dans le monde): http://www.ssa.gov/policy/docs/progdesc/ssptw/ - NATLEX: http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.home?p_lang=fr	n.d.	Nombre de branches couvertes par la loi et couvertes par au moins un programme.	Disponible pour la plupart des pays Dernière année disponible (2010/2011).	OIT	Informations compilées http://www.social-protection.org/gimi/gess/ShowWiki.do?wid=95	
	Désagrégation Par fonctions/ branches de la sécurité sociale. Lignes directrices Éléments de méthodologie sur la couverture juridique disponible dans la note conceptuelle sur le travail décent: http://www.ilo.org/stat/Publications/WCMS_183859/lang--en/index.htm	Processus de collecte des données Utilise les informations légales existantes des sources internationales disponibles (SSA/AISS et Natlex), complétées le cas échéant par les législations nationales, lorsqu'elles sont spécifiques et plus difficiles à quantifier. Mise à jour tous les deux ou trois ans pour la plupart des pays du monde [processus centralisé].						
3.2 Etendue de la couverture effective								
Nombre de personnes cotisant à la sécurité sociale (par sexe et par zone de résidence dans les pays sélectionnés)	Inclut tous les cotisants d'un régime de sécurité sociale obligatoire.	Données d'enquêtes ménages.	Actifs économiquement, Emploi total, Employés.	Pourcentage de la population économiquement active ou pourcentage du total des emplois contribuant à la sécurité sociale.	30 pays (en cours d'expansion).	OIT	s.o.	
	Désagrégation - Homme / femme (certains pays) ; - Urbain / rural (certains pays) ; - Situation dans l'emploi (certains pays). Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données A partir des fichiers de données des enquêtes ménages (principalement enquêtes sur la population active).						
Couverture de la protection sociale pour la santé et/ou les retraites	Personnes ayant un emploi (zones urbaines) couvertes par la protection sociale pour la santé et/ou les retraites.	Données d'enquêtes ménages.	Emploi total et par situation dans la profession.	Proportion des personnes en emploi couvertes par la sécurité sociale pour la santé et/ou les retraites.	2000-2011 Amérique latine.	OIT	http://www.ilo.org/americas/publicaciones/panorama-laboral/lang--es/index.htm	
	Désagrégation - Par situation dans l'emploi; - santé/retraites ; - sexe. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données Inventaire de fichiers de microdonnées (données d'enquêtes sur la population active et d'autres enquêtes ménages).						
Nombre de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires des programmes de l'emploi et de protection sociale (SPL) par an, par programme : - Politiques actives et passives de l'emploi ; - Programmes d'assistance sociale ; - Assurance sociale.	Sources administratives primaires et secondaires.	Population totale.	Couverture en programmes de l'emploi et de protection sociale en pourcentage de la population totale.	Couverture de l'assurance sociale disponible pour 152 pays; assurance sociale et marché du travail pour 65 pays (23 pays ECA, 20 pays d'Afrique, 10 pays LAC, 12 pays	Banque mondiale	Données de la couverture d'assurance sociale disponibles en ligne (onglet «vieillesse»).	
	Désagrégation Par catégorie de programmes SPL (voir la	Processus de collecte des données n.d.						

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
		classification des programmes d'ASPIRE). Lignes directrices Efforts en cours pour la compilation, la mise à jour et l'harmonisation des données. Non disponible en ligne.				MENA).		
Population participant aux programmes de protection sociale	Pourcentage de la population participant aux programmes SPL (<i>Social Protection and Labor</i>) (bénéficiaires directs et indirects). L'indicateur est estimé par programme, pour la population entière et par quintile de revenus post-transferts sociaux. Les programmes sont agrégés par assistance sociale, assurance sociale et politiques du marché du travail selon les catégories du programme ASPIRE. Plus précisément, la couverture est: nombre d'individus dans le quintile vivant dans un ménage où au moins un membre reçoit le transfert/nombre de ménages dans ce quintile. Désagrégation - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale politiques du marché du travail) ; - Par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE) ; - Par quintile de revenu post-transferts sociaux. Lignes directrices Certaines informations concernant la composition des groupes pour les programmes couverts par les enquêtes nationales sont disponibles en ligne. - ASPIRE – outils pour les intervenants : [web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1]	Données des enquêtes ménages représentatives au niveau national.	Population totale (par quintile de revenus après transfert).	Couverture des programmes de protection sociale et de travail pour la population et par quintile de revenu post-transferts sociaux et par catégorie de programme.	56 pays maximum (en fonction des catégories de programmes), principalement des pays en développement. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html	

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Bénéficiaires des programmes par quintile		Pourcentage des bénéficiaires d'un programme dans un quintile par rapport au nombre total de bénéficiaires dans la population. L'indicateur est estimé par programme et par quintile de revenu post-transferts sociaux. Les programmes sont agrégés par assistance sociale, assurance sociale et politiques du marché du travail selon la classification du programme ASPIRE. Plus précisément, l'incidence des bénéficiaires est: nombre d'individus vivant dans un ménage où au moins un membre bénéficie d'un programme SPS par quintile/nombre d'individus bénéficiant de programmes SPS parmi la population. L'indicateur inclut les bénéficiaires directs et indirects.	Données des enquêtes ménages représentatives au niveau national.	Nombre total de bénéficiaires.	Incidence des bénéficiaires.	56 pays maximum (en fonction des catégories de programmes), principalement des pays en développement. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html
		Désagrégation - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale, politiques du marché du travail) et par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE) ; - Par quintile de revenu post-transferts sociaux. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire de fichiers de microdonnées (LSMS + fichiers de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).					
Population ne recevant pas de prestations de protection sociale		Pourcentage de personnes ne bénéficiant d'aucun programme.	Données des enquêtes ménages représentatives au niveau national.	Population totale.	Pourcentage de la population totale non couverte par la protection sociale.	56 pays maximum (en fonction des catégories de programmes), principalement des pays en développement. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html
		Désagrégation - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale, politiques du marché du travail) et par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE) ; - Par quintile de revenu post-transferts sociaux. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire des fichiers de microdonnées (LSMS + fichiers de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).					
Population bénéficiant de plusieurs programmes		Pourcentage de la population totale bénéficiant de plusieurs catégories de programmes.	Données des enquêtes ménages représentatives au niveau national.	Population totale.	Recoupement ou duplication des programmes.	56 pays maximum (en fonction des catégories de programmes), principalement des pays en développement. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html

Session A Intergénérationnel								
	Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	<p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale, politiques du marché du travail) et par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE) ; - Par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts. <p>Lignes directrices</p> <p>Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Processus de collecte des données</p> <p>Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS (<i>Living Standards Measurement Study</i>) + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>						
4 Niveau des prestations								
Transfert moyen par tête	<p>Transfert moyen par tête pour les bénéficiaires du programme (par jour en dollar PPA) pour la population et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts.</p>	<p>Données d'enquêtes ménages</p> <p>Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE</p> <p>[http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]</p>	n.d.	Transfert moyen par tête pour les bénéficiaires du programme (par jour en dollar PPA).	52 pays maximum (en fonction des catégories de programmes), principalement des pays en développement. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
	<p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale, politiques du marché du travail) et par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE) ; - Par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts. <p>Lignes directrices</p> <p>Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Processus de collecte des données</p> <p>Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes ménages nationales).</p>						
Montant total des prestations perçues par chaque quintile de distribution de services sociaux après transferts	<p>Pourcentage des prestations allant à chaque quintile post-transferts sociaux par rapport au total des prestations allant à l'ensemble de la population. L'indicateur est estimé par programme et par quintile post-transferts sociaux. Les programmes sont agrégés par : assistance sociale, assurance sociale et politiques du marché du travail selon la classification du programme ASPIRE. Plus précisément, l'incidence des prestations est: somme de tous les transferts reçus par tous les ménages d'un quintile/somme de tous les transferts reçus par tous les ménages de la population.</p>	<p>Données d'enquêtes ménages</p> <p>Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE</p> <p>[http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]</p>	Montant total des prestations perçues par la population totale.	Incidence des prestations.	56 pays maximum (en fonction des catégories de programmes), principalement des pays en développement. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
		<p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale, politiques du marché du travail) et par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE) ; - Par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts. <p>Lignes directrices</p> <p>Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Processus de collecte des données</p> <p>Inventaire de fichiers de microdonnées (LSMS +fichiers de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>					

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Montant total des prestations perçues par chaque quintile de distribution de services sociaux après transferts	<p>L'adéquation ou générosité des programmes est le montant total des transferts perçus par tous les bénéficiaires d'un quintile sur la part du total des services sociaux des bénéficiaires pour ce quintile. L'indicateur est estimé par programme, pour la population entière et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts. Les programmes sont agrégés par : assistance sociale, assurance sociale et politiques du marché du travail selon les catégories du programme ASPIRE.</p> <p>Désagrégation - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale, politiques du marché du travail) et par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE) ; - Par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts.</p> <p>Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Données d'enquêtes ménages Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]</p> <p>Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>	Total des services sociaux des bénéficiaires d'un même quintile.	Adéquation ou générosité des programmes.	56 pays maximum (en fonction des catégories de programmes), principalement des pays en développement. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
5 Sécurité alimentaire (exploratoire)								
Système d'informations sur l'aide alimentaire (FAIS): voir notamment <i>Individual Requirements Met on Average</i> (« Satisfaction des besoins individuels en moyenne ») (IRMA et IRMAat) – indicateurs de l'aide alimentaire	<p>Compte le nombre d'individus pouvant être satisfait par le contenu nutritionnel d'une tonne d'aide alimentaire ou par l'aide alimentaire totale. Egalement disponible, l'indicateur « satisfaction des besoins individuels en moyenne, résultat » (<i>Individual Requirements Met on Average, Score</i>, IRMA) permet de visualiser l'équilibre du contenu nutritionnel de l'aide alimentaire.</p> <p>Désagrégation - Par produit e base ; - Par donneur ; - Par type d'aide alimentaire ; - Par destinataire ; - Par année. Distinction possible entre programme, urgence et projet (en fonction de la définition choisie, ceux liés à la protection sociale devraient inclure les programmes, mais pas nécessairement les autres). Par pays destinataire.</p> <p>Lignes directrices Guide d'utilisateur du système d'informations sur l'aide alimentaire: http://www.wfp.org/fais/nutritional-reporting/users-guide</p>	<p>Collecte interne des données par le PAM.</p> <p>Processus de collecte des données n.d.</p>	Par tonne, Aide alimentaire totale.	IRMA IRMAat	1988-2011 pour tous les pays recevant de l'aide alimentaire depuis 1988.	PAM	http://www.wfp.org/fais/	

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	« Analyse intégrale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité » (<i>Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis</i> , CFSVA)	Une CFSVA apporte une palette d'informations sur le contexte politique, socio-économique et agro-écologique, l'approvisionnement en nourriture, les marchés, les moyens de subsistance, les stratégies d'adaptation, la nutrition, la santé, l'éducation, etc. Cette analyse: - identifie les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité; - donne un profil précis des populations vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire et de leurs moyens de subsistance; - fournit une analyse des marchés, leur fonctionnement et les tendances des prix dans le pays; - comprend une analyse des risques (dangers, catastrophes naturelles, chocs économiques, etc.) et de leurs effets potentiels sur les plus vulnérables.	Au niveau du pays (par projet).	n.d.	Voir les rapports par pays.	Depuis 2003, le PAM a réalisé plus de 80 enquêtes de référence dans le monde.	PAM	http://www.wfp.org/food-security/assessments/comprehensive-food-security-vulnerability-analysis
	« Missions d'évaluation de la sécurité alimentaire et des récoltes » (<i>Crop and Food Security Assessment Missions</i> , CFSAM)	Les CFSAM sont des entreprises menées conjointement par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM, généralement pour les urgences liées à la production agricole ou les problèmes généraux de disponibilité alimentaire. Elles évaluent la gravité d'une situation de crise en examinant la production alimentaire nationale et la mesure dans laquelle les populations défavorisées peuvent répondre à leurs besoins alimentaires de base. 2 niveaux: - Niveau macro: situation économique globale, production agricole et conditions du marché, situation d'offre et de demande pour les aliments de première nécessité. Il estime les besoins non couverts en importation d'aliments de première nécessité pour l'année à venir. - Niveau micro: analyse la façon dont les ménages accèdent à l'alimentation (par exemple, production personnelle ou achat sur les marchés). Il effectue des estimations des déficits d'accès et de l'assistance nécessaire.	Collecte interne des données par le PAM et la FAO.	n.d.	Voir les rapports par pays.	Rapports par pays disponibles en ligne.	FAO, PAM	http://www.wfp.org/food-security/assessments/crop-food-security-assessment-mission
	<i>The Factory</i>		Données générales et propres aux projets donnant un aperçu des besoins opérationnels et des contributions des donateurs. Ceci est pertinent pour les dépenses du PAM en matière d'activités dans la sécurité sociale (notamment l'alimentation scolaire, Vivres pour la création d'avoirs, etc.)	n.d.	n.d.	n.d.	PAM	http://factory.wfp.org/

Session A Intergénérationnel							
	Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Vue d'ensemble de l'analyse de la sécurité alimentaire	Donne accès aux différents types de processus d'évaluation présentés ci-dessus.	Voir ci-dessus.	n.d.	Voir ci-dessus.	Voir ci-dessus.	PAM	http://www.wfp.org/food-security
Disponibilité alimentaire	Disponibilité alimentaire totale exprimée en calories, matières grasses ou protéines. Désagrégation - Par région/pays ; - Tous les aliments/viande/sous-produits animaux. Lignes directrices Méthodes et normes FAOSTAT: http://faostat3.fao.org/home/index.html#META DATA	Processus de collecte des données n.d.		Indicateurs de sécurité alimentaire http://www.fao.org/publications/sofi/indicateurs-de-securite-alimentaire/fr/	Registres par séries chronologiques pour plus de 210 pays.	FAO	http://faostat3.fao.org/home/index.html#HOME et Atlas mondial de la production et de la santé animale (GLIPHA) http://kids.fao.org/glipha/
Décisions politiques	Suivi des décisions politiques alimentaires et agricoles pertinentes pour les producteurs, les consommateurs et les prix. Désagrégation Il n'y a actuellement aucune désagrégation d'informations pour évaluer les aspects clés tels que la couverture, les dépenses, etc. Lignes directrices http://www.fao.org/fileadmin/templates/fapda/FAPDA_Policy_Classification.pdf	L'outil d'analyse des décisions politiques alimentaires et agricoles (<i>Food and Agriculture Policy Decision Analysis Tool, FAPDA</i>) collecte des informations sous différentes modalités pour les décisions politiques alimentaires et agricoles en fonction des besoins et des capacités au niveau régional et national. Processus de collecte des données - Le suivi par Internet utilise les sites Internet officiels des gouvernements et les sources en ligne (particulièrement pour l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que pour l'Asie); - Des consultants nationaux collectent les informations par le biais de questionnaires conçus dans ce but (notamment en Afrique du Nord et subsaharienne); - Des coordonnateurs nationaux sont nommés par les gouvernements dans les ministères concernés ou sont basés dans des instituts nationaux de politiques.* * Cette dernière méthode est utilisée dans les pays pour lesquels la fonction de suivi des politiques est assurée par des autorités nationales qui appuient la mise en place du système de suivi des politiques au niveau national.			80 pays, à partir de 2008 à la suite de la hausse des prix alimentaires.	FAO	http://www.fao.org/economic/fapda/tool/Main.html
6 Effets/impacts et «efficacité»							
Réduction de la proportion de pauvreté	Réduction des taux de pauvreté entre l'avant et l'après versement des transferts en espèces pour la protection sociale (y compris les revenus provenant des régimes de retraites, les revenus des retraites, d'assurance et d'indemnisation, les bourses d'études, les revenus de transferts de services sociaux privés et publics). Voir	Enquêtes nationales sur les ménages.	Population totale ou sous-groupes de la population s'il y a des taux de pauvreté spécifiques par tranche d'âge, zone de résidence, etc.	Incidence de la pauvreté avant et après transferts (le coefficient de Gini est également disponible).	17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, année: vers 2008.	ECLAC	Publié dans <i>Social Panorama of Latin America</i> 2009 (section II.C): http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/37840/PSI2009-full-text.pdf

Session A Intergénérationnel								
	Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	l'Encadré II.3 de <i>Social Panorama of Latin America 2009</i> pour plus d'informations.							
Pauvreté monétaire	Utilise la médiane du seuil de pauvreté relatif (40%-60%) ou le revenu disponible équivalent après transferts sociaux.	EU-SILC (Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie) (données d'enquêtes ménages) [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc]	Population totale.	1. Risque de pauvreté après transferts ; 2. Taux du risque de pauvreté avant transferts sociaux (transferts sociaux comprenant ou excluant les retraites) par seuil de pauvreté, âge et sexe (source: SILC) (ilc_li09).	Années: 1995-2011 Pays européens.	Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/data/database#	
	Désagrégation - Sexe ; - Incluant ou excluant les retraites. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données Données d'enquêtes ménages.						
Réduction de la proportion de pauvreté (%) Réduction de l'écart de pauvreté (%) Réduction des inégalités mesurées par le coefficient Gini (%) avant distribution des transferts	Changement simulé (%) sur la proportion de pauvreté/écart de pauvreté/inégalités en cas d'arrêt d'un programme de protection sociale.	Données d'enquêtes ménages Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	Réduction de la proportion de pauvreté (%), Réduction de l'écart de pauvreté (%), Réduction des inégalités du coefficient Gini (%), mesurées avant distribution des transferts.	Réduction du taux de pauvreté (%), Réduction de l'écart de pauvreté (%), Réduction des inégalités du coefficient Gini (%).	48 pays. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
	Désagrégation - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale, politiques du marché du travail) et par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE). Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire de fichiers de microdonnées (LSMS + fichiers de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
Réduction de l'écart de pauvreté en raison du transfert (écart de pauvreté simulé avant transfert - écart de pauvreté actuel)	Réduction de l'écart de pauvreté obtenue pour chaque dollar dépensé dans les programmes de protection sociale.	Données d'enquêtes ménages Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	Montant total dépensé dans le programme.	Rapport coûts-bénéfices.	48 pays pour les retraites contributives 16 pays pour les retraites sociales. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
	Désagrégation - Par fonction SPL (assistance sociale, assurance sociale, politiques du marché du travail) et par catégorie de programme (voir la classification ASPIRE). Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire de fichiers de microdonnées (LSMS + fichiers de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						

Session A Intergénérationnel								
		Définition/classification appliquée	Sources: y compris processus de collecte des données, régularité et évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
7 Indicateurs liés à la sécurité élémentaire de revenu – indicateurs de résultats								
Nombre de personnes défavorisées	Nombre de personnes vivant dans des ménages dont les dépenses de consommation par tête (ou par équivalent d'un adulte) sont sous le seuil national de pauvreté.	Enquêtes nationales sur les ménages.	Population totale ou sous-groupes de population s'il y a des taux de pauvreté spécifiques par tranche d'âge, zone de résidence, etc.	Taux de pauvreté.	Disponible depuis les Indicateurs du développement dans le monde, ECLAC, base de données OMD, BAD.	n.d.	n.d.	
Ecart de pauvreté global par tête	L'écart de pauvreté global montre le coût de l'élimination de la pauvreté avec des transferts très ciblés pour les personnes défavorisées. Cet indicateur prend en compte l'ensemble de la population et le coût de l'élimination de la pauvreté par tête.	Enquêtes nationales sur les ménages.	Valeur absolue (monétaire).	Ecart de pauvreté global par tête (Ecart de pauvreté global/population).	Peut être calculé à partir des données disponibles sur le taux d'écart de pauvreté (voir sources ci-dessus).	n.d.	n.d.	
Salaire minimum légal (contextuel plutôt que revenu)	Informations juridiques sur le salaire minimum dans la base de données sur les conditions de travail et la législation sur l'emploi.	1. Base de données de l'OIT sur le travail légal ; 2. SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde; description des régimes.	Valeur absolue (monétaire).	Informations juridiques sur le ou les salaires minimums.	OIT (Travail) - 156 pays.	OIT	Base de données OIT/TRAVAIL sur les salaires minimums: http://www.ilo.org/dyn/travail/travmain.home	
Salaire minimum légal (contextuel plutôt que revenu)		1. Base de données de l'OIT sur le travail légal ; 2. SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde; Description des régimes.	Valeur absolue (monétaire).	Informations juridiques sur le ou les salaires minimums.	Profils des pays de l'AISS (Pas systématique, uniquement si directement lié à la formule de calcul des prestations).	AISS	Profils des pays de l'AISS: http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles	

s.o. sans objet
n.d. non disponible

3. Session B: Cartographie des données et indicateurs liés à la contribution de la protection sociale à la sécurité de revenu des enfants

Session B Enfants	Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Informations nécessaires							
Informations qualitatives	Inventaire des programmes et régimes nationaux versant des prestations familiales ou pour enfants à charge (en nature ou en espèces). Définition des régimes et prestations, contributifs ou non; public/privé; prestations périodiques ou à versement unique; prestations sous ou sans condition de ressources; retraites complémentaires ou non).	Inventaire des régimes et programmes nationaux (régimes nationaux de protection sociale comme source d'origine). Et, si disponible, reposant sur des données provenant de sources internationales existantes comme: - Base de données qualitatives Eurostat CIRCA ; - Base de données de l'indice de protection sociale de la BAD.	Informations qualitatives.	Inventaire et description des régimes et des prestations dans la base de données de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale, Informations qualitatives.	Disponible pour près de 100 pays pour l'inventaire des régimes (dans certains cas, aperçu partiel du système de protection sociale). Notamment, pour les enfants, dépend de l'existence ou non de programmes de prestations pour les enfants à charge au niveau national.	OIT	Enquête du BIT sur la sécurité sociale: Inventaire et description des régimes et des prestations dans la section «Informations sur les régimes» http://www.ilo.org/dyn/lossi/main.home
	Inventaire des régimes nationaux statutaires (pour lesquels il existe un cadre législatif) versant des allocations familiales et des prestations en cas de décès. Comprend des informations sur: - Le cadre de réglementation ; - La définition des régimes et des prestations: universelles, liées à l'emploi, assurance sociale, assistance sociale ; - La couverture: groupes de catégories de population couverts selon un champ d'action défini légalement ; - La source de financement: taux de cotisation des personnes assurées, des indépendants, des employeurs et du gouvernement ; - Les conditions d'attribution: obligation de citoyenneté/résidence; durée de cotisation/période d'affiliation minimales ; - Les formules des prestations ; - L'organisation administrative.	SSA/AISS (Effort collaboratif entre l'Administration de la sécurité sociale des Etats-Unis et l'Association internationale de la sécurité sociale): Programmes de sécurité sociale dans le monde; description des régimes par l'AISS. Repose sur les données administratives (enquêtes sur les institutions de sécurité sociale) de quatre régions: Europe, Afrique, Asie-Pacifique et Amériques. Chaque volume régional est mis à jour tous les deux ans et des enquêtes sont conduites de façon échelonnée (une région est mise à jour tous les six mois). Le taux de réponse pour 2011-2012 était de l'ordre de 88% à 100%.	Informations qualitatives.	Voir la définition.	Plus de 170 pays.	AISS	Profils des pays de l'AISS: http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles PDF des ouvrages régionaux: http://www.ssa.gov/policy/docs/progdesc/ssptw/
	Disponibilité des services (soins de santé, éducation, institutions de garde d'enfants, etc.).	Sources internationales: Base de données sur la famille de l'OCDE, UNESCO pour l'éducation (à compléter).	Informations qualitatives.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	Contexte démographique: proportion des enfants dans la population totale.	Division de la population des Nations Unies. <i>World Population Prospects: The 2010 Revision</i> (New York). Egalement disponible à partir de la base de données des indicateurs du développement dans le monde.	Population totale.	Proportion de la population entre 0 et 15 ans en pourcentage de la population totale ; Les sous-groupes et autres limites d'âge (0 à 8 ans) devraient aussi être pris en compte.	Disponible pour la plupart des pays.	ONU	http://esa.un.org/wpp/

	Session B Enfants	Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
	Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
1	Dépenses de prestations pour les familles et les enfants (y compris les transferts conditionnels en espèces...)							
	Dépenses publiques de prestations aux familles et aux enfants	Enfants bénéficiaires de - prestations en espèces (périodiques et à versement unique) ou en nature ; - sous ou sans condition de ressources ; - régimes publics ; - régimes contributifs ou non contributifs. Désagrégation - Assurance sociale/assistance sociale. Lignes directrices <i>The Revised Social Protection Index: Methodology and Handbook</i> , ADB 2012 http://www.adb.org/sites/default/files/spi-handbook.pdf	Données administratives des institutions de sécurité sociale versant des prestations de retraite et fonds de prévoyance.	PIB. Fait partie de l'indice de protection sociale.	Dépenses publiques de protection sociale de prestations aux familles et aux enfants.	2004-2005 / 2008-2010 Pays asiatiques.	BAD	Pas encore disponible en ligne.
	Budget et dépenses totales de transferts conditionnels en espèces	Budget total et dépenses totales (en monnaie nationale et en dollars) par programme et par année ; Informations qualitatives: description, composantes du programme, références principales (et liens). Désagrégation Aucune. Lignes directrices Aucunes.	Données administratives des ministères ou agences sociaux responsables. Processus de collecte des données Recherche d'informations officielles sur les sites Internet des gouvernements et contact direct avec le personnel des ministères et agences responsables. Les données sont mises à jour de façon continue et sont validées par le Réseau interaméricain de protection sociale (ISASPN, <i>Inter-American Social Protection Network</i>).	Principalement des chiffres absolus.	- Budget/dépenses en pourcentage du PIB ; - Budget/dépenses en pourcentage du déficit global annuel de ressources au sein des populations défavorisées/indigentes par rapport au seuil de pauvreté/indigence (non publié dans une base de données, mais inclus dans <i>Social Panorama of Latin America</i> et d'autres publications de l'ECLAC).	Années: 2005-2012 - Amérique latine (21 pays).	ECLAC ECLAC	Programmes de transferts conditionnels – données sur les dépenses des transferts conditionnels en espèces, données mises à jour régulièrement pour tous les pays de la région LAC http://dds.cepal.org/bdptc/
	Dépenses de prestations aux familles et aux enfants	Inclut tous les types de prestations ciblant les enfants et les familles (dépenses publiques et privées; tous régimes et toutes prestations). Désagrégation - Prestations en nature/en espèces ; - Périodiques; en versement unique; en nature ; - Sous ou sans condition de ressources . Lignes directrices Manuel SESPROS [Manuel SESPROS - Le Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (édition 2012) // http://www.socialsecurityextension.org/gimi/ge ss/RessFileDownload.do?ressourceld=31988]	Données administratives des programmes de protection sociale versant des allocations familiales. Processus de collecte des données Bien en place: contact régulier avec un correspondant national dans chaque pays de l'UE (membre du groupe de travail SESPROS).	Valeurs absolues (pas de dénominateur), PIB.	Dépenses de prestations aux familles et aux enfants : - en millions en monnaie nationale ; - en millions d'euros ; - en millions de SPA ; - en SPA par habitant ; - en pourcentage du PIB.	1990-2010 Pays européens.	Eurostat	http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/setupModifyTableLayout.do
	Dépenses publiques de protection sociale de prestations pour les enfants	Les dépenses publiques annuelles de sécurité sociale pour les allocations familiales sont la somme des dépenses (dépenses des prestations et de préférence, coûts administratifs) de toutes les prestations publiques existantes de protection sociale et de sécurité sociale aux familles et aux enfants, en espèces ou en nature. Comprend tous les types de prestations ciblant les enfants:	Données administratives des programmes de protection sociale versant des allocations familiales.	PIB, Dépenses totales du gouvernement, Dépenses publiques de protection sociale.	- Dépenses publiques de prestations aux familles et aux enfants en pourcentage du PIB ; - Dépenses publiques de prestations aux familles et aux enfants en pourcentage des dépenses publiques totales de protection sociale.	Données disponibles pour plus de 120 pays. Pas encore de séries chronologiques, mais disponible pour la dernière année disponible.	OIT	s.o.

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge					
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	<p>- Régimes contributifs et non contributifs ; - Prestations en espèces (périodiques ou à versement unique) ou en nature (sous ou sans condition de ressources).</p> <p>Désagrégation [recommandé]: Contributif/non contributif; prestations périodiques en espèces; versements uniques et prestations en nature; prestations sous ou sans condition de ressources.</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et méthodologie compatible avec Eurostat SESPROS et OCDE SOCX.</p>	<p>Processus de collecte des données [Pas entièrement durable] - En ligne à partir des sites Internet des institutions travaillant dans le domaine de la sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ; - Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions identifiés comme travaillant dans le domaine de la sécurité sociale ; - Projet conjoint BAD/ OIT/ OCDE pour les pays asiatiques ; - Eurostat SESPROS ; - Base de données OCDE SOCX.</p>			Sera publié dans le prochain WSSR et disponible sous format Excel en ligne.		
Valeur totale des prestations aux familles et aux enfants	<p>La prestation devrait être: (a) un paiement régulier accordé à toute personne protégée ayant respecté la période d'affiliation prescrite; ou (b) une prestation destinée aux enfants et concernant l'alimentation, l'habillement, le logement, les vacances ou l'aide domestique; ou (c) une combinaison de (a) et (b).</p> <p>Désagrégation n.d.</p> <p>Lignes directrices n.d.</p>	<p>Données administratives des programmes de protection sociale versant des allocations familiales.</p> <p>Processus de collecte des données [Pas encore durable] - En ligne à partir des sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ; - Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions identifiés comme travaillant dans le domaine de la sécurité sociale ; - Projet conjoint BAD/ OIT/ OCDE pour les pays asiatiques ; - Eurostat SESPROS ; - Base de données OCDE SOCX.</p>	Salaire moyen annuel multiplié par le nombre d'enfants.	La valeur totale des prestations accordées dans le cadre de l'Article 42 de la Convention n°102 aux personnes protégées devrait être de 1,5 pour cent du salaire d'un travailleur masculin adulte ordinaire multiplié par le nombre total d'enfants de tous les résidents.	85 pays Monde entier.	OIT	http://www.social-protection.org/gimi/gess/RessFileDownload.do?resourceId=29008
Dépenses publiques de prestations aux familles	<p>Comprend tous les types de prestations ciblant les enfants et les familles (dépenses publiques, privées et fiscales; tous régimes et toutes prestations)</p> <p>- Soins et éducations formels pour les très jeunes enfants, notamment : a. Dépenses publiques de garderies et d'éducation préscolaire ; b. Inscription dans les garderies et dans les jardins d'enfants.</p>	<p>Données administratives des programmes de protection sociale versant des prestations aux personnes âgées.</p>	Monnaie nationale (prix courants et constants), Par tête (en dollars PPA courants et constants), Produit National Brut, Revenu National Brut, Revenu National Net, Total des dépenses du gouvernement général.	Dépenses totales, publiques et privées (obligatoire et volontaires) liées à la vieillesse en % du PIB/RNB/RNN/par tête, en prix courants et constants (prestations en nature ou en espèces).	Pays de l'OCDE (jusqu'à 2009 ou 2011 suivant les pays).	OCDE	<p>Base de données SOCX sur les dépenses sociales: http://www.oecd.org/els/social/expenditure</p> <p>Base de données sur la famille http://www.oecd.org/social/family/database</p> <p>Dépenses publiques d'allocations familiales :</p>

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	<p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Public; privé obligatoire et privé volontaire ; - Prestation en nature/en espèces. <p>Lignes directrices</p> <p>Manuel OCDE SOCX (Compatible avec le manuel SESPROS).</p>	<p>Processus de collecte des données</p> <p>Données Eurostat SESPROS pour les pays de l'UE et correspondants nationaux pour les pays de l'OCDE hors UE.</p>					http://www.oecd.org/els/soc/PF1.1%20Public%20expendediture%20on%20family%20benefits%20-%20231112.xls	
Dépenses publiques d'allocations familiales	<p>Devirait couvrir les prestations périodiques pour les familles en espèces et les allocations familiales (contributives ou non; conditionnelles ou non).</p> <p>Dépend du programme mentionné ou de la formulation adoptée dans le questionnaire de l'enquête nationale.</p> <p>Désagrégation</p> <p>n.d.</p> <p>Lignes directrices</p> <p>Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Données d'enquêtes ménages</p> <p>Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE</p> <p>[http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]</p> <p>Processus de collecte des données</p> <p>Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>	n.d.	n.d.	Informations disponibles pour 23 pays maximum dans les ensembles de microdonnées. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
Dépenses de prestations de programmes de cantines scolaires	<p>Devirait couvrir les prestations en nature (programmes de cantines scolaires).</p> <p>Dépend du programme mentionné ou de la formulation adoptée dans le questionnaire de l'enquête nationale.</p> <p>Désagrégation</p> <p>n.d.</p> <p>Lignes directrices</p> <p>Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Données d'enquêtes ménages</p> <p>Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE</p> <p>[http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]</p> <p>Processus de collecte des données</p> <p>Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>	n.d.	n.d.	Informations disponibles pour 1 pays dans les ensembles de microdonnées. Année: 2005.	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
2 Indicateurs de couverture								
2.1 Informations qualitatives obligatoires: prestations périodiques en espèces pour les enfants, type de programmes et sources de financement								
Allocations familiales Existence de dispositions légales de sécurité sociale, type de programmes, principales sources de financement	<p>Cibler les prestations périodiques en espèces: allocations familiales, prestations pour les enfants.</p> <p>Désagrégation</p> <p>Type de programmes: assurance sociale, universel, assistance sociale, responsabilité de l'employeur (pas de prestation obligatoire); Sources de financement: cotisations (coût total ou partiel) des employés, des employeurs, des indépendants et du gouvernement.</p> <p>Lignes directrices</p> <p>Aucunes.</p>	<p>Informations juridiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Législation nationale ; - SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde. <p>Processus de collecte des données</p> <p>A partir de SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde; Description des régimes (voir ci-dessus). Codage systématique des informations qualitatives (base de données sur les programmes et mécanismes de sécurité sociale).</p>	Informations qualitatives.	Principal type de programme [Pas de prestation obligatoire; responsabilité de l'employeur/lié à l'employeur; responsabilité de l'employeur et assistance sociale; assistance sociale; assurance sociale et assistance sociale; assurance sociale; assistance universelle et sociale; universelle]	Disponible pour la plupart des pays. Dernière année: 2010/2011.	OIT	Existence et type de programme: http://www.social-protection.org/gimi/gess/RessFileDownload.do?ressourceId=28922 - Principales sources de financement http://www.social-protection.org/gimi/gess/RessFileDownload.do?ressourceId=33172	

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
Base de données sur la famille	<p>Indicateurs liés à:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La structure des familles (SF) ; 2. La position des familles sur le marché du travail (LMF) ; 3. Politiques publiques pour les familles et les enfants (PF) ; <ul style="list-style-type: none"> - Soutien aux prestations/ppui fiscal général pour les familles avec enfants qui inclut: les dépenses publiques de prestations aux familles : <ul style="list-style-type: none"> - Prestations familiales en espèces ; - Dépenses publiques en fonction de l'âge des enfants. - Congés relatifs aux enfants, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques clés des systèmes de congés liés à la naissance ; - Utilisation par les mères et les pères des congés parentaux : <ul style="list-style-type: none"> - Taux de remplacement des congés parentaux ; - Tendances des droits aux congés liés à la naissance ; - Soins et éducations formels pour les très jeunes enfants, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses publiques de garderies et d'éducation préscolaire ; - Inscription dans les garderies et jardins d'enfants. 	Ensemble d'indicateurs (consulter le site Internet).	Dépend de l'indicateur (consulter la base de données sur la famille en ligne).	Consulter la base de données sur la famille en ligne.	n.d.	OCDE	http://www.oecd.org/social/family/database	
	Désagrégation n.d.	Processus de collecte des données n.d.						
	Lignes directrices n.d.							
2.2 Etendue de la couverture effective								
Bénéficiaires de la protection sociale pour les enfants	<p>Enfants bénéficiaires de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prestations en espèces (périodiques et forfaitaires) ou en nature ; - conditionnelles ou non ; - régimes publics ; - régimes contributifs et non contributifs. 	Programmes administratifs pour les programmes respectifs.	Enfants entre 0 et 14 ans.	Enfants bénéficiaires en pourcentage du nombre d'enfants entre 0 et 14 ans.	Années: 2004-2005; 2008-2010. Pays asiatiques.	BAD	Base de données de l'indice de protection sociale.	
	Désagrégation - Assurance sociale/assistance sociale.	Processus de collecte des données Séries de collecte des données par des projets (et financements) spécifiques ; Correspondant national (un par pays) ; Données provenant de chaque programme (données administratives) ou ministères responsables.						
	Lignes directrices <i>The Revised Social Protection Index: Methodology and Handbook</i> , BAD 2012 http://www.adb.org/sites/default/files/spi-handbook.pdf							

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge					
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Bénéficiaires des transferts conditionnels en espèces (familles; individus)	Ménages et individus bénéficiant de programmes de transferts conditionnels en espèces.	Données administratives des ministères ou agences sociaux responsables.	Nombre total de familles Population totale	- Pourcentage de la population totale bénéficiant de transferts conditionnels en espèces ; - Pourcentage de la population couverte en situation d'extrême précarité ; - Pourcentage de la population couverte défavorisée (non compris dans la base de données, mais publié dans <i>Social Panorama of Latin America</i> et d'autres publications d'ECLAC).	Années: 1997-2012. - Amérique latine (21 pays).	ECLAC	Programmes de transferts conditionnels – Données des dépenses, mises à jour régulièrement pour tous les pays de la région Amérique latine et Caraïbes http://dds.cepal.org/bdptc/
	Désagrégation Aucune. Lignes directrices Aucune.	Processus de collecte des données Recherche d'informations officielles sur les sites Internet des gouvernements et contact direct avec le personnel des ministères ou agences responsables. Les données sont mises à jour de manière continue et sont validées par le ISASPN (Réseau interaméricain de protection sociale).					
Enfants (vivant dans des familles) recevant des prestations périodiques en espèces pour les enfants (allocations familiales, allocations, prestations pour enfants)	Enfants bénéficiant de prestations périodiques en espèces (allocations familiales, allocations pour enfants) : - de régimes publics contributifs et non contributifs ; - prestations conditionnelles ou non conditionnelles.	Données administratives de régimes de protection sociale versant des prestations périodiques en espèces pour les enfants et données des enquêtes ménages.	Nombre d'enfants de moins de 19 ans, Nombre d'enfants de moins de 15 ans.	Pourcentage des enfants bénéficiant de prestations périodiques en espèces.	Dernière année disponible ; Le processus vient de commencer (quelques pays).	OIT	s.o.
	Désagrégation Le processus d'analyse (et de compilation) des données vient de commencer, mais devrait idéalement être désagrégé par prestations conditionnelles et non conditionnelles. Lignes directrices A développer.	Processus de collecte des données - Enquête sur la sécurité sociale ; - Programmes nationaux de sécurité sociale versant des prestations périodiques pour enfants ; - Instituts nationaux de statistiques ; - Données d'enquêtes ménages lorsque les bénéficiaires des prestations périodiques pour enfants peuvent être identifiés.					
Alternative Nombre de familles recevant des prestations périodiques en espèces pour les enfants (allocations familiales, allocations pour enfants)	Familles bénéficiant de transferts réguliers en espèces (allocations familiales, allocations pour enfants), provenant : - de régimes publics contributifs et non contributifs ; - de prestations conditionnelles ou non conditionnelles.	Données administratives de régimes de protection sociale versant des transferts réguliers en espèces pour les enfants et données des enquêtes ménages.	Nombre de familles.	Pourcentage des familles percevant des prestations périodiques en espèces pour les enfants.	Dernière année disponible Le processus vient de commencer (quelques pays).	OIT	s.o.
	Désagrégation Le processus d'analyse (et de compilation) des données vient de commencer, mais devrait idéalement être désagrégé par prestations conditionnelles et non conditionnelles. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données - Enquête sur la sécurité sociale ; - Programmes nationaux de sécurité sociale versant des prestations périodiques pour enfants ; - Instituts nationaux de statistiques ; - Données d'enquêtes ménages où les bénéficiaires des prestations périodiques pour enfants peuvent être identifiés.					

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
Nombre de ménages les plus défavorisés ayant reçu une aide économique extérieure au cours des trois derniers mois	<p>Les types d'aide économique externe dans le projet de questionnaire incluent les transferts en espèces et en nature (pour une désagrégation plus approfondie). Les domaines et concepts qui seront mesurés sont les suivants:</p> <p>1. Espèces: i) Rémunération contre travail; ii) Espèces ;</p> <p>2. En nature: i) Fournitures scolaires; ii) Matériel de construction de maison; iii) Biens de production agricole ;</p> <p>3. Nourriture: i) Nourriture; ii) Coupons alimentaires; iii) Cantine scolaire; iv) Vivres contre nourriture.</p> <p>Désagrégation Voir ci-dessus Lignes directrices n.d.</p>	<p>Enquêtes ménages (Enquête en grappes à indicateurs multiples, MICS – <i>Multiple Indicator Cluster Survey</i> et Enquête démographique et de santé, DSH – Demographic Health Survey).</p> <p>Processus de collecte des données Enquêtes ménages (MICS et DHS).</p>	Nombre total de ménages les plus défavorisés (deux derniers quintiles de richesse).	Proportion des ménages les plus défavorisés ayant reçu une aide économique extérieure au cours des trois derniers mois (indicateur n° 7.4 du rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida (GARPR, anciennement UNGASS).	Le processus de mise à l'essai a commencé et quelques pays ont été identifiés pour la mise à l'essai. Le processus vient juste de commencer (quelques pays).	UNICEF	Le processus de mise à l'essai a commencé.	
Participation au programme - Allocations familiales Participation au programme - Alimentation scolaire	<p>Population bénéficiant de programmes de protection sociale pour la population et par quintile de revenu de distribution de prestations sociales après transferts</p> <p>- Programmes d'allocations familiales ;</p> <p>- Programme d'alimentation scolaire ;</p> <p>Définition à compléter (en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées).</p> <p>- Allocations familiales: se rapporte idéalement aux prestations périodiques en espèces pour les familles avec enfants (conditionnel ou non) ;</p> <p>- Programmes d'alimentation scolaire: se rapporte idéalement aux prestations en nature (pour les enfants).</p> <p>Désagrégation Par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts.</p> <p>Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Données d'enquêtes ménages</p> <p>Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.htm#1c]</p> <p>Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>	Population totale.	(%) Participation au programme - Allocations familiales. (%) Participation au programme - Alimentation scolaire.	Allocations familiales: 24 pays en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées. Alimentation scolaire: 14 pays. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
Bénéficiaires non défavorisés - Allocations Famille/Enfant - Programme d'alimentation scolaire	<p>Nombre de bénéficiaires des</p> <p>- allocations Famille/Enfant ;</p> <p>- programmes d'alimentation scolaire sous le seuil de pauvreté (national).</p> <p>s.o.</p>	<p>Données d'enquêtes ménages :</p> <p>Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.htm#1c]</p> <p>Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>	Nombre total de bénéficiaires: - Allocations Famille/Enfant ; - Programmes d'alimentation scolaire.	Pourcentage de bénéficiaires non défavorisés : - Allocations Famille/Enfant ; - programmes d'alimentation scolaire.	Pensions de retraite contributives: 52 pays en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées. Pensions sociales: 17 pays Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
Prestations pour les personnes non défavorisées - Allocations Famille/Enfant - Programme d'alimentation scolaire	Prestations versées aux personnes non défavorisées selon la distribution de services sociaux après transferts - allocations Famille/Enfant ; - programmes d'alimentation scolaire.	Données d'enquêtes ménages : Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	Prestations totales? Nombre total de bénéficiaires (personnes pauvres ou non pauvres).	Prestations versées aux personnes non défavorisées selon la distribution de services sociaux après transferts - allocations Famille/Enfant - programmes d'alimentation scolaire.	Allocations familiales: 21 pays. Cantine scolaire: 1 pays. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
	Désagrégation Par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
Incidence des bénéficiaires: % des bénéficiaires du programme par rapport au nombre total de bénéficiaires par quintile de distribution de services sociaux après transfert. - Allocations Famille/Enfant - Cantine scolaire	Incidence des bénéficiaires: pourcentage des bénéficiaires du programme par rapport au nombre total de bénéficiaires par quintile de distribution de services sociaux après transfert.	Données d'enquêtes ménages : Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	Nombre total de bénéficiaires.	Incidence des bénéficiaires: pourcentage des bénéficiaires du programme par rapport au nombre total de bénéficiaires par quintile de distribution de services sociaux après transfert.	Allocations familiales: 24 pays en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées. Cantine scolaire: 14 pays. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
	Désagrégation Par quintile de distribution de services sociaux après transferts. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
2.3 Garde des enfants								
1. Nombre d'enfants dans des systèmes officiels de garde en 2010, fin de l'année 2. Enfants laissés hors de la garde de leurs parents au cours de l'année, 2000-2010 3. Enfants gardés en institutions, à la fin de l'année (en milliers) 4. Nombre d'enfants en foyers pour enfants 5. Nombre d'enfants souffrant de handicap en garderies 6. Enfants à la garde de familles d'accueil ou de tuteurs (en milliers), à la fin de l'année		La plupart des données sont collectées directement auprès des instituts nationaux de statistiques grâce à un modèle standardisé. Les données de ces dernières années pour les pays baltes ont été collectées à partir des sites Internet des instituts nationaux de statistiques. Les données supplémentaires sont également obtenues à partir d'organisations internationales ou calculées par l'UNICEF pour les PECO-CEI. Du fait des différences de sources de données pour certains indicateurs, les données présentées dans la base de données TransMONEE peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres publications et bases de données de l'UNICEF.	Valeurs absolues (aucun dénominateur) ou pour 1 000 enfants.	Nombres ou taux.	Pays d'Europe centrale et orientale et Communauté des Etats indépendants (PECO-CEI). 1989-2010.	UNICEF	Base de données Transmonee http://www.transmonee.org/Downloads/EN/2012/TransMonEE_2012.xls	

Session B Enfants	Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	Désagrégation n.d. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données n.d.					
3 Niveau des prestations							
Niveau des prestations légales	Formules de calcul des prestations et valeurs absolues pour les allocations familiales et les prestations pour les enfants (y compris les programmes de transferts légaux dans certains pays en développement) et pensions pour les orphelins (prestations aux survivants). Couvre également: prestations et suppléments de garde; périodicité du versement des prestations; ajustement des prestations; limites de revenus pour le calcul des bénéfices et des cotisations.	SSA/ AISS (Effort collaboratif entre l'Administration de la sécurité sociale des Etats-Unis et l'Association internationale de la sécurité sociale): Programmes de sécurité sociale dans le monde; description des régimes par l'AISS. Repose sur les données administratives (enquêtes sur les institutions de sécurité sociale) de quatre régions: l'Europe, l'Afrique, la région Asie-Pacifique et les Amériques.	Aucun dénominateur.	Chiffres absolus.	Disponible pour les pays ayant des dispositions légales pour les prestations aux familles (sous-groupe de plus de 170 profils de pays disponibles).	AISS	Profils des pays de l'AISS: http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles PDF des volumes régionaux: http://www.ssa.gov/policy/docs/progdesc/ssptw/
	Désagrégation Informations juridiques. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données Chaque volume régional est mis à jour tous les deux ans, avec enquêtes conduites de façon échelonnée (une région est mise à jour tous les six mois). Le taux de réponse pour 2011-2012 était de l'ordre de 88 à 100%.					
Prestations et salaires: Indicateurs de l'OCDE	Prestations et salaires: description et indicateurs.	A partir du questionnaire de l'OCDE.	Aucun dénominateur.	Chiffres absolus.	34 Pays de l'OCDE + pays de l'UE.	OCDE	http://www.oecd.org/els/soc/benefitsandwagescountryspecificinformation.htm
Niveaux des allocations familiales légales, pour chaque pays de l'OCDE	Désagrégation n.d. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données A partir du questionnaire de l'OCDE.					
Transferts moyens par tête: transferts moyens par tête pour les bénéficiaires du programme (par jour en dollar PPA) pour la population et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts.	Transferts moyens par tête: Transferts moyens par tête pour les bénéficiaires du programme (par jour en dollar PPA) pour la population et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts.	Données d'enquêtes ménages : Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	Nombre de bénéficiaires.	Transferts moyens par tête: Transferts moyens par tête pour les bénéficiaires du programme (par jour en dollar PPA) pour la population et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts.	Allocations familiales: 24 pays en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays). Cantine scolaire: 1 pays (2005).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)
	Désagrégation Par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).					

Session B Enfants	Valeur totale des prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
4 Effets/impacts et efficacité							
Taux de pauvreté et écart après prestations (prestations existantes pour les enfants)	Simule l'absence de prestations pour les enfants (généralement des prestations périodiques en espèces, mais fortement dépendant des informations disponibles dans les enquêtes nationales sur les ménages) et calcule les taux et écarts de pauvreté avant transfert.	Données d'enquêtes ménages.	Nombre d'enfants (pour le taux de pauvreté).	Réduction du taux de pauvreté et des écarts de pauvreté avant et après versement des prestations pour les enfants (exprimé en points de pourcentage).	5-10 pays (généralement associé aux projets spécifiques de pays dans le cadre du diagnostic et de l'évaluation des différentes possibilités d'extension).	OIT	s.o.
Taux de pauvreté et écart après prestations (simulation d'une nouvelle prestation aux enfants)	Simulation de l'introduction d'une nouvelle prestation aux enfants (prestation périodique en espèces) comme possibilités d'extension.	Ensemble de microdonnées		Réduction du taux de pauvreté et des écarts de pauvreté avant et après versement de la prestation aux enfants (exprimé en points de pourcentage).			
	Désagrégation Par sexe et tranche d'âge chez les enfants.	Processus de collecte des données Ensemble de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).					
	Lignes directrices n.d.						
Réduction du taux de pauvreté (%) Réduction de l'écart de pauvreté (%) Réduction des inégalités du coefficient Gini (%) après allocations Famille/Enfant	Réduction du taux et de l'écart de pauvreté et des inégalités du coefficient Gini (%), entre avant et après le transfert (la situation actuelle étant celle après transfert, avec simulation de l'absence de transfert) Pensions de retraite contributives. Allocations Famille/Enfant, normalement des prestations périodiques en espèces, mais variations possibles en fonction de la formulation des questions dans les enquêtes ménages ou les programmes existants dans les pays (informations disponibles par pays pour les programmes couverts).	Données d'enquêtes ménages : Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	n.d.	n.d.	27 pays maximum en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)
	Désagrégation n.d.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).					
	Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.						
Réduction du taux de pauvreté (%) Réduction de l'écart de pauvreté (%) Réduction des inégalités du coefficient Gini (%) après un programme d'alimentation scolaire	Réduction du taux et de l'écart de pauvreté et des inégalités du coefficient Gini (%), entre avant et après le transfert (la situation actuelle étant celle après transfert) avec les programmes d'alimentation scolaire.	Données d'enquêtes ménages : Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	n.d.	Réduction du taux et de l'écart de pauvreté et des inégalités du coefficient Gini (%), entre avant et après le transfert (la situation actuelle étant celle après transfert) avec les programmes d'alimentation scolaire.	Informations disponibles dans les ensembles de microdonnées pour 3 pays. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)
	Désagrégation n.d.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).					
	Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.						

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge					
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Rapport coûts-bénéfices - Allocations Famille/Enfant - Programmes d'alimentation scolaire	Rapport coûts-bénéfices: réduction de l'écart de pauvreté obtenue pour chaque dollar dépensé dans un programme : - prestations Famille/Enfant ; - programmes d'alimentation scolaire.	Données d'enquêtes ménages : Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]		Rapport coûts-bénéfices: réduction de l'écart de pauvreté obtenue pour chaque dollar dépensé dans un programme : - prestations Famille/Enfant ; - programmes d'alimentation scolaire.	27 pays maximum en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)
	Désagrégation: n.d. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).					
4 Indicateurs de résultats							
4.1 Autres indicateurs, non liés à la pauvreté							
Bien-être des enfants	Faible poids à la naissance, taux de vaccination, etc.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	OCDE	Module sur le bien-être des enfants www.oecd.org/social/family/data-base/CWBM
Résultats des régimes et programmes de protection sociale pour les enfants	Résultats en termes de (voir indicateurs): 1) Education ; 2) Protection de l'enfance ; 3) Santé ; 4) Nutrition ; 5) VIH/SIDA.	Données d'enquêtes ménages et données administratives: UNESCO, MICS.	Voir indicateurs.	1) Education: - Proportion des enfants terminant l'école primaire (pourcentage) ; - Parité du taux de scolarisation primaire (proportion de filles et de garçons (indice de parité entre les sexes) inscrit-e-s à un niveau d'éducation primaire).	Données disponibles en ligne (consulter: http://www.childinfo.org/)	UNICEF	Données disponibles en ligne (consulter: http://www.childinfo.org/)
	s.o.	Données d'enquêtes ménages: MICS et DHS.	i) Femmes entre 20 et 24 ans ; ii) Enfants de moins de 5 ans.	2) Protection de l'enfance mesurée par : i) Pourcentage de femmes de 20 à 24 ans mariées ou en couple pour la première fois à l'âge de 18 ans ; ii) Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée.		UNICEF	
	s.o.	Enquêtes ménages (MICS et DHS) et OMS.	Enfants de moins de 5 ans.	3) Santé : - Pourcentage des enfants de moins de 5 ans immunisés contre la rougeole ou le DPT3, ou les deux.		UNICEF	
	s.o.	Enquêtes ménages: DHS, MICS, OMS.	i) Nourrissons jusqu'à 6 mois ; ii) et iii) Enfants de moins de 5 ans.	4) Nutrition : i) Pourcentage de nourrissons exclusivement allaités au cours des 6 premiers mois ; ii) Pourcentage d'enfants présentant un arrêt de croissance prématuré (modéré et grave – dont le poids pour la taille est inférieur d'au-moins deux écarts-types à la médiane de la population de référence ; iii) Pourcentage d'enfants émâciés		UNICEF	

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
				(modéré et grave – dont le poids pour la taille est inférieur d'au-moins deux écarts-types à la médiane de la population de référence).				
	s.o.	Enquêtes ménages (DHS, MICS et RHS – enquête sur les ménages ruraux); enquêtes de surveillance des comportements (BSS).	15 à 19 ans.	5) VIH/SIDA : i) Pourcentage des 15-19 ans ayant une connaissance approfondie (Pourcentage des jeunes femmes (15-24 ans) sachant identifier correctement les deux façons principales d'éviter la transmission sexuelle du VIH (utilisation du préservatif et limitation des rapports sexuels à un seul partenaire fidèle et non porteur du virus), qui rejettent les deux idées fausses locales les plus répandues sur la transmission du VIH, et qui savent qu'une personne en apparence saine peut être porteuse du VIH) ; ii) Pourcentage des 15-19 ans ayant connu leurs premières expériences sexuelles avant leurs 15 ans ; iii) Pourcentage des 15-19 ans ayant plusieurs partenaires et ayant utilisé des préservatifs au cours de leur dernier rapport sexuel.		UNICEF		
4.2 Sécurité élémentaire de revenu (indicateurs liés à la pauvreté)								
Nombre d'enfants défavorisés	Nombre d'enfants (limite d'âge à définir) vivant dans un ménage où les dépenses de consommation par tête (ou par équivalent d'un adulte) sont sous le seuil de pauvreté.	Enquêtes nationales sur les ménages.	Nombre total d'enfants.	Taux de pauvreté chez les enfants (limite d'âge à définir).	s.o.	s.o.	s.o.	
Ecart global de pauvreté par tête	L'écart global de pauvreté montre le coût de l'élimination de la pauvreté avec des transferts très ciblés aux personnes défavorisées. Cet indicateur prend en compte les tranches d'âge des enfants (limite d'âge à définir) et le coût de l'élimination de la pauvreté par tête au sein de cette tranche d'âge.	Enquêtes nationales sur les ménages.	Nombre total d'enfants.	Ecart global de pauvreté par tête (Ecart de pauvreté global/nombre d'enfants).	s.o.	s.o.	s.o.	
Enfants en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté (entre 0 et 17 ans) (revenu et pauvreté multidimensionnelle)	Désagrégation National, rural, urbain; tranches d'âge (0-5 ans, 6-11 ans, 12-17 ans). Lignes directrices http://dds.cepal.org/infancia/guia-para-estimar-la-pobreza-infantil/	Enquêtes nationales sur les ménages.	Nombre total d'enfants.	- Nombre d'enfants en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté (entre 0 et 17 ans) ; - Taux de pauvreté et d'extrême pauvreté des enfants (entre 0 et 17 ans) ; - Ecart de pauvreté et d'extrême pauvreté des enfants (entre 0 et 17 ans) en termes de revenu et de pauvreté multidimensionnelle ; - Nombre et pourcentage d'enfants en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté (entre 0 et 17 ans) (taux de pauvreté) et écart de pauvreté et d'extrême pauvreté	Données entre 2003 et 2008, couvrant 18 pays d'Amérique latine.	ECLAC	http://dds.cepal.org/infancia/indicadores/	

Session B Enfants		Valeur totale des de prestations aux familles/pour enfants à charge						
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
				(revenu et pauvreté multidimensionnelle) ; - Pauvreté : nombres absolus.				
Taux de pauvreté relative des enfants	Part des enfants vivant avec moins de 50% du revenu médian équivalent des ménages.	Enquêtes de l'OCDE sur les revenus.	Nombre total d'enfants.	Taux de pauvreté relative des enfants.	s.o.	OCDE	http://www.oecd.org/els/family/CO2.2_ChildPoverty%20-%20updated%20270112.xls http://www.oecd.org/els/family/CO2.1%20trends%20in%20income%20position%20-%20270112.xls www.oecd.org/social/inequality-database.htm	

s.o. sans objet
n.d. non disponible

4. Session C: Cartographie des données et indicateurs liés à la contribution de la protection sociale à la sécurité de revenu des personnes en âge de travailler

Session C Personnes en âge de travailler							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Informations nécessaires (pas nécessairement à une organisation)							
Informations qualitatives	Inventaire et caractéristiques des programmes et prestations existants pour les personnes en âge de travailler, y compris le salaire minimum.	Inventaire au niveau national des régimes et programmes nationaux comme source d'origine. Et, le cas échéant, à partir des données des sources internationales existantes, notamment: - Base de données qualitatives Eurostat CIRCA ; - Base de données de l'indice de protection sociale de la Banque asiatique de développement.	Informations qualitatives.	Inventaire et description des régimes et des prestations dans la base de données de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale. Informations qualitatives.	Disponible pour près de 100 pays (dans certains cas, aperçu partiel du système de protection sociale).	OIT	Enquête du BIT sur la sécurité sociale: Inventaire et description des régimes et des prestations dans la section «Informations sur les régimes» http://www.ilo.org/dyn/ilossi/ssima.in.home
	Inventaire des régimes nationaux légaux (pour lesquels il existe un cadre législatif) versant des prestations en espèces en cas de maladie et de maternité, des prestations médicales, des allocations de chômage et des prestations d'accidents du travail. Comprend des informations sur les points suivants: - Cadre de réglementation ; - Définition des régimes et des prestations: universels; assurance sociale; assistance sociale; responsabilité de l'employeur (pour les accidents du travail) ; - Couverture: groupes de catégories de population couverts selon un champ d'action défini légalement ; - Source de financement: taux de cotisation des personnes assurées, des indépendants, des employeurs et du gouvernement ; - Conditions d'attribution: période minimale d'affiliation; autres conditions (par exemple, recherches d'emploi) ; - Formules des prestations et prestations en nature (prestations médicales) ; - Organisation administrative.	SSA/AISS (Effort collaboratif entre l'Administration de la sécurité sociale des Etats-Unis et l'Association internationale de la sécurité sociale): Programmes de sécurité sociale dans le monde; description des régimes par l'AISS. Repose sur les données administratives (enquêtes sur les institutions de sécurité sociale) de quatre régions: l'Europe, l'Afrique, la région Asie-Pacifique et les Amériques. Chaque volume régional est mis à jour tous les deux ans et des enquêtes sont conduites de façon échelonnée (une région est mise à jour tous les six mois). Le taux de réponse pour 2011-2012 était de l'ordre de 88 à 100%.	Informations qualitatives.	Voir la définition.	Plus de 170 pays.	AISS	Profil des pays de l'AISS: http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles PDF des volumes régionaux: http://www.ssa.gov/policy/docs/pr ogdesc/ssptw/
	La structure démographique, et notamment la proportion des personnes âgées, est un autre facteur ayant un effet direct sur les dépenses de retraite et de santé, ainsi que sur les dépenses publiques globales.	Division de la population des Nations Unies. <i>World Population Prospects: The 2010 Revision</i> (New York). Egalement disponible à partir de la base de données des indicateurs du développement dans le monde.	Population totale.	Exemples d'indicateurs: part de la population âgée de 0 à 15 ans, de 15 à 64 ans ou de 65 ans et plus en pourcentage de la population totale.	Disponible pour la plupart des pays.	UN	http://esa.un.org/wpp/
	La structure du marché du travail et notamment la taille de l'économie formelle et informelle a des implications directes sur la couverture de	Bureau international du Travail, à partir des enquêtes nationales sur la population active.	Dépend de l'indicateur.	Indicateurs tels que: - Proportion de la population active et de l'emploi sur la population	n.d.	OIT	Département des Statistiques du BIT http://www.ilo.org/stat/lang--fr/index.htm

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	l'assurance sociale et des autres régimes contributifs.	Egalement disponible à partir d'autres organisations internationales ou régionales.			totale, taux de chômage ; - situation dans la profession ; - Proportion d'emplois dans le secteur formel/informel ; - Emploi informel en pourcentage de l'emploi total ; - Proportion des emplois dans le secteur agricole.			
	Salaires minimum légal et informations sur le salaire minimum dans le cadre de la base de données sur les conditions de travail et les lois du travail.	1. Base de données de l'OIT sur le travail légal ; 2. SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde; description des régimes.	n.d.	n.d.		OIT (Travail) - 156 pays.	OIT	Base de données OIT/TRAVAIL sur le salaire minimum: http://www.ilo.org/dyn/travail/travmain.home
	Salaires minimum légal.	1. Base de données de l'OIT sur le travail légal ; 2. SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde; description des régimes.	n.d.	n.d.		Profils des pays de l'AISS (Pas systématique, uniquement si lié directement à la formule de calcul de la prestation).	AISS	Profils des pays de l'AISS: http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles
1 Dépenses de protection sociale								
Dépenses publiques de protection sociale autres que les retraites et autre assistance sociale pour personnes âgées; ou protection de l'enfance	Dépenses disponibles pour les prestations suivantes pour personnes en âge de travailler: - Prestations d'assurance-chômage ; - Autre assurance sociale (maternité, invalidité) ; - Autre assistance sociale ; - Programmes du marché du travail ; - Prestations en espèces (périodiques et forfaitaires) ou en nature ; - Conditionnelles ou non ; - Régimes publics ; - Régimes contributifs et non contributifs.	Données administratives des institutions de sécurité sociale versant des prestations de pensions et caisses de prévoyance.	PIB, fait partie de l'indice de protection sociale.	Dépenses publiques de protection sociale autres que les retraites, et autre assistance sociale pour les personnes âgées ou protection de l'enfance.	2004-2005/2008-2010 Pays asiatiques.	BAD	Pas encore disponible en ligne.	
	Désagrégation - Assurance sociale/assistance sociale Lignes directrices <i>The Revised Social Protection Index: Methodology and Handbook</i> , ADB 2012 http://www.adb.org/sites/default/files/spi-handbook.pdf	Processus de collecte des données Séries de collecte des données par des projets (et financements) spécifiques Correspondant national (un par pays), Données provenant de chaque programme (données administratives) ou ministères responsables.						
Dépenses de prestations pour: - Allocations de chômage - Prestations en espèces en cas de maladie (périodiques ou forfaitaires) - Maintien du revenu en cas d'accouchement - Prestations d'invalidité - Chômage - Logement	Inclut tous les types de prestations ciblant les personnes en âge de travailler (dépenses publiques et privées; tous régimes et toutes prestations) par fonction: - Allocations de chômage ; - Prestations en espèces en cas de maladie périodiques ou forfaitaires) ; - Maintien du revenu en cas d'accouchement ; - Prestations d'invalidité ; - Chômage ; - Logement ; - Exclusion sociale.	Données administratives des programmes de protection sociale versant des allocations familiales.	Chiffres absolus, PIB.	Dépenses d'allocations famille/enfant : - en millions de la monnaie nationale ; - en millions d'euros ; - en millions de SPA ; - en SPA par habitant ; - en pourcentage du PIB.	1990-2010 Pays européens.	Eurostat	http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/setupModifyTableLayout.do	
	Désagrégation - Prestations en nature/espèces ;	Processus de collecte des données Bien en place: contact régulier avec un						

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
- Exclusion sociale	- Périodiques; forfaitaires; en nature ; - Conditionnelles; non conditionnelles. Lignes directrices Manuel SESPROS [Manuel SESPROS - Le Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (édition 2012) http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/RessFileDownload.do?ressourcelid=31988]	correspondant national dans chaque pays de l'UE (membre du groupe de travail SESPROS).						
Dépenses publiques de protection sociale pour des programmes ciblant des personnes en âge de travailler Total et par fonction: - chômage - prestations de maternité - accidents du travail - prestations de maladie - prestations d'invalidité - programmes actifs du marché du travail - logement - autres programmes d'assistance sociale non classés ailleurs	Les dépenses publiques annuelles de sécurité sociale pour les prestations versées aux personnes en âge de travailler sont la somme des dépenses (montant des prestations et, de préférence, coûts administratifs) de tous les programmes publics de protection sociale et de sécurité sociale existants versant des prestations pour les branches de sécurité sociale suivantes: - chômage ; - prestations de maternité ; - accidents du travail ; - prestations de maladie ; - Prestations d'invalidité ; - Programmes actifs du marché du travail ; - logement ; - autres programmes d'assistance sociale non classés ailleurs. Inclut tous les types de prestations: - des régimes contributifs et non contributifs ; - prestations en espèces (périodiques ou forfaitaires) ou en nature ; - prestations conditionnelles et non conditionnelles ; - ciblant les régimes publics. Désagrégation - Contributif/non contributif; prestations périodiques en espèces; sommes forfaitaires et prestations en nature; prestations conditionnelles et non conditionnelles. Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et méthodologie compatible avec Eurostat SESPROS et OCDE SOCX.	Données administratives des programmes de protection sociale versant des prestations aux personnes en âge de travailler. Processus de collecte des données [Pas encore durable] - En ligne à partir des sites Internet des institutions travaillant dans le domaine de la sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ; - Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions identifiés comme travaillant dans le domaine de la sécurité sociale ; - Projet conjoint BAD/OIT/OCDE pour les pays asiatiques ; - Eurostat SESPROS ; - Base de données OCDE SOCX.	PIB, Dépenses totales du gouvernement, Dépenses publiques de protection sociale.	- Dépenses publiques de prestations pour les personnes en âge de travailler en pourcentage du PIB ; - Dépenses publiques de prestations pour les personnes en âge de travailler en pourcentage des dépenses publiques totales de protection sociale.	Données disponibles pour plus de 120 pays . Pas encore de séries chronologiques, mais disponible pour la dernière année disponible. Sera publié dans le prochain WSSR et disponible sous format Excel en ligne.	OIT	Sera publié dans le prochain WSSR et disponible sous format Excel en ligne. Disponible pour certains pays dans l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale.	
Dépenses sociales de programmes/ régimes pour les	Inclut tous les types de prestations ciblant les personnes en âge de travailler (dépenses publiques et privées; tous régimes et toutes	Données administratives des programmes de protection sociale versant des prestations aux personnes	Monnaie nationale (prix courants et constants) Par tête (en dollars PPA	Dépenses totales, publiques et privées (obligatoires ; volontaires) pour la vieillesse en pourcentage du	Pays de l'OCDE (jusqu'à 2009 ou 2011 suivant les pays).	OCDE	Base de données SOCX sur les dépenses sociales: http://www.oecd.org/els/social/exp	

Session C Personnes en âge de travailler									
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens		
personnes en âge de travailler pour les fonctions de sécurité sociale suivantes: - Prestations liées à l'incapacité de travailler (invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles, maladies) - Congé de maternité et parental - Programmes actifs du marché du travail - Chômage - Logement - Autres domaines de politiques sociales	<p>prestations) pour les fonctions (et domaines de politiques) suivantes :</p> <p>1. Prestations liées à l'incapacité de travailler (invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles, maladies) - Prestations en espèces: pensions d'invalidité, pensions (accidents du travail et maladies professionnelles), congés de maladie payés (accidents du travail et maladies professionnelles), congés de maladie payés (autres allocations journalières de maladie), autres prestations en espèces ; - Prestations en nature: soins hospitaliers/services d'aide à domicile; services de rééducation, autres prestations en nature ;</p> <p>2. Congé de maternité et parental ;</p> <p>3. Programmes actifs du marché du travail: services publics d'emploi et administration, formations, rotation et partage de postes, incitations à l'emploi, appui à l'emploi et à la rééducation, création d'emplois directs, incitations à la création de start-ups ;</p> <p>4. Chômage - Prestations en espèces: compensation de chômage/indemnités de départ, retraite anticipée pour des motifs liés au marché du travail ; - Prestations en nature ;</p> <p>5. Logement: assistance au logement et autres prestations en nature ;</p> <p>6. Autres domaines de politiques sociales: - Prestations en espèces: maintien du revenu; autres prestations en espèces ; - Prestations en nature: assistance sociale; autres prestations en nature.</p> <p>Désagrégation - Public; privé obligatoire et privé volontaire ; - Prestations en nature/en espèces.</p> <p>Lignes directrices Manuel OCDE SOCX (Compatible avec le manuel SESPROS).</p>	<p>en âge de travailler.</p> <p>Processus de collecte des données Données d'Eurostat SESPROS pour les pays de l'UE et correspondants nationaux pour les pays de l'OCDE hors UE.</p>	courants et constants), Produit national brut, Revenu national brut, Revenu national net, Total des dépenses du gouvernement général.	PIB/RNB /RNN /par tête à prix courants et constants (prestations en nature ou en espèces).			<p>enditure</p> <p>Base de données sur la famille http://www.oecd.org/social/family/database => dépenses publiques de prestations aux familles: http://www.oecd.org/els/soc/PF1.1%20Public%20expendediture%20on%20family%20benefits%20-%20231112.xls</p>		
Dépenses de prestations de - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	<p>Dépenses de prestations de programmes de protection sociale ciblant les personnes en âge de travailler (dépend de la disponibilité des informations existantes sur les programmes de protection sociale dans les enquêtes nationales sur les ménages concernées).</p> <p>Dépenses pour les fonctions suivantes: - Chômage et politiques actives de l'emploi; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (à définir). Couvre idéalement : - Prestations en espèces et en nature ; - Régimes contributifs et non contributifs.</p>	<p>Données d'enquêtes ménages : Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c].</p>	Unité à préciser.	Dépenses de prestations de : - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	- Chômage et politiques actives de l'emploi: 14 pays ; - Travaux publics: 4 pays ; - Sécurité sociale: 16 pays ; Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	<p>ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html</p>		

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	Désagrégation n.d. Lignes directrices Certaines informations concernant la composition des groupes pour les programmes couverts par les enquêtes nationales sont disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
2 Indicateurs de couverture								
2.1 Périmètre des dispositions légales								
Dispositions statutaires en cas de: - Accident du travail - Chômage - Maternité - Invalidité - Maladie	Existence de dispositions statutaires: selon le droit national, au moins certains groupes de personnes en âge de travailler sont légalement couverts pour: - Prestations de maladie périodiques en espèces ; - Allocations de chômage périodiques en espèces ; - Prestations en cas d'invalidité ; - Prestations périodiques en cas de maternité en espèces ; - Prestations en cas d'accidents du travail ; et type de programme (assurance sociale ou assistance sociale; assurance privée obligatoire; prestations relevant de la responsabilité de l'employeur seulement; indemnités de départ [pour le chômage]).	Législation nationale telle que disponible dans SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde.	Informations qualitatives.	Existence de dispositions statutaires et type de programme.	Disponible pour la plupart des pays. Dernière année disponible (2010/2011).	OIT	s.o.	
	Désagrégation - Distinction entre les régimes contributifs et non contributifs ; - Sur base volontaire et obligatoire ; Remarque: - Les groupes couverts par des paiements à versement unique (pour le chômage) ou des prestations en nature seulement (en cas de maternité ou de maladie) sont identifiés et placés dans un groupe à part.	Processus de collecte des données - SSPTW pour les informations juridiques ; - Natlex ; - Législation nationale.						
	Lignes directrices n.d.							

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
2.2 Étendue des dispositions légales								
Population juridiquement couverte pour les branches de sécurité sociale suivantes - Chômage - Accident du travail - Prestations de maternité périodiques en espèces	Personnes en âge de travailler couvertes juridiquement pour: - Prestations en cas d'accidents du travail ; - Chômage (prestations périodiques en espèces; indemnités de départ considérées à part) ; - Prestations de maternité périodiques en espèces. Désagrégation - Distinction entre les pensions contributives et non contributives ; - Sexe - Sur base volontaire et obligatoire ; Remarque: - Les groupes couverts par des paiements à versement unique sont identifiés et considérés comme un groupe à part. Lignes directrices n.d.	Législation nationale pour l'identification des groupes légalement couverts. Instituts nationaux de statistiques pour la quantification des groupes (enquêtes nationales - Enquête sur la population active en particulier); recensements et inventaires nationaux (KILM, Laborsta). Processus de collecte des données - SSPTW pour les informations juridiques ; - OIT LABORSTA, OIT KILM et instituts nationaux de statistiques pour la quantification des groupes juridiquement couverts. 2 points dans le temps disponibles actuellement. Pas encore durable.	- Population en âge de travailler (15-64 ans) tranche d'âge à discuter ; - Population économiquement active ; - Emploi total. International: OIT/KILM ou instituts nationaux de statistiques (enquête ou recensement).	Pourcentage de la population en âge de travailler; PEA; total de la population en emploi juridiquement couverte (au total et par sexe) avec une distinction entre les pensions contributives et non contributives/obligatoires ou volontaires en cas de : - Accidents du travail ; - Allocations de chômage périodiques en espèces ; - Prestations en cas de maternité périodiques en espèces.	Disponible pour la plupart des pays. Dernière année disponible (2010/2011).	OIT	s.o.	
2.3 Étendue de la couverture effective								
Bénéficiaires de: - Prestations d'assurance-chômage - Autre assurance sociale (maternité, invalidité) - Autre assistance sociale - Programmes du marché du travail	Bénéficiaires des prestations suivantes parmi les personnes en âge de travailler : - Prestations d'assurance-chômage ; - Autre assurance sociale (maternité, invalidité) ; - Autre assistance sociale ; - Programmes du marché du travail ; - Prestations en espèces (périodiques et à versement unique) ou en nature ; - Conditionnelles ou non ; - Régimes publics ; - Régimes contributifs et non contributifs.	Données administratives des institutions de sécurité sociale versant des prestations aux personnes en âge de travailler ; Pas de traitement du double comptage.	- Chômage et politiques du marché du travail: chômeurs (et estimation des personnes en sous-emploi) ; - Prestations d'assurance: employés + population de 60 ans et plus.	Pas présenté comme des indicateurs désagrégés.	2004-2005/2008-2010 Pays asiatiques.	BAD	s.o.	
	Désagrégation - Assurance sociale/assistance sociale/programmes du marché du travail. Lignes directrices <i>The Revised Social Protection Index: Methodology and Handbook</i> , ADB 2012 http://www.adb.org/sites/default/files/spi-handbook.pdf	Processus de collecte des données Séries de collecte des données par des projets (et financements) spécifiques ; Correspondant national (un par pays) ; Données provenant de chaque programme (données administratives) ou ministères responsables.						

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
Bénéficiaires des soutiens de politiques du marché du travail, par type d'action Stock annuel moyen	<p>Bénéficiaires des soutiens de politiques du marché du travail, par type d'action - stock annuel moyen.</p> <p>Les soutiens de politiques du marché du travail (LPM) se rapportent aux interventions fournissant directement ou indirectement une assistance financière aux individus pour des raisons liées au marché du travail ou compensant les individus de désavantages causés par des circonstances inhérentes au marché du travail. Les soutiens de LMP sont classés par type d'action et couvrent les catégories suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aide au revenu et maintien du revenu en cas d'absence d'emploi (principalement allocations de chômage); - Retraite anticipée. <p>Les bénéficiaires des soutiens de LMP sont présentés ici sous forme de stock annuel moyen, c'est-à-dire que les données se rapportent au nombre moyen de personnes bénéficiant de soutiens de LMP à tout moment au cours de l'année.</p>	Données administratives.	Chiffres absolus plutôt qu'indicateurs.	Chiffres absolus plutôt qu'indicateurs.	2000-2011 Pays européens.	Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/refreshTableAction.do?tab=table&plugin=1&pcode=tps00080&language=en	
	<p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurance sociale/assistance sociale/programmes du marché du travail <p>Lignes directrices</p> <p>n.d.</p>	Processus de collecte des données	n.d.					
<p>Nombre de personnes cotisant aux régimes de sécurité sociale (par sexe et zone de résidence dans les pays sélectionnés) proposant les prestations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestations en cas de maternité périodiques en espèces - Allocations de chômage - Prestations en cas d'invalidité - Prestations en cas d'accident du travail - Prestations en cas de maladie 	<p>Les contributeurs actifs sont des personnes assurées qui ont cotisé au moins une fois ou pour qui au moins une cotisation a été effectuée au cours de la période considérée (période de 12 mois).</p> <p>Le périmètre du numérateur de cet indicateur sont les régimes contributifs ou partiellement contributifs versant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des allocations de chômage périodiques en espèces ; - des prestations en cas d'accidents du travail ; - des prestations en cas de maternité périodiques en espèces ; - des prestations en cas d'invalidité ; - des prestations en cas de maladie. <p>Les données se concentrent sur les contributeurs actifs qui sont un sous-groupe de la population affiliée ou protégée.</p>	<p>Les données administratives des régimes de protection sociale donnent les informations les plus complètes et à jour pour cet indicateur.</p> <p>Cependant, la disponibilité et la qualité de ces données varient en fonction des pays et des régimes au sein des pays.</p> <p>Les données d'enquêtes ménages connaissent certaines des limitations des données administratives (en supposant que les informations nécessaires sont disponibles dans l'enquête).</p>	<p>La population de référence est la population économiquement active (15-64 ans).</p> <p>Autre indicateur: emploi total.</p>	<p>Part des personnes cotisant à un régime versant respectivement les prestations suivantes sur l'emploi total: chômage, invalidité, maladie, maternité, accidents du travail.</p> <p>Indicateur alternatif: part de la population économiquement active cotisant à un régime versant respectivement les prestations suivantes: chômage, invalidité, maladie, maternité, accidents du travail.</p>	Idéalement, de 2000 à 2011, mais varie en fonction des pays.	OIT	<p>Enquête du BIT sur la sécurité sociale (http://www.ilo.org/dyn/ilossi/ssim.ain.home) et consolidation depuis plusieurs sources sous format Excel.</p>	

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	<p>Désagrégation Par sexe.</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et méthodologie compatible avec Eurostat SESPROS et OCDE SOCX.</p>	<p>Processus de collecte des données [entre-temps, processus durable institutionnalisé et ad hoc] ;</p> <p>1) En ligne à partir des sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ;</p> <p>2) Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions de sécurité sociale identifiés.</p>						
Nombre de chômeurs bénéficiant d'allocations de chômage	<p>Nombre de chômeurs bénéficiant d'allocations de chômage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des régimes contributifs et non contributifs ; - conditionnels ou non. 	<p>Données administratives des régimes de chômage (contributifs ou non contributifs).</p> <p>Les données d'enquêtes ménages surmontent certaines des limitations des données administratives, mais un nombre limité de pays inclut une question sur les destinataires des prestations de chômage dans leurs enquêtes nationales sur les ménages (enquête sur la population active ou HIES – enquête économique intégrée sur les ménages).</p>	Total des chômeurs (à partir des enquêtes sur la population active) idéalement, chômeurs ne travaillant pas.	Proportion des personnes en emploi couvertes par la sécurité sociale pour la santé et/ou les pensions.	2000-2012 en fonction des pays. La plupart des pays versant des allocations de chômage Données annuelles et mensuelles.	OIT	Enquête du BIT sur la sécurité sociale (http://www.ilo.org/dyn/ilossi/ssimain.home) et consolidation depuis plusieurs sources sous format Excel.	
	<p>Désagrégation - Par sexe ; - Contributif/non contributif.</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et méthodologie compatible avec Eurostat SESPROS et OCDE SOCX.</p>	<p>Processus de collecte des données [entre-temps, processus durable institutionnalisé et ad hoc]</p> <p>- En ligne à partir des sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ;</p> <p>- Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et d'institutions de sécurité sociale identifiés.</p>						
<p>Nombre de bénéficiaires de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestations d'invalidité - Prestations de maternité - prestations de maladie - Prestations d'accident du travail - Autres prestations d'assistance sociale - Programmes du marché du travail 	<p>Données collectées par le biais de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale. Selon la « définition » habituelle des régimes et des prestations, cela comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des prestations versées par des régimes contributifs et non contributifs (principalement publics, mais éventuellement privés) ; - les prestations peuvent être en nature ou en espèces ; - conditionnelles ou non. 	<p>Les données administratives des régimes de protection sociale donnent les informations les plus complètes et à jour pour cet indicateur.</p> <p>Cependant, la disponibilité et la qualité de ces données varient en fonction des pays et des régimes au sein des pays.</p> <p>Les données d'enquêtes ménages connaissent certaines des limitations des données administratives (en supposant que les informations nécessaires sont disponibles dans l'enquête).</p>	Population de référence, comme il convient.	Pourcentage de la population de référence appropriée en fonction des indicateurs (exemple: pourcentage des chômeurs percevant des allocations de chômage). Certains indicateurs doivent encore être développés.	Dépend de l'indicateur.	OIT	Enquête du BIT sur la sécurité sociale (http://www.ilo.org/dyn/ilossi/ssimain.home) et consolidation depuis plusieurs sources sous format Excel.	

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	<p>Désagrégation Par sexe.</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et méthodologie compatible avec Eurostat SESPROS et OCDE SOCX.</p>	<p>Processus de collecte des données [entre-temps, processus durable institutionnalisé et ad hoc]</p> <ul style="list-style-type: none"> - En ligne à partir des sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ; - Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions de sécurité sociale identifiés. 						

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
<p>Nombre de bénéficiaires des programmes suivants (respectivement):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chômage - Invalidité - Assistance sociale et familles monoparentales - Logement (population de référence différente) 	<p>Le nombre de participants est défini comme étant le nombre de destinataires individuels du programme en moyenne au cours de l'année ou à la fin du trimestre. Les destinataires individuels sont seulement les bénéficiaires dont le risque social (par exemple, chômage ou invalidité) leur donne droit à la prestation. Pour les prestations pouvant être adaptées à la taille de la famille, comme l'assistance sociale ou les aides au logement, seuls les destinataires directs sont comptabilisés dans les données administratives (même si le demandeur a plusieurs personnes à sa charge).</p> <p>Pension d'invalidité: prestations périodiques de revenu de remplacement versées aux individus ayant une capacité réduite à travailler, soit par des programmes reposant sur l'assurance ou l'assistance. Les programmes de prestations en cas de maladie, d'accidents du travail et de maladies professionnelles ne sont pas pris en compte ici.</p> <p>Les allocations de chômage comprennent soit les programmes d'assurance-chômage, soit d'assistance chômage. Les destinataires peuvent être comptabilisés en tant que chômeurs selon la définition OIT-OCDE, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Le chômage partiel et les programmes d'occupation ne sont pas pris en compte.</p> <p>Assistance sociale et familles monoparentales: programmes d'assistance sociale «hors catégorie» (programmes ne ciblant pas de groupes spécifiques, regroupés dans la branche «Autre social» de la protection sociale) et prestations aux familles monoparentales (souvent classées sous prestations familiales).</p> <p>Les aides au logement comprennent les principales prestations en espèces, versées périodiquement. Les prestations à versue, comme les aides d'Etat à l'achat d'une maison, ainsi que les prêts hypothécaires à taux d'intérêt réduit, la réduction fiscale sur les intérêts des prêts immobiliers ou les prestations directes de logements subventionnés par l'Etat ne sont pas pris en compte.</p>	Données administratives.	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de participation: Population en âge de travailler (15-64 ans) (sauf pour le logement) ; - Taux de participation potentielle: personnes pouvant bénéficier de prestations (par exemple, les chômeurs pour les allocations de chômage). 	<p>A partir de ces données de numérateur, plusieurs indicateurs sont calculés pour chaque type de programme:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le taux de participation est le nombre total de destinataires d'un programme donné par rapport à la population du pays, ou à une tranche d'âge spécifique. - Pour le chômage, l'invalidité et l'assistance sociale: la population de référence peut être la population en âge de travailler (15-64 ans). Pour le logement, la population totale ; - Le taux de couverture potentiel est le nombre total de destinataires d'un programme donné (par exemple, bénéficiaires d'allocations de chômage) par rapport au nombre de personnes d'un groupe donné. En général, ce groupe est celui a priori ciblé par le programme: les chômeurs (selon la définition OIT-OCDE) pour les allocations de chômage, les invalides pour les prestations d'invalidité. 	<p>Pays de l'OCDE</p> <p>2007-2010</p>	OCDE	<p>http://www.oecd.org/els/soc/recipients.htm</p>	
	<p>Désagrégation Voir ci-dessus.</p> <p>Lignes directrices Lignes directrices, définition associée à la « nouvelle base de données de l'OCDE sur les destinataires de prestations sociales ».</p>	<p>Processus de collecte des données n.d.</p>						

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
Population bénéficiant de programmes de protection sociale pour la population: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser) - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	Population bénéficiant de programmes de protection sociale pour la population: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser) Désagrégation - Par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts. Lignes directrices Certaines informations concernant la composition des groupes, les programmes couverts par les enquêtes nationales sont disponibles en ligne - ASPIRE - outils pour intervenants: [web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDT RANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1b]	Données d'enquêtes ménages. Processus de collecte des données Mis à jour jusqu'à deux fois par an pour certains pays. Microdonnées des enquêtes ménages.	Population totale (par quintile de revenus après transfert).	Pourcentage de la population bénéficiant de programmes de protection sociale par rapport à la population et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	- Assurance-chômage et politiques actives de l'emploi: 20 pays ; - Travaux publics: 9 pays ; - Sécurité sociale: 27 pays ; Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html	
Bénéficiaires des programmes suivants par quintile: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	Nombre de bénéficiaires du programme par quintile de distribution de services sociaux après transfert par rapport au nombre total de bénéficiaires. Se concentre particulièrement sur les programmes suivants ciblant des personnes en âge de travailler : - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser). Peut en théorie prendre en compte la plupart des programmes ayant pour population de référence les personnes en âge de travailler uniquement (plutôt que la population totale). Désagrégation Données par quintiles de distribution de services sociaux après transfert. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Données d'enquêtes ménages. Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).	Nombre total de bénéficiaires par type de programme.	(%) Bénéficiaires du programme par quintile de distribution de services sociaux après transfert ; Se concentre principalement sur les programmes ciblant les personnes en âge de travailler: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	- Assurance-chômage et politiques actives de l'emploi: 20 pays ; - Travaux publics: 9 pays ; - Sécurité sociale: 27 pays ; Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html	

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
Prestations pour les personnes non défavorisées, notamment - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	Prestations versées aux personnes non défavorisées selon la distribution de services sociaux après transferts. Les « prestations » désignent les sommes d'argent reçues par tous les bénéficiaires pour une prestation de sécurité sociale donnée. Devrait considérer ici les personnes en âge de travailler comme une population de référence. Se concentre principalement sur: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	Données d'enquêtes ménages.	Montant total des prestations, ciblant principalement les catégories suivantes: Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	Pourcentage de prestations versées aux personnes non défavorisées selon la distribution de services sociaux après transferts. Se concentre principalement sur: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics.	- Assurance-chômage et politiques actives de l'emploi: 14 pays ; - Travaux publics: 4 pays ; - Sécurité sociale: 16 pays. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html	
	Désagrégation Disponible par catégories principales (assurance sociale, assistance sociale et politiques actives de l'emploi) de programmes et de sous-catégories et selon la distribution de services sociaux après transfert (quintiles). Lignes directrices Voir ci-dessus.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
Bénéficiaires non défavorisés, notamment: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	Bénéficiaires non défavorisés par catégorie de programmes, se concentrant particulièrement sur: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	Données d'enquêtes ménages.	Nombre total de bénéficiaires de programmes de protection sociale particulièrement concentrés sur les prestations ciblant les personnes en âge de travailler: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser) - Prestations totales (montant)?	Pourcentage des bénéficiaires non pauvres de programmes de protection sociale particulièrement concentrés sur les prestations ciblant les personnes en âge de travailler: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser) ; - Prestations totales (montant)?	- Assurance-chômage et politiques actives de l'emploi: 20 pays ; - Travaux publics: 9 pays ; - Sécurité sociale: 27 pays ; Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/0,,contentMDK:22986320~menuPK:8117656~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282637,00.html	
	Désagrégation: Voir ci-dessus (assurance sociale, assistance sociale et politiques actives de l'emploi) et sous-catégories. Lignes directrices Voir ci-dessus.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
Couverture de protection sociale de santé et/ou de pensions	Personnes en emploi couvertes par une protection sociale de santé et/ou de pensions; Salariés couverts par une protection sociale de santé et/ou de pensions.	Données d'enquêtes ménages.	Personnes employées de 15 ans et plus déclarant un revenu du travail (exclut les travailleurs non rémunérés).	- Employés couverts par des systèmes de sécurité sociale.	Années: 1989-2009; 18 pays d'Amérique latine.	ECLAC	Suivi de la première base de données sur les OMD: http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegrada.asp?idAplicacion=14 ; Tableaux A.12 et A. 13 du rapport «Eslabones de la desigualdad» http://www.eclac.org/publicaciones/xml/2/47382/Eslabones_de_la_desigualdad.pdf	
	Désagrégation - Par secteur de productivité (faible, moyenne et élevée) ; - Sexe. Lignes directrices Aucunes.	Processus de collecte des données Inventaire des microdonnées des enquêtes ménages.						
3 Niveau des prestations								
Niveau des prestations légales	Formules de calcul des prestations pour les prestations en espèces en cas de maladie et de maternité, de chômage et en cas d'accidents du travail et théoriquement, les services couverts par les prestations médicales.	SSA/AISS (Effort collaboratif entre l'Administration de la sécurité sociale des Etats-Unis et l'Association internationale de la sécurité sociale) ; Programmes de sécurité sociale dans	Valeur absolue ou exprimée en pourcentage des revenus précédents ou autre valeur de référence.	Valeur absolue en cas de montant fixe Pourcentage des gains précédents.	Disponible pour les pays ayant des dispositions statutaires pour les branches relatives aux personnes en âge de	AISS	Profils des pays de l'AISS: http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles PDF des volumes régionaux: http://www.ssa.gov/policy/docs/pr	

Session C Personnes en âge de travailler								
	Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
		Couvre également: droits aux congés parentaux (pas systématiquement) ; périodicité des versements des prestations; ajustement des prestations; limites de revenus pour le calcul des bénéfiques et des cotisations.	le monde; Description des régimes par l'AISS. Repose sur les données administratives (enquêtes sur les institutions de sécurité sociale) de quatre régions: Europe, Afrique, Asie-Pacifique et Amériques.			travailler (maternité, maladie, invalidité, chômage, accidents du travail). Le nombre de pays varie selon les branches de la sécurité sociale, ce qui représente un sous-groupe de plus de 170 pays disponibles dans les profils des pays de l'AISS.		ogdesc/ssptw/
		Désagrégation Informations juridiques. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données Chaque volume régional est mis à jour tous les deux ans et des enquêtes sont conduites de façon échelonnée (une région est mise à jour tous les six mois). Le taux de réponse pour 2011-2012 était de l'ordre de 88 à 100%.					
	Montant moyen des prestations périodiques en espèces (chaque mois) en cas de: - Chômage - Maternité - Invalidité	Les prestations moyennes mensuelles se rapportent principalement aux prestations périodiques en espèces. Les données sont collectées pour tous les programmes individuels (contributifs ou non). Désagrégation - Par sexe ; - Contributif/non contributif. Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et méthodologie compatible avec Eurostat SESPROS et OCDE SOCX.	Données administratives (serait préférable par des enquêtes ménages donnant la disponibilité des informations dans les questionnaires des enquêtes). Processus de collecte des données [entre-temps, processus durable institutionnalisé et ad hoc] - En ligne à partir des sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ; - Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions identifiés de sécurité sociale.	Salaire moyen, Salaire minimum, PIB par tête.	Montant moyen des prestations en pourcentage du: - salaire moyen ; - salaire minimum (le cas échéant) ; - PIB par tête.	Disponible pour 48 pays pour le chômage Plusieurs années entre 2000 et 2012.	OIT	Enquête du BIT sur la sécurité sociale (http://www.ilo.org/dyn/ilossi/ssimain.home) et consolidation depuis plusieurs sources sous format Excel.
	Prestations et salaires: Indicateurs de l'OCDE: Prestations sociales légales en cas de non-emploi, pour chaque pays de l'OCDE	n.d.	Questionnaire de l'OCDE.	Principalement informations qualitatives.	n.d.	34 Pays de l'OCDE + pays de l'UE.	OCDE	http://www.oecd.org/els/soc/benefitsandwagescountrysspecificinformation.htm

Session C Personnes en âge de travailler								
Nominateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
Transferts « par tête » de bénéficiaires - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	Transferts moyens par tête pour les bénéficiaires du programme (par jour en dollar PPA) pour la population et par quintile de distribution de services sociaux après transferts. - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser). - Pour la population et par quintile de distribution de services sociaux après transferts.	Ensemble de microdonnées : Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c].	Nombre de bénéficiaires.	Transfert moyen par tête: transfert moyen par tête pour les bénéficiaires du programme (par jour en dollar PPA).	52 pays maximum (en fonction des catégories de programmes), principalement des pays en développement. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
Désagrégation - Par catégories et sous-catégories principales de programmes ; - Par quintile de distribution de services sociaux après transferts.		Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
Lignes directrices Définition, composition des indicateurs disponibles en ligne.								
4 Effets/ impacts et «efficacité»								
Réduction du taux de pauvreté (%) Réduction de l'écart de pauvreté (%) Réduction des inégalités du coefficient Gini (%) - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	Réduction du taux et de l'écart de pauvreté et des inégalités du coefficient Gini (%) entre avant et après le transfert (la situation actuelle étant celle après transfert) du fait des prestations suivantes: - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	Données d'enquêtes ménages. Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c].	n.d.	Réduction du taux de pauvreté (%), Réduction de l'écart de pauvreté (%), Réduction des inégalités du coefficient Gini (%), - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	48 pays maximum en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées et dans les sous-catégories de programmes. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
Désagrégation Disponible pour toute la protection sociale et pour les principales catégories et sous-catégories de programmes.		Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.								
Rapport coûts-bénéfices - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	Rapport coûts-bénéfices: réduction de l'écart de pauvreté obtenue pour chaque dollar dépensé dans un programme - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	Données d'enquêtes ménages. Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c].	n.d.	Rapport coûts-bénéfices: réduction de l'écart de pauvreté obtenue pour chaque dollar dépensé dans un programme - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi ; - Travaux publics ; - Sécurité sociale (composition à préciser).	52 pays maximum en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées et dans les sous-catégories de programmes. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	Désagrégation Disponible pour toute la protection sociale et pour les principales catégories et sous-catégories de programmes. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).						
Générosité: total des transferts perçus par les bénéficiaires	Total des transferts perçus par les bénéficiaires - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser) pour la population et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts.	Données d'enquêtes ménages Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	Total des services sociaux des bénéficiaires	Pourcentage du total des transferts perçus divisé par les services sociaux des bénéficiaires pour la population et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts. - Allocations de chômage et politiques actives de l'emploi - Travaux publics - Sécurité sociale (composition à préciser)	46 pays maximum en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées et dans les sous-catégories de programmes Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays)	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)	
	Désagrégation Disponible pour toute la protection sociale et pour les principales catégories et sous-catégories de programmes et par quintile de revenu de distribution de services sociaux après transferts Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne	Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages)						
5 Indicateurs de résultats								
5.1 Sécurité élémentaire de revenu (indicateurs liés à la pauvreté)								
Nombre de défavorisés parmi les personnes en âge de travailler	Nombre de personnes en âge de travailler vivant dans un ménage où les dépenses de consommation par tête (ou par équivalent d'un adulte) sont sous le seuil de pauvreté.	Enquêtes nationales sur les ménages.	n.d.	Taux de pauvreté chez les personnes en âge de travailler.	n.d.	n.d.	s.o.	
Ecart global de pauvreté par tête (chez les personnes en âge de travailler)	L'écart global de pauvreté montre le coût de l'élimination de la pauvreté avec des transferts très ciblés vers les personnes défavorisées. Cet indicateur prend en compte la population totale et le coût par tête d'élimination de la pauvreté.	Enquêtes nationales sur les ménages.	n.d.	Ecart global de pauvreté par tête (Ecart de pauvreté global chez les personnes en âge de travailler/personnes en âge de travailler).	n.d.	n.d.	s.o.	
Salaire moyen	n.d.	n.d.	n.d.	Salaire moyen dans la monnaie nationale.	Base de données de l'OIT sur les salaires.	OIT	s.o.	
Part du revenu (revenu du travail; transferts sociaux; autres)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	s.o.	
Nombre de chômeurs sous le seuil de pauvreté	n.d.	n.d.	n.d.	Chômage sous le seuil de pauvreté relative (40%, 50% ou 60% du revenu médian ou moyen).	Pays européens.	Eurostat	Base de données sur les revenus, l'inclusion sociale et les conditions de vie http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/introduction	
Travailleurs pauvres (pauvreté au travail)	Disponible par âge, sexe, type de ménage, intensité de travail du ménage, niveau	Enquêtes ménages (EU SILC).	n.d.	Taux de pauvreté.	Pays européens 2003-2011.	Eurostat	Base de données sur les revenus, l'inclusion sociale et les conditions	

Session C Personnes en âge de travailler								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	d'éducation, type de travail, type de contrat, nombre de mois travaillés, travail à plein temps/temps partiel.							de vie http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/introduction
Travailleurs pauvres	n.d.	n.d.	n.d.	Indicateur OMD.	Disponible pour la plupart des pays.	OIT	OIT/KILM http://www.ilo.org/empelm/pubs/WCMS_114060/lang-en/index.htm	
Indicateurs d'inégalités de revenus	n.d.	Enquêtes de l'OCDE sur les revenus.	n.d.	Indicateurs d'inégalités de revenus.	n.d.	OCDE	www.oecd.org/social/inequality-database.htm	

s.o. sans objet
n.d. non disponible

5. Session D: Cartographie des données et indicateurs liés à la contribution de la protection sociale à la sécurité de revenu des personnes âgées

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Informations nécessaires							
Informations qualitatives	Inventaire des régimes nationaux versant des pensions de retraite. Définition des régimes et des prestations (contributifs ou non; public/privés; prestations périodiques ou à versement unique; prestations conditionnelles ou non; pensions complémentaires ou non).	Inventaire au niveau national des régimes et programmes nationaux comme source d'origine. Et, le cas échéant, à partir des données des sources internationales existantes, notamment: - Base de données qualitatives Eurostat CIRCA ; - Base de données de l'indice de protection sociale de la Banque asiatique de développement.	Informations qualitatives.	Inventaire et description des régimes et des prestations dans la base de données de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale. Informations qualitatives.	Disponible pour près de 100 pays (dans certains cas, aperçu partiel du système de protection sociale).	OIT	Enquête du BIT sur la sécurité sociale: Inventaire et description des régimes et des prestations dans la section «Informations sur les régimes» http://www.ilo.org/dyn/ilosssi/main.home
Informations qualitatives	Inventaire des régimes nationaux statutaires (pour lesquels il existe un cadre législatif) versant des pensions de retraite et d'invalidité. Comprend des informations sur les points suivants: - Cadre de réglementation ; - Définition des régimes et des prestations : universels ; uniformes ; assurance sociale ou liée aux gains ; assistance sociale ou conditionnelle ; fonds de prévoyance; comptes individuels; régimes professionnels obligatoires ; - Couverture : groupes de catégories de population couverts selon un champ d'action défini légalement ; - Source de financement : taux de cotisation des personnes assurées, des indépendants, des employeurs et du gouvernement ; - Conditions d'attribution: âge légal de départ à la retraite, y compris l'âge légal de départ à la retraite anticipée; minimum de cotisation/période minimale d'affiliation; niveau d'invalidité (pour les pensions d'invalidité) ; - Formules des prestations ; - Organisation administrative.	SSA/AISS (Effort collaboratif entre l'Administration de la sécurité sociale des Etats-Unis et l'Association internationale de la sécurité sociale): Programmes de sécurité sociale dans le monde; description des régimes par l'AISS. Repose sur les données administratives (enquêtes sur les institutions de sécurité sociale) de quatre régions: l'Europe, l'Afrique, la région Asie-Pacifique et les Amériques. Chaque volume régional est mis à jour tous les deux ans et des enquêtes sont conduites de façon échelonnée (une région est mise à jour tous les six mois). Le taux de réponse pour 2011-2012 était de l'ordre de 88 à 100 pour cent.	Informations qualitatives.	n.d.	Plus de 170 pays (disponible en ligne par pays — Profils des pays de l'AISS — ou en format PDF sur SSA/AISS <i>Programmes de sécurité sociale dans le monde</i>).	AISS	Profils des pays de l'AISS: http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles PDF des volumes régionaux: http://www.ssa.gov/policy/docs/prodesc/ssptw/
Informations qualitatives	Inventaire des systèmes publics obligatoires assurant une sécurité de revenu pour les personnes âgées: i) nombre de piliers, ii) régimes de retraite fragmentés ou unifiés, iii) conditions d'affiliation, conception des prestations et mécanismes de financement des régimes.	Pratiques, règles, droit et réglementations nationaux, et sources internationales: SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde : (http://www.ssa.gov/policy/docs/prodesc/ssptw/) Législation nationale.	Variés.	Âges légaux de départ à la retraite et autres conditions d'affiliation (durée minimale de travail, etc.); taux de cotisation (employeurs, employés, retraités, gouvernement); règles DB (prestations définies) et DC (cotisations définies).	La description des conditions d'affiliation, la conception des prestations et les mécanismes de financement sont uniquement disponibles pour le régime principal	Banque mondiale	http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTPENSIONS/0,,contentMDK:23231994~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:396253,00.html

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
					(en général, seulement le régime national).		
Informations qualitatives	Contexte: démographie (taux de dépendance; proportion de la population au-delà de l'âge de la retraite, etc.).	Division de la population des Nations Unies. <i>World Population Prospects: The 2010 Revision</i> (New York). Egalement disponible à partir de la base de données des indicateurs du développement dans le monde.	Population totale.	Personnes de 65 ans et plus en pourcentage de la population totale ; Proportion des personnes ayant au moins l'âge légal de départ à la retraite.	Disponible pour la plupart des pays.	n.d.	http://documents.worldbank.org/curated/en/2012/06/16406441/international-patterns-pension-provision-ii-worldwide-overview-facts-figures
Informations qualitatives	Âge légal de départ à la retraite.	Source internationale: SSA/AISS: Programmes de sécurité sociale dans le monde (http://www.ssa.gov/policy/docs/progdesc/ssptw/) Législation nationale.	Informations qualitatives.	Âge, peut être différent pour les hommes et les femmes (et en fonction de l'activité et du secteur).	Disponible pour la plupart des pays.	n.d.	
Informations qualitatives	Sources de financement: taux de cotisation des employeurs, des employés et du gouvernement.	Législation nationale et SSA/AISS.	Pourcentage de la paie ou autre valeur de référence.	Taux de cotisation.	Disponible pour la plupart des pays.	n.d.	
1 Dépenses de retraites							
Dépenses publiques de retraites + autres prestations pour personnes âgées	Inclut : - Pensions contributives et non contributives ; - Prestations périodiques ou à versement unique ; - Prestations conditionnelles ou non conditionnelles ; - Pour les pensions, pas de distinctions entre les retraites, les pensions d'invalidité et les pensions aux survivants (pour la plupart des pays).	Données administratives des institutions de sécurité sociale versant des prestations de pensions et fonds de prévoyance.	PIB, Fait partie de l'indice de protection sociale.	Dépenses publiques de protection sociale pour les pensions.	2004-2005/2008-2010 Pays asiatiques.	BAD	Base de données de l'indice de protection sociale Disponible prochainement.
	Désagrégation - Assurance sociale/assistance sociale Lignes directrices <i>The Revised Social Protection Index: Methodology and Handbook</i> , ADB 2012 http://www.adb.org/sites/default/files/spi-handbook.pdf	Processus de collecte des données Séries de collecte des données par des projets (et financements) spécifiques ; Correspondant national (un par pays) ; Données provenant de chaque programme (données administratives) ou ministère responsable.					
Budget et dépenses de pensions sociales (pensions non contributives pour les personnes âgées et les invalides)	Budget total et dépenses totales (en monnaie nationale et en dollars) par programme et par année. <i>Informations qualitatives</i> : description, composantes du programme, références principales (et liens).	Données administratives des ministères ou agences sociaux responsables.	Chiffres absolus.	Budget total et dépenses totales (en monnaie nationale et en dollars) par programme et par année.	11 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, 1990-2012.	ECLAC	dds.cepal.org/bdps
	Désagrégation n.d. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données Recherche d'informations officielles sur les sites Internet des gouvernements et contact direct avec le personnel des ministères et agences responsables. Les données sont mises à jour de manière continue et sont validées par le ISASP (Réseau interaméricain de protection sociale).					

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Dépenses de prestations de retraite	<p>Inclut tous les types de prestations ciblant les personnes âgées (dépenses publiques et privées; tous régimes et toutes prestations).</p> <p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestations en nature/en espèces ; - Périodiques; à versement unique; en nature ; - Conditionnelles; non conditionnelles. <p>Lignes directrices</p> <p>Manuel SESPROS [Manuel SESPROS - Le Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (édition 2012) // http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/RessFileDownload.do?ressourceId=31988]</p>	<p>Données administratives des programmes de protection sociale versant des prestations aux personnes âgées.</p> <p>Processus de collecte des données</p> <p>Bien en place: contact régulier avec un correspondant national dans chaque pays de l'UE (membre du groupe de travail SESPROS).</p>	Valeurs absolues (monnaie nationale, en millions d'euros ou en SPA) ; SPA par tête ; PIB.	Dépenses de prestations de retraite: - en millions de la monnaie nationale ; - en millions d'euros ; - en millions de SPA ; - en SPA par habitant ; - en % du PIB.	1990-2010 Pays européens.	Eurostat	http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/setupModifyTableLayout.do
Coût total des pensions non contributives	<p>Coût annuel en monnaie locale.</p> <p>Inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pensions non contributives universelles (par catégorie) ou ciblées (pensions soumises à condition, pensions conditionnées par le niveau des ressources ou ciblage géographique); - Se rapporte aux prestations périodiques en espèces. <p>Désagrégation</p> <p>1) Universel (catégorie basée sur le critère de l'âge) ; 2) Ciblé: - pensions soumises à condition (ou sur la base d'autres prestations); - Soumises à condition des ressources; - ciblage géographique.</p> <p>Lignes directrices</p> <p>Certaines lignes directrices pour la collecte des données sont disponibles.</p>	<p>Sources des données administratives.</p> <p>Processus de collecte des données</p> <p>Collectées par le personnel de HelpAge Londres au moyen de recherches sur Internet et en collaboration avec des bureaux régionaux et nationaux et d'autres contacts et organisations externes (Banque mondiale, OIT, etc.).</p>	PIB	Coût annuel en part du PIB (à partir des données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI).	Dernière année disponible - précisé dans la base de données. Base de données mise à jour régulièrement, nouvelles versions publiées sur www.pension-watch.net , mais pas encore de séries chronologiques.	HelpAge	http://www.pension-watch.net/about-social-pensions/about-social-pensions/social-pensions-database/
Dépenses publiques de protection sociale de prestations pour personnes âgées	<p>Les dépenses annuelles publiques de sécurité sociale en prestations versées aux personnes âgées sont la somme des dépenses (montant des prestations et, de préférence, coûts administratifs) de tous les régimes existants de protection sociale/sécurité sociale publics fournissant des prestations de retraite en nature ou en espèces et des prestations aux survivants (sauf prestations aux survivants pour les orphelins).</p> <p>Inclut tous les types de prestations ciblant les personnes âgées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des régimes contributifs et non contributifs ; - prestations en espèces (périodiques ou à versement unique) ou en nature (conditionnelles ou non) ; 	<p>Données administratives des programmes de protection sociale versant des prestations aux personnes âgées.</p>	PIB, Dépenses totales du gouvernement, Dépenses publiques de protection sociale.	- Dépenses publiques de prestations de retraite en pourcentage du PIB ; - Dépenses publiques de prestations de retraite en pourcentage des dépenses publiques totales de protection sociale.	Données disponibles pour plus de 140 pays. Pas encore de séries chronologiques, mais disponible pour la dernière année disponible. Sera publié dans le prochain WSSR et disponible sous format Excel en ligne.	OIT	Données de la base de données de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale complétées et consolidées avec d'autres sources. Voir le processus de collecte des données.

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	<p>- Inclut également les prestations aux survivants (idéalement pour les personnes ayant l'âge légal de départ à la retraite... ou au moins excluant les prestations aux orphelins).</p> <p>Désagrégation Contributif/non contributif; prestations périodiques en espèces; sommes à versement unique et prestations en nature; prestations conditionnelles et non conditionnelles. Branches de la sécurité sociale: retraite, décès.</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et méthodologie compatible avec Eurostat SESPROS et OCDE SOCX.</p>	<p>Processus de collecte des données [Pas entièrement durable] - En ligne à partir des sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel); - Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions de la sécurité sociale identifiés; - Projet conjoint BAD/OIT/OCDE pour les pays asiatiques; - Eurostat SESPROS; - Base de données OCDE SOCX; - Base de données de la Banque mondiale sur les pensions.</p>					
Dépenses sociales: vieillesse	<p>Inclut tous les types de prestations ciblant les personnes âgées (dépenses publiques et privées; tous régimes et toutes prestations).</p> <p>Désagrégation - Public; privé obligatoire et privé volontaire; - Prestation en nature/en espèces; - Pensions de retraite; pensions de retraite anticipée; autres prestations en espèces; soins en institution spécialisée/aide à domicile; autres prestations en nature.</p> <p>Lignes directrices Manuel OCDE SOCX (Compatible avec le manuel SESPROS).</p>	<p>Données administratives des programmes de protection sociale versant des prestations aux personnes âgées.</p> <p>Processus de collecte des données Données d'Eurostat SESPROS pour les pays de l'UE et correspondants nationaux pour les pays de l'OCDE hors UE.</p>	Monnaie nationale (prix courants et constants); Par tête (en dollars PPA courants et constants); Produit national brut; Revenu national brut; Revenu national net; Total des dépenses générales du gouvernement.	Dépenses totales, publiques et privées (obligatoires et volontaires) de retraite en % du PIB/RNB/RNN/par tête en prix courants et constants (prestations en nature ou en espèces).	Pays de l'OCDE (jusqu'à 2009 ou 2011 suivant les pays).	OCDE	http://stats.OECD.org/#
Dépenses totales de pensions	<p>Dépenses totales des systèmes de pensions obligatoires en fonction des revenus et dépenses totales de pensions sociales non contributives (ciblées et universelles). Inclut les versements à versement unique et les coûts administratifs.</p> <p>Désagrégation Aucune désagrégation disponible sur Internet. Pour certains pays, données disponibles par fonction, programme et sexe.</p> <p>Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Données administratives de sources primaires et secondaires (principalement des statistiques et/ou analyses de politiques des départements actuariels d'institutions travaillant dans la sécurité sociale).</p>	PIB.	Dépenses totales de pensions en pourcentage du PIB.	Dernière année disponible (captures d'écran). Indicateur disponible pour 146 pays.	Banque mondiale	http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTPENSIONS/0,,contentMDK:23231994~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:396253,00.html

Session D Personnes âgées								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
2 Indicateurs de couverture								
2.1 Périmètre des dispositions légales								
Population juridiquement couverte pour les pensions de retraite	<p>Estimation du nombre de personnes couvertes par la loi pour les pensions de retraite (prestation périodique en espèces). Inclut:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Couverture statutaire/légale par des régimes contributifs et non contributifs ; - Couverture obligatoire et volontaire (identifié et principalement pour les indépendants) ; - Pensions de retraite non contributives, conditionnelles ou non. <p>Désagrégation - distinction entre les pensions contributives et non contributives. - Sexe ; - Sur base volontaire et obligatoire. Remarque: - Les groupes couverts par des paiements à versement unique sont identifiés et considérés comme un groupe à part.</p> <p>Lignes directrices Méthodologie dans le <i>World social security report</i> (premier chapitre).</p>	<p>Législation nationale pour l'identification des groupes couverts légalement.</p> <p>Instituts nationaux de statistiques pour la quantification des groupes (enquêtes nationales - Enquête sur la population active en particulier); recensements et inventaires nationaux (KILM, Laborsta)</p> <p>Processus de collecte des données - Utilise les informations légales existantes des sources internationales disponibles (SSA/AISS et Natlex), complétées si nécessaire par les législations nationales ; - Quantifie les groupes juridiquement couverts utilisant principalement les données OIT/KILM ou OIT Laborsta si possible ; - Instituts nationaux de statistiques (rapports statistiques) et microdonnées quand les groupes sont spécifiques et plus difficiles à quantifier ; - Mise à jour tous les 2 ou 3 ans pour la plupart des pays du monde [Processus centralisé].</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Population en âge de travailler (15-64 ans), tranche d'âge à discuter ; - Population économiquement active. <p>International: OIT/KILM ou instituts nationaux de statistiques (enquête ou recensement).</p>	Pourcentage de la population en âge de travailler couverte juridiquement par une pension de retraite (total et par sexe) avec une distinction entre les pensions contributives et non contributives/obligatoires et volontaires.	Disponible pour la plupart des pays. Dernière année disponible (2010/2011).	OIT	http://www.social-protection.org/gimi/gess/RessFileDownload.do?resourceId=29545	
2.2 Etendue de la couverture effective								
Bénéficiaires de pensions	<p>Inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - retraites contributives et non contributives ; - prestations périodiques ou à versement unique ; - prestations conditionnelles ou non conditionnelles ; - pas de distinction entre les pensions de retraite, d'invalidité et de survivants (pour la plupart des pays). <p>Désagrégation Estimation large des personnes défavorisées et non défavorisées.</p> <p>Lignes directrices n.d.</p>	Données administratives des institutions de sécurité sociale versant des prestations de pensions et fonds de prévoyance.	Population âgée de 60 ans et plus.	Bénéficiaires de pensions en pourcentage de la population âgée de 60 ans et plus.	2004-2005/2008-2010 Pays asiatiques.	BAD	s.o.	
Bénéficiaires de pensions sociales	Individus bénéficiant de programmes de pensions sociales (bénéficiaires).	Données administratives des ministères ou agences sociaux responsables.	Chiffres absolus.	Individus bénéficiant de programmes de pensions sociales (bénéficiaires).	Années: 1990-2012 Amérique latine (12 pays).	ECLAC	Pensions sociales http://dds.cepal.org/bdps/	

Session D Personnes âgées								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	Désagrégation Aucune. Lignes directrices Aucunes.	Processus de collecte des données Recherche d'informations officielles sur les sites des gouvernements et contact direct avec les ministères et agences responsables. Les données sont mises à jour de manière continue et sont validées par le ISASPN (Réseau interaméricain de protection sociale).						
Bénéficiaires de pensions	Inclut : - retraites contributives et non contributives ; - prestations périodiques ou forfaitaires ; - prestations conditionnelles ou non conditionnelles. Désagrégation - Sexe ; - Conditionnel et non conditionnel ; - Vieillesse (pension de retraite, retraite partielle, retraite anticipée), invalidité (invalidité totale, prestation de retraite anticipée en raison d'une capacité de travail réduite), pension aux survivants et prestation de retraite anticipée pour des raisons liées au marché du travail (sous-emploi). Lignes directrices Manuel SESPROS et lignes directrices convenues entre les pays membres de l'UE.	Données administratives.	Chiffres absolus.	Les données sur les bénéficiaires de pensions sont exprimées uniquement en unités.	Année: 2006-2010 Pays européens.	Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/social_protection/data/database#	
Nombre de bénéficiaires de pensions sociales (seulement retraite) [pension non contributive]	Nombre de bénéficiaires de pensions sociales (seulement retraite). Désagrégation disponible: n.d. Lignes directrices n.d.	Données administratives de régimes de retraite non contributifs. Processus de collecte des données Collectées par le personnel de HelpAge Londres au moyen de recherches sur Internet et en collaboration avec des bureaux régionaux et nationaux et d'autres contacts et organisations externes (Banque mondiale, OIT, etc.).	Population âgée de 60 ans et plus.	Proportion des personnes de 60 ans et plus recevant (actuellement) une pension non contributive. Recherche de dénominateurs alternatifs en cours (par exemple, couverture par opposition à âge d'éligibilité).	Dernière année disponible - précisé dans la base de données. Base de données mise à jour régulièrement, nouvelles versions publiées sur www.pension-watch.net , mais pas encore de séries chronologiques. Travail actuel avec la Banque mondiale pour mettre sur pied une publication qui servirait de produit de base pour des éditions ultérieures de séries chronologiques.	HelpAge	http://www.pension-watch.net/	

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
Contributeurs actifs à un régime de pensions de retraite	<p>Les contributeurs actifs sont des individus assurés ayant cotisé au moins une fois ou au nom de qui au moins une cotisation a été réalisée sur la période étudiée (c'est-à-dire période de 12 mois). Le Périmètre du numérateur de cet indicateur sont les régimes contributifs ou partiellement contributifs. L'indicateur se concentre sur les contributeurs actifs qui sont un sous-groupe de la population affiliée ou protégée.</p>	<p>Les données administratives des régimes de retraite donnent souvent les informations les plus complètes et à jour pour cet indicateur. Cependant, la disponibilité et la qualité de ces données varient en fonction des pays et en fonction des régimes au sein d'un pays.</p>	<p>La population de référence est la population économiquement active (15-64 ans).</p> <p>Indicateur alternatif : population en âge de travailler.</p>	<p>Part de la population économiquement active cotisant à un régime de retraite.</p> <p>Indicateur alternatif : part de la population en âge de travailler (15-64 ans) cotisant à un régime de retraite.</p>	<p>Disponible pour la plupart des pays. Dernière année disponible (2010/2011).</p> <p>* Sélectionné parmi les indicateurs du travail décent de l'OIT.</p>	OIT	s.o.
	<p>Désagrégation - Par sexe ; - Âge.</p> <p>Lignes directrices Manuel de l'Enquête du BIT sur la sécurité sociale et orientations en ligne.</p>	<p>Processus de collecte des données [entre-temps, processus durable institutionnalisé et ad hoc] - En ligne à partir des sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ; - Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions de la sécurité sociale identifiés ; - Processus centralisé de collecte des données. Mises à jour régulières/en cours.</p>	<p>Lignes directrices pour l'interprétation [ainsi que lignes directrices générales pour les sources, les formules, etc.] disponible dans <i>Decent Work Indicators - Concepts and definitions</i>, BIT Genève, juin 2012 // http://www.ilo.org/stat/Publications/WCMS_183859/lang--en/index.htm</p>				
Nombre de bénéficiaires de pensions de retraite au-dessus de l'âge légal de départ à la retraite	<p>Une pension de retraite est un versement régulier visant à: (i) maintenir le revenu du bénéficiaire après le départ à la retraite d'un emploi rémunérateur à l'âge standard/légal ou (ii) soutenir le revenu des personnes âgées (sauf les aides à durée limitée). Les prestations de retraite périodiques en espèces peuvent être conditionnelles ou non et être versées par des régimes contributifs ou non contributifs. Les bénéficiaires qui reçoivent des prestations supplémentaires en complément d'une autre prestation de retraite élémentaire (c'est-à-dire, de régimes du «deuxième pilier») sont exclus afin d'éviter de les comptabiliser deux fois. La limite d'âge peut être fixée à l'âge légal de départ à la retraite ou, lorsque la comparaison internationale est envisagée, à 65 ans et plus. Dans la mesure du possible, le numérateur inclut les prestations en cas de décès et d'invalidité une fois que le bénéficiaire atteint l'âge légal de départ à la retraite (ou l'âge de 65 ans).</p>	<p>Données administratives des régimes de pensions de retraite En l'absence de registres administratifs fiables, les données des enquêtes ménages (enquêtes sur le budget des ménages et la population active) pourraient être utilisées, du moment que les personnes percevant des pensions de retraite peuvent être identifiées.</p>	<p>Le dénominateur correspond à la taille totale de la population définie comme étant au-dessus de l'âge légal de départ à la retraite ou âgée de 65 ans et plus. La même tranche d'âge doit être utilisée pour le numérateur.</p>	<p>Part de la population au-dessus de l'âge légal de départ à la retraite bénéficiant de pensions de retraite</p>	<p>Données disponibles pour plus de 160 pays (organisées par région). Années: disponibilité variable de 2000 à 2011.</p>	OIT	s.o.

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	<p>Désagrégation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par sexe ; - Contributif/non contributif ou de pensions de retraite <p>Lignes directrices n.d.</p>	<p>Processus de collecte des données</p> <ul style="list-style-type: none"> - En ligne à partir des sites Internet des institutions de sécurité sociale (rapports annuels et statistiques), instituts nationaux de statistiques (annuaire annuel) ; - Un consultant national coordonne la collecte de données des programmes et institutions de la sécurité sociale identifiés ; - Projet conjoint BAD/OIT/OCDE pour les pays asiatiques ; - Bénéficiaires des pensions de retraite Eurostat ; - Processus centralisé de collecte des données. Mises à jour régulières/en cours. 		<p>Lignes directrices d'interprétation [et lignes directrices générales pour les sources, les formules, etc.] disponible dans <i>Decent Work Indicators - Concepts and definitions</i>, BIT Genève, juin 2012 // http://www.ilo.org/stat/Publications/WCMS_183859/lang--en/index.htm</p>			
Bénéficiaires de pensions	Inclut seulement les bénéficiaires de pensions publiques élémentaires basées sur l'assurance ou des pensions minimales, sont laissés de côté les compléments d'assurance et autres suppléments de retraite.	Données administratives et enquêtes nationales sur les ménages (Royaume-Uni (BHPS), Allemagne (GSOEP), Grèce (national SILC), Italie (national SILC), Chili (CASEN), Australie (HILDE), Canada (SLID), Etats-Unis (CPS), Corée du Sud (KLIPS), Suisse (SHP) et France (ERFS). De plus, des informations agrégées sont aussi tirées de EU-SILC au niveau des branches, à des fins de comparaison).	- Population totale ; - Population âgée de 65 ans et plus.	- Le taux de participation est le nombre total de destinataires/population totale. - Le taux de participation potentielle est le nombre de bénéficiaires/population de 65 ans et plus.	2007-2010 (à confirmer).	OCDE	http://www.oecd.org/els/soc/recipients.htm
Nombre de contributeurs actifs	<p>Couverture active des systèmes de pensions obligatoires et liés aux revenus. Inclut les régimes contributifs. Inclut seulement les membres actifs pour les prestations périodiques en espèces (pas à versement unique) de retraite, en cas de décès et d'invalidité.</p> <hr/> <p>Désagrégation Aucune désagrégation disponible sur Internet. Pour certains pays, données disponibles par fonction/programme et sexe.</p> <p>Lignes directrices Définition, composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	Données administratives (institutions de la sécurité sociale, fonds de pension) pour la plupart des pays, et enquêtes nationales sur les ménages	Population en âge de travailler, population active.	Nombre total de contributeurs en pourcentage (i) de la population active ; (ii) de la population en âge de travailler.	Dernière année, en fonction des pays (2010 est la plus récente) ; Indicateur disponible pour 163 pays.	Banque mondiale	http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTPENSIONS/0,,contentMDK:23231994~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:396253,00.html
Nombre de bénéficiaires (destinataires)	Couverture des systèmes de pensions obligatoires liés aux revenus et de pensions sociales non contributives (ciblées et universelles). Le nombre total de bénéficiaires inclut les bénéficiaires de prestations périodiques en espèces seulement (pension) et NON les bénéficiaires de sommes à versement unique.	Données administratives de sources primaires et secondaires (principalement des statistiques et/ou analyses de politiques des départements actuariels d'institutions travaillant dans la sécurité sociale).	Population de plus de 65 ans, population de plus de 60 ans, population totale.	Bénéficiaires âgés en pourcentage de la population de plus de 65 (ou 60) ans ; Bénéficiaires âgés en pourcentage de la population totale.	Dernière année disponible (capture d'écran). Indicateur disponible pour 152 pays.	Banque mondiale	http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTPENSIONS/0,,contentMDK:23231994~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:396253,00.html

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	<p>Désagrégation Par sexe et par fonction/régime disponible pour certains pays, mais pas encore centralisé ni disponible sur Internet.</p> <p>Lignes directrices n.d.</p>	<p>Processus de collecte des données Processus ad hoc reposant sur les engagements de la Banque mondiale et des pays.</p>					
Nombre de bénéficiaires (destinataires)	<p>Couverture des systèmes de pensions obligatoires liés aux revenus et de pensions sociales non contributives (ciblées et universelles).</p> <p>Désagrégation Par sexe, par tranche d'âge, par fonction/régime.</p> <p>Lignes directrices n.d.</p>	<p>Enquêtes représentatives sur les ménages au niveau national.</p> <p>Processus de collecte des données n.d.</p>	<p>Population de plus de 65 ans, population de plus de 60 ans, population défavorisée (les personnes défavorisées sont définies sur la base des 20% et 40% de la distribution de services sociaux). Population total.</p>	<p>Bénéficiaires âgés en pourcentage de la population de plus de 65 (ou 60) ans; bénéficiaires âgés en pourcentage des personnes défavorisées.</p>	<p>Dernière enquête disponible pour 64 pays.</p>	<p>Banque mondiale</p>	<p>Pas encore disponible, sera publié sur le portail d'ASPIRE.</p>
Participants au programme	<p>Population percevant des prestations d'assurance sociale et de pension sociale par quintile de distribution de services sociaux après transfert et par programme, incluant: pensions de retraite, d'invalidité, en cas de décès, pensions sociales, autres pensions.</p> <p>Désagrégation Par quintile de distribution de services sociaux après transferts et par catégorie de programme.</p> <p>Lignes directrices Définition, composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Ensemble de microdonnées. Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]</p> <p>Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>	<p>Population totale.</p>	<p>Couverture des programmes d'assurance sociale et de pensions sociales.</p>	<p>Pensions de retraite contributives: 48 pays en fonction des informations disponibles dans les ensembles de microdonnées ; Pensions sociales: 16 pays. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).</p>	<p>Banque mondiale</p>	<p>ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)</p>
3 Prestations en nature [Soins de longue durée]							
Soins de longue durée	<p>Dépenses publiques et privées en soins de longue durée, dans les pays de l'OCDE, 2008 et 2050.</p>	<p>Données administratives.</p>	<p>Indicateurs clés exprimés en pourcentage du PIB.</p>	<p>Dépenses publiques et privées en soins de longue durée, dans les pays de l'OCDE, 2008 et 2050.</p>	<p>Publication 2011 et notes des pays et résumés.</p>	<p>OCDE</p>	<p>http://www.oecd.org/Santé/longtermcare/helpwanted</p>
4 Niveau des prestations							
Niveau des prestations légales	<p>Formules de calcul des prestations pour les prestations de retraite et d'invalidité. Inclut: pension de retraite; pension de retraite anticipée; retraite partielle; pension réduite; pension d'invalidité (partielle et totale); prestations à versement unique; soins de longue durée (pas systématiquement). Couvre également: pensions minimales (formule de calcul et valeurs absolues); assistance constante ou suppléments de soins; périodicité des versements des prestations; ajustement des prestations; limites de revenus pour le calcul des bénéficiaires et des cotisations.</p>	<p>SSA/AISS (Effort collaboratif entre l'Administration de la sécurité sociale des Etats-Unis et l'Association internationale de la sécurité sociale): Programmes de sécurité sociale dans le monde; description des régimes par l'AISS. Repose sur les données administratives (enquêtes sur les institutions de sécurité sociale) de quatre régions: Europe, Afrique, Asie-Pacifique et Amériques.</p>	<p>En fonction du calcul des formules, Revenus précédents. Autre valeur de référence (par exemple: salaire minimum) Valeur absolue.</p>	<p>Voir le calcul des formules.</p>	<p>Plus de 170 pays.</p>	<p>AISS</p>	<p>Profils des pays de l'AISS: http://www.issa.int/Observatory/Country-Profiles PDF des volumes régionaux: http://www.ssa.gov/policy/docs/prodesc/ssptw/</p>

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	Désagrégation Informations juridiques. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données Chaque volume régional est mis à jour tous les deux ans, avec enquêtes conduites de façon échelonnée (une région est mise à jour tous les six mois). Le taux de réponse pour 2011-2012 était de l'ordre de 88 à 100%.					
Valeur des transferts de pensions sociales par tête	Valeur des transferts selon les règles de fonctionnement des programmes. Désagrégation Aucune. Lignes directrices Aucunes.	Processus de collecte des données Recherche d'informations officielles sur les sites Internet des gouvernements et contact direct avec le personnel des ministères et agences responsables. Les données sont mises à jour de manière continue et sont validées par le ISASPN (Réseau interaméricain de protection sociale).	Valeurs en dollars et dans la monnaie nationale.	Valeur des transferts selon les règles de fonctionnement des programmes.	Années: 1990-2012 - Amérique latine (12 pays).	ECLAC	Pensions sociales http://dds.cepal.org/bdps/
Revenu provenant des pensions pour les personnes de 65 à 74 ans	n.d. Désagrégation disponible n.d. Lignes directrices n.d.	Données d'enquêtes ménages (EU-SILC).	Revenu du travail des personnes de 50 à 59 ans.	Proportion totale de remplacement : proportion de revenu provenant des pensions pour les personnes de 65 à 74 ans et revenu provenant de l'emploi des personnes de 50 à 59 ans.	Années: 2003-2011 Pays européens.	Eurostat	http://www.social-protection.org/gimi/gess/ShowProjectWiki.do?wid=926
Revenu provenant des pensions	Inclut : - Pension de retraite, pension de retraite anticipée, pension de retraite partielle ; - Indemnités périodiques pour les soins ; - Prestations à versement unique ; - Hébergement ; - Assistance pour les tâches quotidiennes. Inclut les prestations conditionnelles et non conditionnelles. Désagrégation n.d. Lignes directrices n.d.	Données administratives des régimes de retraite.	Valeurs absolues (voir indicateurs), PIB.	Euros par habitant (à prix constants pour 2000), Standard de pouvoir d'achat par habitant, Millions d'euros, En millions de la monnaie nationale (y compris le taux de change fixe de l'euro pour les pays de la zone euro), Millions de SPA (Standard de pouvoir d'achat), Pourcentage du PIB.	Années: 1990-2010 Pays européens.	Eurostat	http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/setupModifyTableLayout.do
Taux de remplacement théorique	Pour évaluer la viabilité à long terme des pensions - <i>Les taux de remplacement</i> sont des études de cas reposant sur des calculs montrant le niveau du revenu de la retraite un an après le départ à la retraite en pourcentage des gains individuels au moment de la souscription des prestations. - <i>Les taux de remplacement théoriques</i> sont calculés pour un travailleur hypothétique présumé, ayant des gains et un profil de carrière donné et une affiliation correspondante aux régimes de retraite. Les taux de remplacement dépendent également d'hypothèses spécifiques sur les paramètres	Modèle.	n.d.	n.d.	Pays européens.	Eurostat	Mise à jour des taux de remplacement théoriques des pensions actuelles et projetées 2006-2046 : [http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=752&newsId=551&furtherNews=yes]

Session D Personnes âgées								
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens	
	économiques et démographiques clés qui sont pertinents pour le calcul des gains futurs et des droits aux prestations. Les calculs se font en fonction d'un ensemble de cas et hypothèses fondés sur les réformes législatives en cours.							
	Désagrégation disponible n.d.	Processus de collecte des données Modèle.						
	Lignes directrices n.d.							
Niveau des prestations mensuelles en monnaie locale	Niveau des prestations mensuelles en monnaie locale. Quand les prestations varient (par exemple, en fonction de l'âge ou en raison d'un mariage) cela est noté dans la base de données. Celle-ci spécifie également quelle prestation est choisie pour les indicateurs (par exemple, la prestation la plus élevée ou la plus faible). - Fonction: retraite ; - Type de régime: non contributif/pensions sociales de retraite ; - universel (catégorie fondée sur l'âge) ou ciblé (soumis à condition, conditionné par le niveau des ressources, ciblage géographique). Désagrégation disponible n.d. Lignes directrices n.d.	Données administratives de régimes non contributifs.	Dépend de l'indicateur (voir <i>indicateurs</i>).	Niveau des prestations relatif au niveau de revenu (PIB par tête), dollars PPA/seuil de pauvreté de 1,24 dollar PPA, dollar américain.	Dernière année disponible - précisé dans la base de données. Base de données mise à jour régulièrement, nouvelles versions publiées sur www.pension-watch.net , mais pas encore de séries chronologiques. Travail actuel avec la Banque mondiale pour mettre sur pied une publication qui servirait de produit de base pour des éditions ultérieures de séries chronologiques.	HelpAge	http://www.pension-watch.net/	
Pensions de retraite moyennes	Couvre: - pensions de retraite de régimes contributifs et non contributifs (séparément) ; - prestations de retraites périodiques en espèces seulement. Désagrégation disponible - Contributif ou non ; - Par sexe pour quelques pays. Lignes directrices Pas encore.	Données administratives et données des enquêtes ménages. Idéalement, données des enquêtes ménages.	Salaire moyen, Salaire minimum.	Pensions de retraite moyennes en proportion du salaire moyen. Indicateurs alternatifs: pourcentage du salaire minimum//PIB par tête.	Dernière année disponible 60 pays.	OIT	http://www.social-protection.org/gimi/gess/ShowProjectWiki.do?wid=926	
Taux de remplacement des pensions	Le taux de remplacement brut est défini comme le droit à une pension brut divisée par les gains bruts avant retraite. Cela mesure l'efficacité du système de pensions à verser des revenus durant de la retraite afin de remplacer les gains, la principale source de revenus avant la retraite. Le taux de remplacement net est défini comme le droit individuel à une pension net divisée par les gains nets avant retraite, en prenant en	Modèle.	Voir indicateurs.	Indicateurs des modèles de pensions - Taux brut de remplacement des pensions ; - Taux brut de remplacement des pensions: régimes publics et privés ; - Taux net de remplacement des pensions ; - Taux net de remplacement des pensions: régimes publics et privés ; - Risque d'investissement et pensions privées ;	Tous les pays de l'OCDE 2006-2008 (de la base de données OCDE à confirmer).	OCDE	http://www.oecd.org/els/public-pensions/OCDEpensionsindicators.htm http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=ELSPENSIONS	

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	<p>compte les impôts sur les revenus personnels et les cotisations de sécurité sociale versés par les travailleurs et les retraités.</p> <p>Le patrimoine retraite brut correspond à la valeur de la somme forfaitaire totale qu'il serait nécessaire pour acquérir un flux de revenus de retraites équivalent à celui prévu par le système obligatoire de retraite dans chaque pays. Il est mesuré et exprimé en multiple des revenus individuels annuels bruts.</p> <p>Désagrégation disponible n.d.</p> <p>Lignes directrices n.d.</p>	<p>Processus de collecte de données s.o.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Patrimoine retraite brut ; - Patrimoine retraite net ; - Progressivité de la formule de prestation de retraite ; - Lien entre les pensions et les gains ; - Moyennes pondérées: niveau et patrimoine retraite ; - Rémunération globale de retraite. 			
Taux de remplacement des revenus (théorique)	Taux de remplacement théorique calculé selon le modèle APEX. Identique à l'indicateur de l'OCDE.	Modèle.	n.d.	Identique à l'indicateur de l'OCDE.	n.d.	Banque mondiale	n.d.
Transfert moyen par tête	Transfert moyen par tête parmi les bénéficiaires de l'assurance sociale et des pensions sociales (par jour en dollar PPA) pour la population et par quintile de distribution de services sociaux après transferts.	Ensemble de microdonnées Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	Bénéficiaires.	Transferts moyens par tête par catégorie de programme et par quintile de distribution de services sociaux.	Pensions de retraite contributives: 48 pays. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays). Pensions sociales: 16 pays.	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)
	<p>Désagrégation Par quintile de distribution de services sociaux après transferts et par programme, comprenant : pension de retraite, d'invalidité, en cas de décès, pensions sociales, autres pensions. De plus, la désagrégation par âge, sexe et recette de pensions est disponible pour 64 pays, mais pas encore publié sur le portail d'ASPIRE.</p> <p>Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>					
5 Effets/impacts et efficacité							
Réduction du taux de pauvreté	Réduction du taux de pauvreté entre avant et après le transfert grâce aux prestations et pensions de retraite.	Enquêtes nationales sur les ménages.	n.d.	Taux de pauvreté avant et après transferts.	17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes Année: vers 2008.	ECLAC	Publié dans <i>Social Panorama of Latin America</i> 2009 (section II.C): http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/37840/PSI2009-full-text.pdf
	<p>Désagrégation disponible n.d.</p> <p>Lignes directrices n.d.</p>	<p>Processus de collecte des données Inventaire des enquêtes nationales sur les ménages.</p>					
- Risque de pauvreté après transferts - Taux du risque de	Utilise la médiane du seuil de pauvreté relatif (40%-60%) ou le revenu disponible équivalent après transferts sociaux.	SILC (données d'enquêtes ménages).	Nombre de personnes âgées, Population totale.	- Risque de pauvreté après transferts ; - Taux du risque de pauvreté avant	Années: 1995-2011 Pays européens.	Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/data/datab

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
pauvreté avant transferts sociaux (transferts sociaux comprenant ou excluant les pensions) par seuil de pauvreté, âge et sexe (source: SILC) (ilc_li09)	Désagrégation - Par sexe. Lignes directrices n.d.	Processus de collecte des données n.d.		transferts sociaux (transferts sociaux comprenant ou excluant les pensions) par seuil de pauvreté, âge et sexe (source: SILC) (ilc_li09).			ase#
Risque de pauvreté avant versement de pensions non contributives (existantes)	Simule l'absence de pension de retraite (si les bénéficiaires et les montants perçus sont clairement identifiés dans les enquêtes nationales sur les ménages) et calcule la réduction des taux de pauvreté (en points de pourcentage) grâce au versement de pension de retraite. Désagrégation - Par sexe ; - Âge. Lignes directrices n.d.	Données d'enquêtes ménages. Processus de collecte des données n.d.	Nombre de personnes défavorisées avant et après le versement de pension de retraite (parmi les personnes âgées et pour les autres tranches d'âges afin d'évaluer l'effet de redistribution).	Taux de pauvreté, écart de pauvreté et écart de pauvreté au carré avant transfert.	Pays sélectionnés seulement (Népal, Arménie, Mongolie).	OIT	Projets spécifiques et rapports sur les pays.
Réduction du taux de pauvreté (%) Réduction de l'écart de pauvreté (%) Réduction des inégalités du coefficient Gini (%) mesuré par la distribution pré-transfert	Changement simulé (%) du taux de pauvreté/de l'écart de pauvreté/des inégalités suite à l'arrêt d'un programme d'assurance sociale. Désagrégation Pension de retraite, d'invalidité, en cas de décès, pensions sociales, autres pensions. Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.	Données d'enquêtes ménages. Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c] Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages)	Réduction du taux de pauvreté (%), Réduction de l'écart de pauvreté (%), Réduction des inégalités du coefficient Gini (%) mesuré par la distribution post-transfert .	Réduction du taux de pauvreté (%), Réduction de l'écart de pauvreté (%), Réduction des inégalités du coefficient Gini (%).	48 pays Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)
Réduction de l'écart de pauvreté grâce au transfert (écart de pauvreté simulé avant transfert - écart de pauvreté actuel)	Réduction de l'écart de pauvreté obtenue pour chaque dollar dépensé en programmes d'assurance sociale.	Données d'enquêtes ménages. Liste des enquêtes disponible sur ASPIRE [http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:23170295~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282761,00.html#1c]	Montant total dépensé dans le programme.	Rapport coûts-bénéfices.	48 pays pour les pensions de retraite contributives ; 16 pays pour les pensions sociales. Années: une ou plusieurs entre 2005 et 2010 (en fonction de la disponibilité des enquêtes dans les pays).	Banque mondiale	ASPIRE (http://data.worldbank.org/data-catalog/atlas_social_protection)

Session D Personnes âgées							
Numérateur des données	Définition/classification appliquée	Sources: y compris le processus de collecte des données, la régularité, l'évaluation de la qualité (limitations, améliorations possibles)	Dénominateur des données	Indicateurs	Disponibilité des données	Organisation responsable	Liens
	<p>Désagrégation Pension de retraite, d'invalidité, en cas de décès, pensions sociales, autres pensions.</p> <p>Lignes directrices Définition et composition des indicateurs disponibles en ligne.</p>	<p>Processus de collecte des données Inventaire d'ensembles de microdonnées (LSMS + ensembles de données sur les enquêtes nationales sur les ménages).</p>					
6 Sécurité élémentaire de revenu							
Nombre de personnes âgées défavorisées (65 ans et plus)	Nombre de personnes âgées de 65 ans et plus vivant dans un ménage où les dépenses de consommation par tête (ou par équivalent d'un adulte) sont sous le seuil de pauvreté.	Enquêtes nationales sur les ménages.	Population âgée de 65 ans et plus.	Taux de pauvreté chez les personnes de 65 ans et plus.	n.d.	n.d.	s.o.
Personnes âgées (plus de 65 ans) vivant dans des ménages en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté	Pourcentage de la population de 65 ans et plus vivant dans des ménages dont le revenu par tête est inférieur au seuil de pauvreté/d'extrême pauvreté.	Enquêtes nationales sur les ménages.	Varié, en fonction des indicateurs.	- Incidence de la pauvreté/extrême pauvreté chez les personnes âgées de 65 ans et plus ; - Coefficient de l'écart de pauvreté/extrême pauvreté chez les personnes de 65 ans et plus; FGT2 (pauvreté et extrême pauvreté) chez les personnes de 65 ans et plus.	Années: 1989-2009 pour 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.	ECLAC	Suivi de la base de données sur les objectifs du Millénaire pour le développement: http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegrada.asp?idAplicacion=14
Ecart global de pauvreté par tête	L'écart global de pauvreté montre le coût de l'élimination de la pauvreté au moyen de transferts très ciblés vers les personnes défavorisées. Cet indicateur prend en compte le sous-groupe de personnes âgées de 65 ans et plus et le coût de l'élimination de la pauvreté par tête au sein de cette tranche d'âge.	Enquêtes nationales sur les ménages.	Population âgée de 65 ans et plus.	Ecart global de pauvreté par tête (Ecart de pauvreté global/population de 65 ans et plus).	n.d.	n.d.	s.o.

s.o. sans objet

n.d. non disponible

6. Session E: Identification des défis – problèmes, lacunes et recoupements

La cartographie des données et indicateurs de protection sociale existants au niveau international a permis d'identifier des enjeux, des lacunes et des recoupements. Ceux-ci sont présentés ici dans l'ordre dans lequel ils ont été mentionnés au cours de la discussion, et non nécessairement par ordre de priorité.

Huit principaux enjeux ont été identifiés³:

1. Définir et catégoriser les données de protection sociale afin d'améliorer la comparabilité entre les organisations internationales

A ce jour, il existe certains critères établis de classification des régimes et prestations (par exemple, statutaire/non statutaire, en nature/en espèces, etc.) partagés par certaines organisations (Eurostat, l'OCDE et l'OIT par exemple), mais pas par toutes les organisations collectant et publiant des données sur la protection sociale. Les différences de classification (parfois motivées par la sensation, parmi certaines organisations, que les critères de classification existants ne correspondent pas à leurs objectifs spécifiques ou que certaines «zones d'ombre» subsistent) et de définitions ne permettent pas une utilisation optimale des données collectées en termes de comparabilité et de compatibilité entre les bases de données. Le fait que les organisations ne sont souvent pas à même d'utiliser les données des autres organisations en est une conséquence directe (notamment, elles sont incapables d'établir les passerelles nécessaires d'une classification à l'autre). Une autre conséquence importante est le fait que le périmètre des indicateurs utilisés par chaque organisation n'est pas clairement identifiable pour toutes les organisations et tous les utilisateurs.

2. Déterminer un ensemble minimum de données sur la protection sociale

Fortement liée au point précédent, la définition d'un ensemble minimum de données à collecter devrait assurer la comparabilité et permettre l'utilisation des données par différentes organisations. Cela permettra également l'établissement de passerelles entre les différentes classifications. Certaines catégories communes de données ont été soulignées au cours de la présente cartographie des données existantes sur la protection sociale: dépenses, financement (voir l'enjeu 8 ci-dessous), (étendue de la) couverture (bénéficiaires, cotisants actifs et personnes affiliées), niveau des prestations et impacts (voir Encadré 3). Le périmètre et le niveau de désagrégation des données collectées varient fortement d'une organisation à l'autre. Ainsi, les lacunes de comparabilité et de compatibilité mentionnées ci-dessus ont pour conséquences un nombre important de bases de données, parfois incomplets en termes de régularité de la collecte, de la couverture géographique, etc. La définition d'un ensemble minimum de données devrait être faite de façon à permettre à chaque organisation de calculer ses indicateurs respectifs selon son mandat et ses besoins. C'est une première étape vers la coordination et l'harmonisation entre les organisations pour les statistiques en protection sociale. De plus, cela facilitera une collaboration plus étroite au niveau national et contribuera à une «division du travail» entre les institutions en fonction de leurs points forts respectifs. Cela délimiterait également le champ pour un standard possible dans le domaine des statistiques en protection sociale qui serait appliqué par les organisations et dans les pays. Certains

³ La plupart de ces enjeux se retrouvent dans les «enjeux sous-jacents» détaillés dans l'Encadré 3.

principes seraient définis progressivement à mesure que l'ensemble minimum de données s'élargit.

3. Collecter les données sur la protection sociale par le biais des enquêtes ménages

Les données des enquêtes ménages sont la seule source de données permettant l'évaluation des lacunes de couverture et l'analyse des besoins de protection sociale des personnes actuellement non-couvertes. De même, c'est la seule source de données permettant d'estimer l'impact des prestations de protection sociale existantes (ou simulées) sur la pauvreté des ménages ou la réduction des inégalités. Pourtant, à l'heure actuelle, beaucoup d'enquêtes ménages incluent trop peu de questions sur la protection sociale, voire aucune. En tant que prérequis, l'inclusion des questions génériques portant sur les principaux programmes et régimes existants au questionnaire de l'enquête ménage nationale est de toute première importance. Plusieurs initiatives d'organisations internationales ou régionales ont élaboré des questions génériques sur la protection sociale pour que celles-ci soient incluses dans les enquêtes ménages nationales régulières et dans les enquêtes indépendantes. En parallèle, certains pays ont également inclus (d'une façon plus ou moins irrégulière) des questions sur la protection sociale dans leurs enquêtes nationales sur les ménages, malheureusement parfois sans diffuser ou analyser les résultats. Cependant, il n'existe pas de méthode standardisée, d'ensemble générique de questions ou de définition des populations de référence (à interroger). Outre la disponibilité limitée des données de protection sociale dans les enquêtes ménages, les pratiques actuelles réduisent leur comparabilité⁴.

4. Mesurer la couverture

Il est convenu que la couverture devrait être mesurée à la fois à l'aide de données des registres administratifs et des enquêtes ménages. Contrairement aux données sur les dépenses qui peuvent être ajoutées et se rapportent toujours à des résultats agrégés pertinents, les indicateurs de couverture peuvent facilement perdre de leur pertinence en l'absence d'une définition claire de quelles prestations sont incluses ou non (branches de sécurité sociale, périodiques ou non, en nature ou en espèces, etc.). La couverture se rapporte aux personnes protégées pour un risque ou une éventualité donnés, ou alors aux personnes bénéficiant de prestations de protection sociale spécifiques. Toutes les prestations de protection sociale ne contribuent pas de la même façon à la sécurité du revenu. L'objectif de tout indicateur de couverture devrait être défini précisément. Il définira le périmètre (quels régimes, quels types de prestations inclure) et le niveau de désagrégation nécessaire concernant les données à collecter. En ce qui concerne la couverture, il est capital de convenir de la catégorisation et de la qualification des régimes et des prestations⁵. Il n'existe cependant encore aucune méthode standardisée de collecte des données sur la couverture, ni un ensemble de principes élémentaires quant à la façon de mesurer la couverture. Cela résulte en une variété de calculs de taux de couverture incomparables d'une organisation à l'autre.

⁴ Pour plus d'informations et de discussions sur ce sujet, voir la Conférence internationale des statisticiens du travail et le Groupe Canberra, disponibles en ligne respectivement sur: <http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/meetings-and-events/international-conference-of-labour-statisticians/lang--fr/index.htm> et <http://unstats.un.org/unsd/methods/citygroup/canberra.htm> (en anglais).

⁵ Pour plus d'informations, voir l'Annexe I (en anglais).

5. Collecter et partager les informations qualitatives et contextuelles

Les informations qualitatives incluent un inventaire des programmes et prestations existants au niveau national, ce qui constitue un point de départ important. Une fois encore, cela repose sur différentes pratiques en termes de définition, de qualification et de catégorisation des programmes et des prestations. Cet inventaire devrait fournir une structure à la collecte des données (en nature et en niveau de détails). Des informations qualitatives supplémentaires (se rapportant à la conception des programmes, au cadre juridique, aux conditions d'affiliation, à la gouvernance et à la structure administrative, entre autres) sont nécessaires non seulement à la définition des indicateurs, mais également à l'identification des domaines à améliorer. Certaines organisations (en particulier Eurostat, BIT, OCDE et l'AISS) développent et mettent en oeuvre une collecte systématique des données qualitatives et dans un soutien mutuel. Cependant, les méthodes doivent encore être améliorées et les données doivent être partagées par les autres acteurs. Actuellement, entre les différentes organisations internationales, aucun ensemble minimum de données qualitatives et d'informations contextuelles (y compris sur des aspects plus larges tels que la structure démographique du marché du travail qui aideraient à l'interprétation des résultats et des indicateurs) n'est convenu pour être collecté et publié avec les informations quantitatives de façon systématique.

Quelques uns de ces cinq premiers enjeux sont résumés dans l'encadré ci-dessous. Celui-ci vise à faire le lien entre les objectifs à atteindre et les questions qui doivent trouver réponse dans le domaine de la protection sociale, d'une part, et les obstacles qui doivent être surmontés en procédant de la sorte d'autre part.

Encadré 3

Données et indicateurs de protection sociale : de la formulation des objectifs à la mise en évidence des enjeux principaux sous-jacents

Objectifs

1 Vue d'ensemble des systèmes nationaux de protection sociale:

Cartographie des systèmes nationaux de protection sociale: définition des régimes/programmes et/ou prestations et quantification des dimensions clés de la protection sociale.

Données collectées?

Données sur les dépenses, le financement, la couverture, les niveaux des prestations?

Dépenses et financement des systèmes de protection sociale :

- Combien sont dépensés (combien pour les prestations, combien pour l'administration)?
- Qui paie (sources de financement)?

Source: principalement des données administratives.

Couverture (personnes protégées et bénéficiaires)

Combien de bénéficiaires sont concernés par les prestations actuelles de protection sociale?

Combien de personnes défavorisées/non défavorisées?

Niveau des prestations: caractère approprié.

Sources: données des enquêtes pour combler certaines des limitations des données administratives.

2 Les populations non couvertes ayant besoin d'une protection sociale:

- Qui n'est actuellement pas couvert, mais a besoin d'une couverture?
- Quels sont les besoins de ces personnes?
- A quels risques sont-elles exposées?
- Quelle est leur situation d'emploi?
- Dans quelle mesure peuvent-elles cotiser?
- Quelles sont les options d'extension de la couverture?

Sources: les données d'enquêtes ménages sont la seule source possible pour évaluer l'absence de couverture et les besoins des personnes non couvertes.

3 Mesure de l'impact général de la protection sociale

- Quels sont les impacts (potentiels/réels) de ces prestations?
- Quels sont les effets des transferts sociaux sur les conditions de vie?

- Efficacité: le programme atteint-il ses objectifs?
- Efficience: atteint-il ses objectifs de façon optimale?

Certains des enjeux sous-jacents

- Comment définir/catégoriser les régimes et prestations?
- Pratiques actuelles?
- Passerelles possibles entre les classifications existantes?
- Vers une standardisation?
- Informations qualitatives et quantitatives: inventaire des principaux régimes et prestations pour structurer et saisir les données quantitatives? Quoi d'autre?
- Qu'est-ce qui pourrait constituer un ensemble minimum de données pour cartographier la protection sociale existante et assurer le suivi de son extension?
- Classification standardisée des dépenses? Sources de financement (SESPROS, FMI)? comptes nationaux?

- Sources: sources «recommandées» ou pertinentes en fonction des catégories de données et des avantages et limitations respectives des données administratives, enquêtes?
- Comment mesurer la couverture?
- Comment interpréter les mesures générales de couverture?
- Différentes pratiques: couverture par fonction, juridique par opposition à effective, personnes protégées et bénéficiaires actuels; ou évaluation globale de la couverture.
- Population de référence?
- Type de prestations incluses/exclues
- Comment améliorer la disponibilité des données des enquêtes? (voir ci-dessous).

- Comment améliorer la disponibilité des données des enquêtes?
- Importance de la présence de questions appropriées sur les principaux programmes et prestations existants dans le questionnaire.
- Inclusion de questions sur les personnes couvertes ainsi que sur les bénéficiaires.
- Evaluation/limites des enquêtes existantes à garder à l'esprit lors de l'interprétation des résultats.
- Manières d'améliorer la «présence» de la protection sociale dans les enquêtes nationales (module de questions en PS).
- Standardisation de la collecte des données sur la protection sociale au moyen d'enquêtes ménages.

- Quel type d'indicateurs des impacts/effets des prestations de protection sociale peut être sélectionné/promu en ayant pour objectif la sécurité élémentaire de revenu?
- Qu'en est-il des indicateurs de résultats?

6. Subventions et avantages fiscaux

Plusieurs arguments sont posés en faveur de l'inclusion de subventions de différentes natures ainsi que des avantages fiscaux dans les données et indicateurs sur la protection sociale. Il n'y a encore aucun consensus sur la façon de déterminer leur niveau d'inclusion et de les intégrer.

7. Seuils de pauvreté

Il existe plusieurs seuils de pauvreté (seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté définis au niveau international, seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté définis au niveau national) et il n'a été convenu d'aucune méthode unique au sein des agences pour déterminer lequel utiliser pour élaborer les indicateurs de protection sociale ou évaluer les besoins en matière de protection sociale des groupes spécifiques de population.

8. Sources de financement

Cet enjeu est lié au point 2 abordé précédemment et devrait y contribuer (en déterminant un ensemble minimum commun de données de protection sociale). Il est nécessaire d'identifier les sources de financement existantes (impôts, cotisations, etc.) et de standardiser, dans la mesure du possible, leur traitement afin de permettre des mesures qui correspondent aux besoins des différents acteurs (gouvernements, donateurs, organisations internationales, etc.). Parmi les préoccupations initiales: le traitement et la désagrégation des impôts, le traitement des emprunts et des subventions ainsi que la question plus large de l'évaluation du financement des programmes non contributifs. Les informations, les données et les indicateurs devraient se fonder sur les informations légales tout en apportant des éléments quantitatifs pertinents et utiles sur les modèles de financement efficaces.

Lacunes

A partir d'une première analyse des lacunes, plusieurs lacunes ont été identifiées, dont: les niveaux des prestations, les programmes ciblant les personnes en âge de travailler (et notamment les programmes publics d'emploi et les prestations d'invalidité), les aides au logement et l'absence d'un inventaire partagé des microdonnées. Le fait de définir les données souhaitées et d'établir une méthodologie adaptée pour la collecte des données constituent souvent des enjeux sous-jacents à ces questions. Il faudrait également anticiper la question des lacunes à venir liées au développement de nouveaux mécanismes de protection sociale.

Recoupements

Un recoupement des efforts a également été identifié, en particulier concernant les données sur le chômage et les retraites. A partir du travail conséquent d'Eurostat, de l'OIT et de l'OCDE dans le développement d'une méthodologie commune qui a rendu possible la répartition actuelle de la collecte des données au sein des organisations concernées, d'autres partenariats peuvent être envisagés. L'OIT et la Banque mondiale ont débuté un processus de collaboration dans ce domaine concernant les données sur les retraites.

Pour chacun des enjeux, lacunes et recoupements identifiés, les participants ont échangé et identifié des actions correctives possibles et des espaces permettant des approches collaboratives. Les priorités pour certaines de ces questions et lacunes ont été soulignées et les réponses aux possibles enjeux seront échelonnées en fonction. Une feuille de route détaillée a ensuite été développée.

7. Conclusion

Cet atelier a permis un échange efficace d'idées sur les solutions possibles et les domaines de collaboration potentielle entre les institutions afin de traiter des enjeux, lacunes et recoupements identifiés au cours de l'exercice de cartographie. Cela a conduit à un accord sur une première feuille de route pour le travail à venir, mettant en évidence le fait que cet atelier marque le début d'une collaboration à long terme.

Le projet de feuille de route est disponible dans l'Annexe 2 (en anglais) de ce document. Il détaille les activités possibles à court, moyen et long terme⁶.

Les points d'action principaux peuvent être soulignés comme suit:

- Finalisation et diffusion de la cartographie complétée au cours de l'atelier.
- Création d'un groupe de travail inter-agences permanent sur les statistiques et indicateurs en protection sociale, incluant plusieurs sous-groupes afin de répondre aux problèmes spécifiques répertoriés ci-dessus.
- Création d'un espace de travail en ligne pour le groupe afin de permettre le partage d'informations et de ressources.
- Organisation d'ateliers annuels. Le prochain traitera des enquêtes ménages et devrait se tenir avant la fin 2013.
- Elaboration d'une série de lignes directrices sur les statistiques en protection sociale, approuvées par toutes les organisations. Ces lignes directrices pourraient prendre la forme d'une publication modulaire qui permettrait une approche flexible. Les différentes lignes directrices communes élaborées par le groupe de travail seraient ajoutées progressivement et traiteraient des enjeux et lacunes identifiés au cours de la feuille de route. Ceux-ci comprennent les points suivants: définition et catégorisation des données de protection sociale pour améliorer la comparabilité entre les organisations internationales, identification d'un ensemble minimum de données de protection sociale, mesure de la couverture, collecte de données sur le niveau des prestations, classification et mesure, principales sources de données sur la protection sociale (avantages et limites, processus dépendant des sources) et cas spécifique des données sur la protection sociale collectées par le biais des enquêtes ménages (y compris la formulation de questions génériques clés à inclure dans les enquêtes ménages régulières), entre autres.
- Accord sur un ensemble de données sur la protection sociale permettant la cartographie de systèmes de protection sociale et le suivi de leur extension (définition et catégorisation) à moyen terme, à inclure dans les lignes directrices communes susmentionnées.
- Planification d'activités conjointes d'amélioration des capacités au niveau des pays à moyen terme.

⁶ Les organisations ont par la suite exprimé un intérêt pour des activités conjointes, y compris entre sous-groupes. Cela servira de base pour la définition du mandat du groupe de travail inter-agences permanent sur les statistiques et indicateurs de la protection sociale.

Ressources

Toutes les organisations participantes, ainsi que certaines autres organisations, ont rendu accessible au public un certain nombre de ressources sur les statistiques en protection sociale. L'exercice de cartographie réalisé ainsi que les discussions qui ont eu lieu pendant l'atelier ont permis le partage de ces ressources. Il a été convenu de les inclure dans l'espace dédié au groupe de travail.

Les différentes ressources disponibles par organisation, ainsi que la documentation de l'atelier du 13 au 15 mars 2013, y compris l'exercice de cartographie, se trouvent à l'adresse suivante :

<http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/ShowProjectPage.do?pid=1975>.

Social Protection statistics and indicators inter-agency working group

Click access to: [Main resources](#) | [Mapping](#) | [Roadmap](#) | [All resources](#)

Background: Towards a social protection statistics and indicators inter-agency working group

There is a recognition of interest for social protection at the global level in parallel, many countries, both developed and developing, experienced a significant growth in the provision of social protection benefits over recent decades. The recent adoption of the (R) Social Protection Floor Recommendation, 2012 (No. 202) will actively contribute to this process of extension of social protection and calls explicitly for the monitoring of social protection systems both at national and international levels. This last provision brings an important challenge since there is not an off-the-shelf system and numerous obstacles regarding the gathering of data and information on provision, coverage, cost of benefit, while these would be much needed, indeed, at national level, many countries face real difficulties in assessing current social protection provision gaps and needs. At the global level, there is a lack of consistent and readily comparable analysis of provision across countries. Furthermore, the efforts made by the international community to gather such data were not always consistent, and in some cases, resulted in duplication of efforts and inefficiencies.

In 2011, the ILO called for greater coordination between agencies on social protection, and [SPSS@](#) was subsequently created. At the 2nd and 3rd meetings of the SPSS@, it was agreed to put some cooperation efforts towards social protection data and statistics. Subsequently, an initiative for the harmonization of international social protection data was put forward in order to promote data quality, enhance institutional efficiency, avoid unnecessary duplication, and develop a consistent statistical picture of social protection provision both at present and over time globally (across all countries regardless of their development status).

In light of the need to develop an integrated and a collaborative approach allowing for the monitoring of the extension of social protection, the ILO, Social Protection Indicators Group, convened a workshop on "Mapping existing international social protection statistics and indicators that would contribute to the monitoring of social protection extension through Social Protection Floors". Between 13th and 15th March 2013, it was decided that a more permanent social protection statistics and indicators inter-agency working group should be established and composed of key development partners working on the collection, analysis and dissemination of social protection data for the purpose of international comparisons.

The Workgroup

This workgroup is a tool for the social protection statistics and indicators inter-agency working group. It will facilitate discussion and the sharing of information and reciprocal access to the relevant international organisations.

Through the workgroup, the working group will continue to work towards mapping the extent to which social protection coverage is currently measured across organisations and the different indicators used and developing greater coherence between organisations in the way that social protection coverage is defined and measured.

ACCESS TO MAIN RESOURCES

Presentations, agenda, TORs... | [Mapping, Roadmap](#) | [Links to resources by organisation](#)

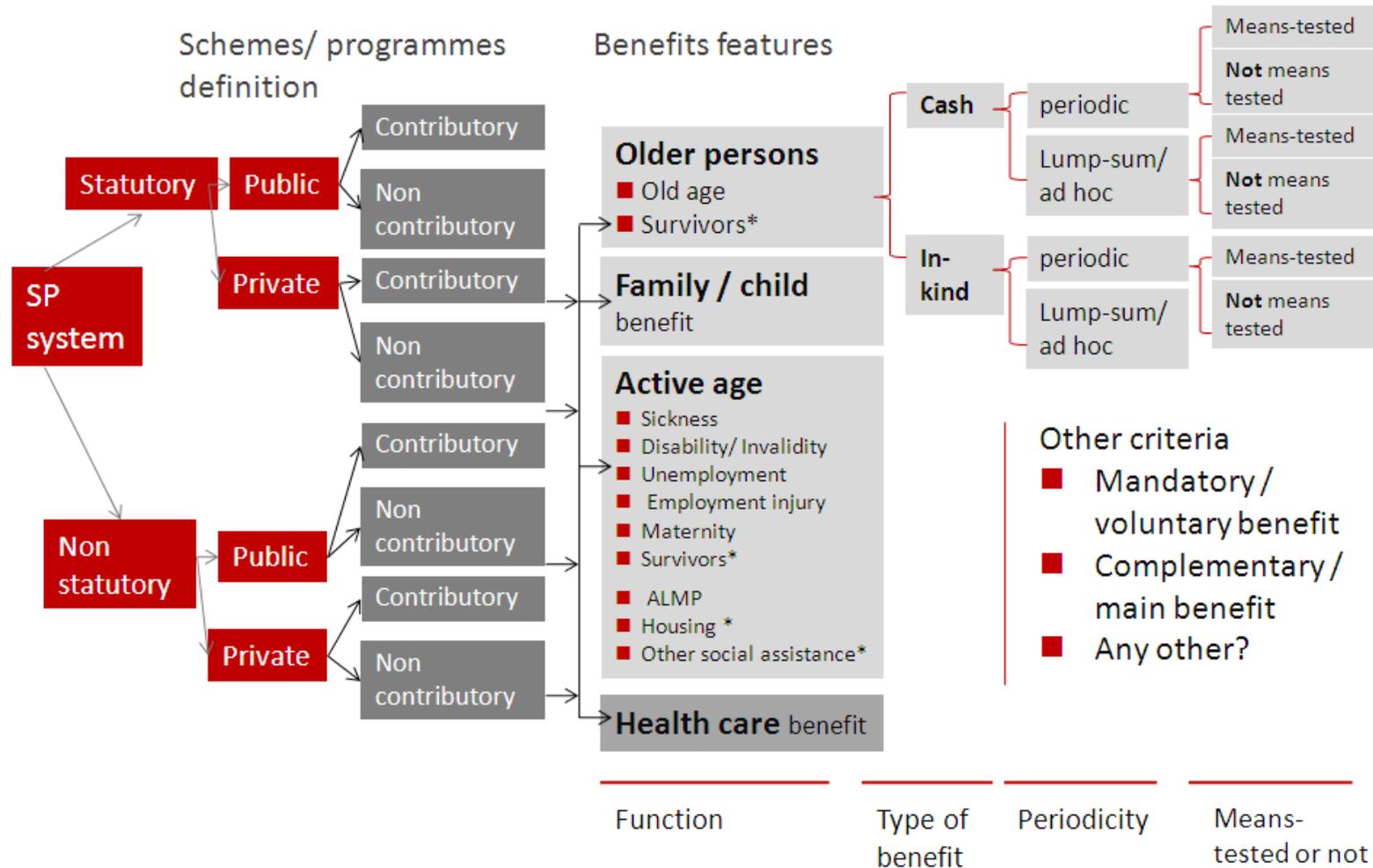
Links to resources by organisation

- Economic Commission for Latin America and the Caribbean, ECLAC** | main links
 - Key links
 - Economic Commission for Latin America and the Caribbean | ECLAC
 - ECLAC's main page | main
 - conditional cash transfers database (programas de transferencias condicionadas - CCT) - qualitative and quantitative information | main
 - Social pension database (Bancos sociales - base de datos de programas de pensiones sociales contributivas en America Latina y el Caribe) | main
 - series of country report describing social protection system | main
 - Social protection agencies in Latin America and the Caribbean: agencies, Brazil (CIS), Costa Rica (Caja Costarricense de Seguro Social), Honduras (Caja Costarricense de Seguro Social), Nicaragua (Caja Costarricense de Seguro Social), Paraguay (Caja Costarricense de Seguro Social), Peru (Caja Costarricense de Seguro Social), Uruguay (Caja Costarricense de Seguro Social)
 - Monitoring the First Millennium Development Goal Database | main
 - Shared resources
 - Indicators of child poverty | main
 - Indicators to estimate child poverty (datos para estimar la pobreza infantil) | main
- Food and Agriculture Organization of the United Nations | main links
- European Commission (EC, Eurostat) | main links
- Redpage Internacional | main links
- International Labour Office, ILO | main links
- International Social Security Association, ISSA | main links
- Organisation for Economic Co-operation and Development, OECD | main links
- UNEP-WFP | main links
- United Nations Children's Fund, UNICEF | main links
- World Bank | main links
- World Food Programme, WFP | main links
- Other organisations | main links
- Additional information by government | main links

Annexes (en anglais)

- I. The ILO tree for classification, categorisation of social protection data
- II. First version of the road map of the social protection statistics and indicators inter-agency working group

Appendix I: The ILO tree for classification of social protection data



Main definitions

Classification/categorization of schemes

Statutory non statutory schemes or programmes

Refers to enforcement

Legal enforcement refers to the rules laid down by legislation concerning the membership of the protected people. Membership of a social protection scheme may be i) compulsory or ii) non-compulsory.

In the framework of the ESSPROS (applied in the ILO social security inquiry) the concepts compulsory and voluntary are interpreted from the point of view of the people protected.

Statutory based schemes includes:

- i) Compulsory schemes are social protection schemes where membership is made compulsory by the government. Compulsory schemes may include both schemes established by law or regulation and those established by convention or collective agreement between employers and employees or members of the same profession and subsequently made obligatory by the government.
- ii) Some of non-compulsory schemes, established by law or regulation and available for voluntary membership to specific groups such as low-income self-employed workers, or people who choose to remain protected after a period of compulsory cover comes to an end), even though membership is not made compulsory by government.

Non statutory based schemes consist of other non-compulsory schemes non legally based (some as some micro-insurance based schemes).

Source: ESSPROS Manual - The European System of integrated Social Protection Statistics (2012 edition

Public/private schemes (to be further discussed for an agreement among organizations)

Refers to decision making which refers to the unit that takes the most important decisions: the level of benefits, the terms on which they are paid and the ways in which the scheme is financed. Schemes may be government-controlled or not government-controlled.

As public schemes

Government-controlled schemes. *Controlled* implies that the government takes all the principal decisions about the level of benefits, the terms on which they are paid and the ways in which the scheme is financed. It is not sufficient to classify a scheme as government-controlled simply because the government has a formal (but unexercised) right to determine the policy of a given scheme or the scheme's managers have an obligation to submit certain decisions for broad approval to the public authorities.

Government-controlled social protection is usually established by law or regulation. It includes all schemes that provide protection to public servants on the same lines as that provided to the general population by government-controlled schemes, but *excludes* schemes that government may set up in its role of employer and which have no government-controlled counterparts in the private sector. These schemes are classified as not government-controlled schemes for employees.

Examples of government-controlled schemes are:

- non-contributory schemes set up by government to meet its general social responsibility, such as an income support scheme for destitute people or a rent benefit scheme;
- schemes run by social security funds;
- schemes originally established in the private sector and for which the government has later assumed responsibility.

Government-controlled social protection may be further subdivided by level of government into:

- Central government schemes and social security funds
- State and local government schemes

As private schemes

Not government-controlled schemes are all social protection schemes which are not controlled by government in its role of public authority.

The following types of schemes are usually not government-controlled:

- schemes run by non-profit institutions (mutual benefit societies, friendly societies, institutions co-administered by the social partners and so on);
- schemes administered by commercial insurance companies;

- non-autonomous schemes run by employers maintaining separate reserves in their balance sheets to cover their liability to pay benefits in the future (book reserves). Included here are funded schemes which government may have set up in its role of employer;
- non-autonomous schemes run by employers without maintaining segregated funds, including unfunded schemes which government may have set up in its role of employer.

The ESSPROS sub-classifies not government-controlled schemes into i) not government-controlled schemes for employees and ii) other not government-controlled schemes.

- i) *Not government-controlled schemes for employees are social protection schemes organized (but not necessarily run) by employers for their employees, former employees and their dependents. Two groups are distinguished:*
- Contractual not government-controlled schemes for employees provide social protection decided via bargaining between the social partners (employers and employees). The terms of such schemes are fixed by collective agreement and cannot be unilaterally changed by employers;
 - Non-contractual not government-controlled schemes for employees provide social protection to employees at the discretion of the employer.
- ii) *Other not Government-controlled are all not government-controlled schemes other than those organized by employers for their employees, former employees and their dependents. They may be organized, for instance, for the general public or specific groups such as the self-employed.*

Sources: [ESSPROS Manual - The European System of integrated Social Protection Statistics \(2012 edition and ILO Social Security Inquiry 2005 Manual\)](#). To be completed and amended with other organizations definitions.

Contributory/non contributory

Refers to entitlement to benefits. Establishment of entitlements refers to the basis on which the protected person is eligible for benefits: conditional or not conditional on *payment of contributions*.

Contributory schemes are social protection schemes that require the payment of contributions, by the protected persons or by other parties on their behalf, in order to secure individual entitlement to benefits. In contributory schemes, entitlement to a benefit is based on contributions from insured persons and/or their employer.

By convention, all non-autonomous schemes that employers run in favour of their employees, former employees and their dependents are classified as contributory schemes.

Social insurance schemes are a sub-category of contributory schemes. It should be noted that social insurance is distinguished in strict technical terms in that the risk-pooling is based on the principle of solidarity, as against insurance arrangements of a more familiar, commercial type, based on individually calculated risk premiums.

Partially contributory schemes refer to social security schemes of mixed character, that is, they are characterized as both contributory and non-contributory types. Many social security schemes described as being of a contributory type are in actual fact of mixed character, with some non-contributory elements in entitlements to benefits; this allows for a more equitable distribution of benefits, particularly for those with low incomes and short or broken work careers, among others. These non-contributory elements take various forms, being financed either by other contributors (redistribution within the scheme) or by the State

Non-contributory schemes are social protection schemes in which eligibility to benefits is not conditional on the payment of contributions by the protected persons or by other parties on their behalf but on other criteria. Non-contributory benefits are usually financed out of general taxation. Many non-contributory schemes give benefits only after a means-test. Non-contributory schemes which do not require a means-test may be categorical (such as some pension benefits) or universal (such as national health services and family allowance schemes).

Sources: [ESSPROS Manual - The European System of integrated Social Protection Statistics \(2012 edition, World social security report, ILO 2010, p.15\)](#)

Compulsory/mandatory schemes versus voluntary ones

ESSPROS, OECD SOCX and the ILO social security inquiry make the distinction between compulsory/mandatory and voluntary schemes. These concepts of compulsory and voluntary being interpreted from the point of view of the people protected.

Classification/categorization of social benefits

Social security functions covered

The function of a social benefit refers to the primary purpose for which social protection is provided, irrespective of legislative or institutional provisions. The functional classification of a scheme's benefits is determined by their *purpose* and not by the main field in which the scheme operates. For instance, an Old age pension scheme can grant benefits that should be classified under the Survivors or Family/children functions. The function of a benefit should not be confused with the personal situation of its recipient: a widow may receive an unemployment benefit or a retired person may be given a housing benefit. Likewise, particular types of goods and services may be granted in connection with several functions, depending on their purpose. Home care is an example.

Several classifications by functions co-exist as well established classification in various organizations (Eurostat, OECD, ILO, IMF. Some bridges from one to the other are possible as far as detailed information on the specific benefits included in each function is available)

The identification and comparison of existing classification is part of the work to be carried out in order to meet the objective of agreed classification and categorization of schemes and benefits which would enhance compatibility and comparability.

As a few examples:

A. **The ILO** use an extended operational definition of social security (extended as compared to the scope of Convention 102, including ten elements:

- (1) *medical care* (Part II of Convention No. 102 and by Convention No. 130);
- (2) *income support in the form of cash sickness benefits*(Part III of Convention No. 102 and Convention No. 130);
- (3) protection in *disability*, including income support but also medical care, rehabilitation and long-term care – income support invalidity benefit (Part IX of Convention No. 102 and Convention No. 128);
- (4) protection in *old age*, including income support and long-term care (Part V of Convention No. 102 and by Convention No. 128);
- (5) protection of *survivors* in case of death of a family member (“breadwinner”) (Part X of Convention No. 102 and by Convention No. 128);
- (6) protection in *maternity*, including medical care and income support maternity benefit(Part VIII of Convention No. 102 and by Convention No. 183);
- (7) protection in “*responsibility for the maintenance of children*”, including the provision in kind to, or in respect of, children, of “food, clothing, housing, holidays or domestic help” and of cash income support family benefits(Part VII of Convention No. 102);
- (8) protection in *unemployment*, including income support in the form of unemployment benefits, and also other labour market policies promoting employment – income support benefits (Part IV of Convention No. 102, and income support and other labour market policies as defined by Convention No. 168);
- (9) protection in case of *employment injury*: medical care, rehabilitation and income support in the form of sickness, invalidity or survivors’ benefit (Part VI of Convention No. 102 and Convention No. 121);
- (10) general protection against poverty and social exclusion through social assistance that provides protection to all residents without sufficient other means of income from work and not covered(or not covered sufficiently) by social security branches listed above; and
- (11) Housing (to be in line with ESSPROS classification)

There are at least three other international classifications of the scope of social security that are fully captured by the above extended definition of social security.

European Commission: In its European System of Integrated Social Protection Statistics (ESSPROS), EUROSTAT defines eight functions of social protection (European Commission,2008):

- (1) sickness/health care;
- (2) disability;
- (3) old age;
- (4) survivors;
- (5) family/children;
- (6) unemployment;
- (7) housing;
- (8) social exclusion not elsewhere classified.

This classification adds two functions not covered explicitly by ILO Conventions but included in the ILO extended operational definition:

- The housing function
- The social exclusion not elsewhere classified function includes all other benefits, mainly of the social assistance type, not referring to any clearly identifiable risks or needs covered by other functions but targeted at the “socially excluded” or “those at risk of social exclusion”.

Organization for Economic Co-operation and Development (OECD)

For the purposes of its SOCX database (OECD, 2009a)and similar to the European Commission, the OECD has adopted the following classification of nine policy areas in social protection:

- (1) old age;
- (2) survivors;
- (3) incapacity related;
- (4) health;
- (5) family;
- (6) active labour market programmes;
- (7) unemployment;
- (8) housing;

(9) other social policy areas.

The main difference from the EU classification is that the OECD adds labour market programmes not covered by the core ESSPROS database.

United Nations

The above two classifications are similar to the United Nations Classification of Functions of the Government (COFOG), adopted also by the IMF in its Government Finance Statistics manual of 2001. Under COFOG, however, what is covered by social security or social protection by the ILO, European Union and OECD is split into two separate main functions:

- (1) health;
- (2) social protection.

The social protection main function is then classified into nine categories:

- (a) sickness and disability;
- (b) old age;
- (c) survivors;
- (d) family and children;
- (e) unemployment;
- (f) housing;
- (g) social exclusion not elsewhere classified;
- (h) research and development in social protection;
- (i) social protection not elsewhere classified.

So long as disaggregated data are available (at the individual benefit or at least scheme level) there are no problems in converting data sets from one classification to another.

Type of benefits: Cash benefits and benefits in kind

A **cash benefit** is a benefit provided in cash such as income replacement and income support benefits, lump-sum payments from provident funds, allowances and other cash payments which are not reimbursements (i.e. which do not require beneficiaries to show evidence of expenditure)

Benefits in kind are benefits granted in the form of goods and services. They may be provided by way of reimbursement or directly.

Sources: [ESSPROS Manual - The European System of integrated Social Protection Statistics \(2012 edition\)](#) and [ILO Social Security Inquiry 2005 Manual](#)

Periodicity of benefits

Periodic cash benefits are cash benefits paid at regular intervals, such as each week, month or quarter (e.g. old age pensions) and whose main "raison d'être" is to provide income replacement by restoring, up to a reasonable level, income which is lost by reason of inability to work. In contrast, other cash benefit share generally paid at irregular intervals or once for each occurrence (e.g. funeral grant), whose primary aim is that of providing cash assistance and not of providing income replacement.

Lump-sum benefit: benefits paid or delivered on a single occasion or in the form of a lump-sum.

"**Ad-hoc**" frequency applies to benefits delivered several times but on an irregular basis.

Means-tested or not

Means-tested benefits are benefits that are granted only upon proof of need. Different types of income or assets, such as capital, earnings, benefits and other payments may be taken into account in the aggregate for the purpose of determining whether the applicants are eligible for benefit at all and the amount of benefit which will be granted.

Basic versus

supplementary benefits

Used in particular to limit some risk of double counting for a given function when beneficiaries can get benefits from several schemes. Supplementary benefits are provided in addition to benefits provided by a basic scheme (usual to top-up basic schemes benefits).

Appendix II: First version of the road map of the social protection statistics and indicators inter-agency working group

ISSUES	Short term	Medium term	Long term
General Mapping	<ul style="list-style-type: none"> ○ Mapping of existing data [March 22nd, 2013] ○ Mapping of gaps [March 22nd, 2013] ○ Consolidated mapping shared through the platform and included as part of the report [May 2013]. 		
General Working group	<ul style="list-style-type: none"> ○ Social protection statistics working group TORs: first draft to be sent before June. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Consolidated version of the TORS for the groups and first sub-groups consolidated for August 2013 Constitution/1st meeting of the sub-working groups → Before the end of 2013. 	
General Communication	<ul style="list-style-type: none"> ○ E-platform: resources sharing (link to provide next week: GESS workspace) [March 22nd, 2013]. ○ E-mailing list to consolidate (all people invited, whether they attended or not) [March 22nd, 2013]. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Teleconference/Skype conference/webinar every 2 months. ○ Meeting once a year on a specific issue (first one in September on household surveys)/ 	
Issues			
ISSUE 1: How to define and categorize social protection data to enhance comparability among international organizations	<ul style="list-style-type: none"> ○ Constitution of a small group (WB/ILO) work responsible for suggestions to be shared on relevant categories to be used to define/classify individual core data. [Expression of interest received from several organizations]. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Identification of the various classifications used by main organizations (further work based on the consolidated mapping of existing data collected by international organizations) (WB, ILO, ISSA, ADB, OECD, Eurostat, etc.). ○ Identification of the “set of categories” which allows to rebuild all existing classifications used in international organizations. Bridges (i.e. translation from one classification to the other, ability to go across classifications). Product: Note with main existing classifications used in organizations, “bridges” to go from one to the other as well as bottlenecks [Expression of interest received from various organizations and deadline to be fixed]. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Ultimate objective of standardization of social protection terminology and classifications & harmonization of international data collection. ○ Test in countries (pilot country project) Meeting/Conference with countries.

ISSUES	Short term	Medium term	Long term
		<ul style="list-style-type: none"> Dressing of first list of terms that need to be defined and agreed on and dissemination [October, 2013]. 	<ul style="list-style-type: none"> Product: Common Guidelines Manual with all organizations logos (option for a modular publication which would allow a progressive and flexible approach by adding the elements of the series of guidelines as part of a Global volume of “Common Guidelines” for statisticians.
ISSUE 2: Core set of data on social protection?	<ul style="list-style-type: none"> Suggestions to be shared on relevant data (and associated definition) to be included in a minimum set of “core” data on social protection [Expression of interest received from several organizations]. Identify current main disaggregation (based on consolidated mapping). 	<ul style="list-style-type: none"> List terms to be defined: each organization collect data with an associated definition to be provided (deadline to be proposed). Identify needs for improvement in the definition, precision of data collected as well as limitations due notably to data quality, data availability and other factors (deadline to be proposed). Agreement on a first set of core social protection data. Agreement on main disaggregation (does not necessarily mean that data are available in countries but role of awareness raising and progressive improvement both in terms of quality and availability). Starting from a Minimum core set, there is a need for principles to then extend the core set. Discussion and agreement on these basic principles. 	<ul style="list-style-type: none"> Product: Input for the modular Global volume of “Common Guidelines” for statisticians.
ISSUE 3: How to improve social protection data collection through household surveys?	<ul style="list-style-type: none"> Define objectives of the workshop [WB/ILO and expression of interest received from several other organizations] [June 2013]. 	<ul style="list-style-type: none"> Stock taking of what exists – internal review in each concerned organization/review of existing social protection questions; tools, practices [July-September 2013]. 	<ul style="list-style-type: none"> Product: Specific guidelines. Product Input for the modular Global volume of “Common Guidelines” for statisticians.
ISSUE 4: Coverage statistics: data & measurement [contribute to ISSUE 2]	<ul style="list-style-type: none"> Take stock of current practices: data collected by international and regional organizations (inputs from the consolidated mapping as reproduced in this document). 	<ul style="list-style-type: none"> WG workshop on HHS [October 2013] (host WB) Based on the analysis of current practices (data collected and available indicators) made available through the mapping, identify: Gaps in data collection & reasons (availability, quality issue or absence of data collection at the international level); Needs for additional definitional and methodological work; Overlaps or needs for harmonisation (to be linked to Overlaps); Development of agreed methodologies to measure 	<ul style="list-style-type: none"> Product Part of series of guidelines. Product Input for the modular Global volume of “Common Guidelines” for statisticians.

ISSUES	Short term	Medium term	Long term
ISSUE 5: Qualitative information, including contextual information	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sub-group to be created [Expression of interest received from several organizations, including ISSA, ILO, WB, ECLAC]. ○ Some examples (Eurostat/CIRCA, ISSA, OECD, ECLAC, etc) made available through the work space [Starting from 15 April 2013 and ongoing]. ○ Identification of broad categories of qualitative information to be discussed and agreed for further work in sub-groups [2013, deadline to be defined]. 	<p>coverage based on benefits/risks covered.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Broad categories of qualitative information defined <p>Global inventory of main social protection schemes and programmes (including labour market programmes) for a number of countries. Countries selected to be defined [WB/ILO and any other organizations interested].</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ List of main information (& sources) under each category available for dissemination among the group for discussion. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Product Part of the series of guidelines. <p>Product Input for the modular Global volume of “Common Guidelines” for statisticians.</p>
ISSUE 6: How to treat subsidies	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sub-group to be created [Expression of interest received from several organizations, including WB, UNICEF, FAO, ECLAC]. ○ Share experience and current existing practices (FAO, OECD, World Bank and others). ○ Identify the various types of subsidies (food; consumption; price, production, education; health subsidies) and try to come with broad categories. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Quantitative elements for policy dialogue: Study on distributional effects of subsidies versus social benefits (cash) [To be possibly decided by the sub-group]. 	
ISSUE 7: How to define poverty or to fixed poverty threshold for different age group [older persons notably]	<ul style="list-style-type: none"> ○ Current ongoing activity between Helpage and the World Bank on poverty data (particularly relating to old age). The objective, a possible sub-group is to draw on this ongoing existing initiative, benefit from feedback as it develops and contribute to its development. Identify main existing and take stock of existing measures of poverty and current practices among organizations. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Presentation of measures and definition and critical analysis of current practices. 	
ISSUE 8 Sources of financing (link to ISSUE 2), in particular non-contributory financing disaggregation	<ul style="list-style-type: none"> ○ Disaggregation/ qualification of sources of financing of non-contributory programmes (to be consistent with sources of financing of other programmes) Sub-group to be created [Expression of interest received from several organizations, including ECLAC, Helpage, ILO, ISSA, UNICEF] Consider as a starting point existing classifications 	<ul style="list-style-type: none"> ○ To be organized by the subgroup. 	

ISSUES	Short term	Medium term	Long term
<p>ISSUE 9 What other organizations should be part of the group?</p>	<p>(their limitations and ways for improvement). The ESSPROS methodology should be considered. Questions: Tax financed: what kind of tax? How to disaggregate? Earmarked taxes and others? Donor financed/general taxes How do we account for loans? Loans vs. grants (often classified as government but they're different from general tax revenue) The work should be linked to the work of the UK Overseas Development Institute (which several international organizations have been part of) and the DAC should be part of the discussion.</p> <p>○ Improve integration of regional organizations; Africa/Middle East: identify organization(s) Latin America: <u>Inter-American Development Bank</u> (social protection surveys): how to work together?</p>	<p>○ Notes for possible joint activities in the area of social protection statistics (build on experience).</p>	
<p>Gaps</p>			
<p>GAPS 1: Data and methods for programs targeting persons in active age</p>	<p>○ Labour market programmes: public employment programmes and others Sub-group to be created [Expression of interest received from several organizations, including WB, ILO, WFP, FAO and further call for interest].</p> <p>○ Stock taking of what exists – internal review in each concerned organization (including employment services; training retraining) [end of July]. Stock taking of data and indicators available and produced from major exiting programme.</p> <p>○ Disability: Sub-group to be created starting by identifying which organizations already involved and interested to collect data on social protection and disability should be brought into this discussion. [time frame to be further decided].</p> <p>Cross-cutting issue: identify other organizations to be involved (to open up with WHO).</p>	<p>○ Suggestion of a list of data of indicators which could be collected on a systematic basis Assess existing databases' capacity to take these data on-board (adaptation required).</p> <p>Study areas: Link between disability/old age ASPIRE would like a disability section: check from existing survey data the opportunity for such a section (number of countries with questions with relevant formulation). ILO: analysis of existing data on coverage collected</p>	<p>○ Data on labour market programme as part of regular data collection process [included as part of a data management system ... possibly SSI if adapted].</p>

ISSUES	Short term	Medium term	Long term
GAPS 2: Benefit level – data and measurement	<ul style="list-style-type: none"> ○ Maternity: actually covered by 2 units in the ILO and ISSA. A joint activity is ongoing on effective measurement of maternity coverage and can be extended further. Discuss methodology for possible indicators and work plan[26 March 2013] Any other organization interested? ○ Sickness: Take stock of existing data and indicators (country level? Specific project?). ○ General social assistance. Question: what possible relevant indicators of coverage? ○ Group or sub-groups? Stock taking of current practices and existing data in international organizations including legal information collected systematically by ISSA, OECD, Eurostat or CEPAL as well as indicators of level of benefits effectively received as currently developed notably by WB, ILO, Helpage, Eurostat, OECD, etc. 	<p>through the ILO social security inquiry (suggestion and test of various indicators) Assess quality of data (especially outside OECD countries).</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Stock taking of current practices and existing in countries (notably in Eastern European countries – incl. CIS database) where such information is commonly available. ○ Data to be collected from administrative sources and associated methods Household surveys (example of questions available in existing modules, existing surveys) and associated methods. ○ Model of theoretical assumptions (rules) as developed by the World Bank and OECD. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Product: Benefit levels: data collection and measurement as part of a series of guidelines. Input for the modular Global volume of “Common Guidelines” for statisticians.
GAPS 3: Housing benefits	<ul style="list-style-type: none"> ○ Group or sub-group? Stock taking of current practices and existing data in international organizations but also from countries for housing benefits. Look at types of programmes including under housing in OECD SOCX (detailed programmes); in CIRCA Eurostat qualitative database; in CEPAL housing expenditure. Check with UN-Habitat. 		
GAP 4: Shared micro data repository	<ul style="list-style-type: none"> ○ No realistic. Too many restrictions. 		

ISSUES	Short term	Medium term	Long term
GAP 5: Anticipation of future gaps	○ Not an issue for now but “second generation issue”.		
Overlaps			
OVERLAPS 1: Unemployment data	○ Qualitative data: Intra ILO: two departments/ units in charge of qualitative data on unemployment + ISSA: check how to harmonise internally. Additional needs from the World Bank in terms of qualitative data taking into account existing Doing Business indicators (existence of unemployment protection scheme and of Public Employment Services). Quantitative data: three main sources of data collection: Eurostat, OECD, ILO. Plan a joint discussion to see how to reduce overlaps. Non OECD countries under the responsibility of the ILO?		
OVERLAPS 2: Pension data	○ Identify overlaps & differences between World Bank and ILO data [18-19 March] and discuss will and opportunities to overcome differences and overlaps Overlap for active contributors data. Comparison of data and sources used for harmonisation [18-19 March]. Differences for beneficiaries and expenditure. Discuss respective objectives and plan activities to reduce differences and increase complementarity.	○ Dress a list of respective “strong” contacts and countries respectively in the WB and ILO to split data updates between the two organizations. The list will include countries benefiting from specific projects including a quantitative component. ILO: split of expenditure data by main policy areas.	
OVERLAPS 3: Public social protection expenditure data	○ Most organizations collect/ compile public social protection expenditure data.	○ Based on the Mapping, analyse methods, definitions & identify possible complementarities.	
Capacity building			
Capacity building at the country level	○ List needs for capacity building in countries (context).	○ Identify areas for capacity building in countries Identify existing training materials and methods and develop when necessary training support.	○ Capacity building at the country level.

